LA GRÈVE GÉNÉRALE EN FRANCE

par Robert Brécy

Préface de Jean Maitron

EDI Paris

ROBERT BRÉCY

La Grève générale en France

Préface de Jean MAITRON

EDI paris
ÉTUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES
29, rue Descartes, PARIS-V

HD 5374 .B7

Note de l'éditeur

Les deux parties centrales de cette étude ont été, pour l'essentiel, publiées en russe dans l'*Annuaire d'études françaises, 1961* (Французский Ежегодник), recueil de l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., à Moscou.

© 1969 - EDI et Robert Brécy

Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage est interdite. Une copie ou reproduction par quelque procédé que ce soit, photographie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 sur la protection des droits d'auteur.

Printed in France

PRÉFACE

Préfacer l'étude de Robert Brécy La Grève générale en France ? *Mais à quel titre ? Et l'auteur de me répondre : comme historien et comme militant. Merci de ces qualificatifs flatteurs, mais personne n'ignore que ces titres me furent parfois contestés par certains mandarins politiques et universitaires. Robert Brécy n'a d'ailleurs nul besoin d'introducteur, ni au titre de militant — chacun connaît son passé et sa fidélité aux idéaux de sa jeunesse — ni au titre d'historien : son remarquable ouvrage sur le mouvement syndical en France* [1] *l'a plus valablement consacré que toutes les peaux d'âne universitaires. Aussi est-ce une autre raison qui m'incite à accepter. Issus d'une même famille politique, Robert Brécy et moi-même avons cheminé par des voies différentes, également difficiles, puis sommes venus à l'histoire afin de prolonger notre vie militante. Nous nous sommes retrouvés au versant d'une vie et cette rencontre, qui m'émeut et me réconforte, m'autorise, en camarade, à écrire ces quelques pages d'introduction...*

La grève générale a toujours joué, dans le mouvement ouvrier, français et international, un grand rôle. Dès les années 30 du siècle dernier, la suspension universelle simultanée de la force productive dans tous les métiers fut la menace brandie par le mouvement chartiste. Trente années plus tard, dans les congrès de l'Association internationale des Travailleurs, que nous appelons aujourd'hui Première Internationale, certains délégués lui firent crédit comme moyen décisif de lutte contre la guerre. En Amé-

1. *Le Mouvement syndical en France, 1871-1921. Essai bibliographique.* Mouton, Paris-La Haye, 1963.

rique du Nord, vers 1886, c'est encore la grève générale qu'on envisagea pour faire aboutir la grande revendication des huit heures. Franchissant l'océan, le mot d'ordre de grève générale devint alors, dans certains milieux ouvriers français, la panacée révolutionnaire. Robert Brécy en retrace avec minutie le cheminement. Après que le compagnon Tortelier eut préparé le terrain, c'est en 1892 que la grande période commence, que le mot d'ordre se claironne dans les motions de congrès. Et l'on assiste à des poussées de fièvre suivies d'atonie — 1895-1899 —, à des résurgences jusqu'à ce que sonne « l'heure de vérité » : juillet 1914. Depuis ? Les grandes grèves de 1919-1920, celles du 12 février 1934 et du 30 novembre 1938 et celles faisant tache d'huile de juin 36, pour ne rappeler que les plus marquantes de l'entre-deux guerres, la grève de libération nationale en 1944 et les grèves d'août 1953 et de mai-juin 1968 attestent que l'idée n'est pas morte, même si les formes qui l'expriment sont des plus variées.

La grève générale a donc une histoire, une longue histoire et cela justifie l'intérêt qu'on peut y porter. Mais cette conception de la lutte retiendra en outre l'attention qui, magnifiée ou dénoncée, passionna et la masse et les leaders ouvriers. C'est tout le congrès C.G.T. qui, en 1906, au temps de la charte d'Amiens, adopta à l'unanimité le rapport Delesalle créant une « Commission de propagande des huit heures et de la grève générale » avec le plan suivant :

1° Grève générale par corporations assimilable à des manœuvres de garnison;

2° Cessation du travail partout et à date fixe, ou « grandes manœuvres »;

3° Arrêt général et complet, mettant le prolétariat en guerre ouverte avec la société capitaliste;

4° Grève générale, révolution.

La masse, mais aussi les leaders. Ce sont Pelloutier et Briand, le premier à Tours, le second à Marseille qui font voter, en septembre 1892, la « grève universelle ». C'est Monatte qui, à Amsterdam, en 1907, polémique avec Malatesta et celui-ci oppose lutte armée à grève générale. C'est Lénine qui, dans le même temps — fin août 1906 — estime que l'acquis décisif du 1905 russe est le passage de la grève générale au degré supérieur, à l'insurrection. Faut-

il rappeler enfin que Georges Sorel compare la grève générale à « la bataille napoléonienne qui écrase définitivement l'adversaire » et estime qu'elle est bien « le mythe dans lequel le socialisme s'enferme tout entier » ? Même si elle n'eut de réalité que dans les cerveaux des travailleurs, qu'on l'adopte ou qu'on la rejette, la grève générale apparaît bien, avant la première guerre mondiale du moins, comme une pièce décisive dans la stratégie révolutionnaire du mouvement ouvrier.

Et aujourd'hui ? Avant d'envisager la possibilité d'une réponse, je voudrais, en premier lieu, préciser à quoi. Qu'est-ce en effet que la grève générale ? Idée simple à première vue, simpliste même si l'on veut : on arrête le travail, on croise les bras, et la révolution est faite. Expression complexe en réalité que celle de la grève générale et qui a été envisagée sous de multiples aspects, successivement, parfois conjointement.

On a employé, on continue à employer l'expression de grève générale — je l'ai fait moi-même plus haut, volontairement, quand j'ai évoqué certains grands mouvements — pour désigner des formes d'action très différentes.

S'agit-il de la grève générale d'une corporation : grève des postiers de 1909 ou des cheminots de 1910 ? S'agit-il de la grève générale de plusieurs corporations : grèves des années 1919-1920 ? S'agit-il d'une grève générale de l'ensemble des corporations : celle du 12 février 1934 ? Grève générale de 24 heures, de 48 heures ou plus ? Premier point donc : ce que l'on entend par grève générale désigne-t-il une grève limitée ou illimitée intéressant une, plusieurs ou l'ensemble des corporations ?

Deuxième problème, tout aussi important : s'agit-il d'une grève pacifique ou d'une grève violente ? Pelloutier a présenté, en 1892, la grève générale, « même limitée à une période relativement restreinte », comme devant conduire « infailliblement le parti ouvrier au triomphe des revendications formulées dans son programme », id est à la révolution, à la substitution du socialisme au régime du salariat. Il affirmait à Nantes, deux ans plus tard, « qu'en présence de la puissance militaire mise au service du capital, une insurrection à main armée n'offrirait aux classes dirigeantes qu'une

occasion nouvelle d'étouffer les revendications sociales dans le sang des travailleurs » et qu'en conséquence la grève générale était « le dernier moyen révolutionnaire » dont disposaient les travailleurs pour s'affranchir. Dans la pensée de Pelloutier la grève, moyen pacifique et légal — et efficace — s'opposait donc à l'insurrection qui, selon lui, ne pouvait conduire le prolétariat qu'à l'hécatombe. Remarquons toutefois qu'en qualifiant la grève générale de « moyen révolutionnaire », Pelloutier se mettait, nous semble-t-il, en contradiction avec lui-même, un moyen révolutionnaire pouvant difficilement être pacifique et légal. D'ailleurs Briand qui, avec Pelloutier, à la même époque, dans les mêmes termes et pour les mêmes raisons — du moins en apparence —, préconise la grève générale, n'envisage-t-il pas le passage presque inévitable à l'insurrection lorsqu'il dit à Japy, en décembre 1899, que « la grève générale présente au militant cet avantage {...} qu'elle est, en somme, l'exercice d'un droit qui commence dans la légalité, avec la légalité » mais que, si la bourgeoisie s'oppose à l'exercice de ce droit, et si l'armée est envoyée contre les grévistes, « ah ! sans doute, les fusils pourraient partir, mais ce ne serait peut-être pas dans la direction indiquée »... Ne voilà-t-il pas l'éventualité de l'insurrection clairement envisagée et la grève générale n'est-elle pas alors un droit qui commence, certes, dans la légalité mais s'achève par la lutte armée ?

Troisième question enfin : grève générale nationale ou internationale ? Question soulevée notamment en juillet 1914 par le congrès du Parti socialiste français. Et, sur proposition de Jaurès, « pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage », le congrès considéra « comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ».

Nous n'envisagerons pas ce dernier type de grève générale ouvrière qui relève, croyons-nous, aujourd'hui encore, de l'utopie. Pas davantage la grève générale de telle ou telle corporation mise en œuvre pour la seule conquête d'une augmentation de salaire ou la réduction du temps de travail. La grève générale que nous évoquons s'exprime par l'arrêt simultané de toutes les forces vives d'une nation. Quel que soit son objectif, elle peut se transformer en

grève politique et conduire à un changement de régime; elle se traduira presque fatalement en actions violentes.

La grève générale ainsi définie a-t-elle fait son temps? Est-il exact qu'elle a connu son « heure de vérité » en 1914? On a tort de le croire. Son histoire nous paraît, envisagée de ce point de vue, comporter trois périodes.

La première, celle qui prend fin en 1914, se caractérise par la grandeur de l'idée, du mythe, et par la faiblesse du mouvement. Grève générale n'est alors qu'un mot, mais un mot-clé qu'on acclame de congrès en congrès mais qui ne débouche sur rien, et les plus réfléchis le savaient. Si on avait pris la chose au sérieux, on aurait tenté une mise en œuvre. On ne l'a pas fait, et Robert Brécy a raison de souligner l'importance du changement intervenu dans le titre du Comité de la grève générale qui était « d'organisation » en 1893, qui n'est plus que « de propagande » en 1896. Aux approches de 1914, le mot d'ordre de grève générale était mis en avant pour faire échec à la guerre. A cet égard, on a souvent insisté sur le peu d'empressement des sociaux-démocrates allemands à se désolidariser de leur gouvernement. Pense-t-on qu'il en était bien autrement en France? Nous voici à cinquante années de cette guerre. Les archives deviennent accessibles; les correspondances privées commencent à paraître. On y trouvera, du moins peut-on le penser d'après ce que l'on sait déjà, assez peu d'internationalisme et pas mal de nationalisme, voire de chauvinisme. Les militants, au-delà des mots d'ordre de congrès, vivaient dans la tradition jacobine, ou communaliste, convaincus de la supériorité des Latins sur les Germains, fidèles à la France, fille de la Grande Révolution qui « marche à la tête des autres nations dans la voie de la Révolution sociale » ainsi que le proclamait l'anarchiste Kropotkine en 1905. Quant aux syndiqués, ils n'étaient en France, en 1914, que 600.000 — je fais bonne mesure — sur 7 millions de travailleurs, soit nettement moins de 10 %. Antérieurement à 1914, il n'y eut donc pas à proprement parler, que ce soit dans la lutte pour le socialisme ou contre la guerre, échec dans l'expérimentation d'un mot d'ordre — elle n'eut pas lieu — mais inadaptation du mot d'ordre à un moment de l'évolution.

Postérieurement à 1914 et, peut-on dire, jusqu'aujourd'hui, la période est caractérisée par un double phénomène, inverse de celui qui nous a paru définir la période précédente.

L'idée de grève générale disparaît comme mot d'ordre permanent mais se réalise dans les faits, et nous avons rappelé plus haut 1934, 1936, 1938, 1944, 1953, mai-juin 1968, Il n'est peut-être pas inutile de noter à ce sujet que les faits ont répondu au Jules Guesde de 1892 qui, méconnaissant l'aspect collectif et de masse qui caractérise la participation à une grève générale et s'oppose à celui, individuel, du geste de l'électeur dans l'isoloir, croyait pouvoir affirmer qu'il était plus facile de voter socialiste que de s'associer à un mouvement de grève générale. C'est le contraire qui est vrai, l'histoire récente l'a montré : le même travailleur, qui participe à une grève générale, peut d'ailleurs adopter, comme électeur, une attitude opposée.

Et demain ? Le chemin qui mène au socialisme passe-t-il par la grève générale, telle du moins que nous l'avons définie ? Ni les historiens, ni les militants n'aiment jouer les prophètes. Ils peuvent seulement — et ils doivent — étudiant une situation, s'efforcer de comprendre et s'interroger. Or tout montre, peut-on estimer, que les sociétés modernes évoluent vers le socialisme, vers un des socialismes possibles. Mais par quelle voie ? Pacifiquement ? Par la violence, accoucheuse des sociétés nouvelles ? Sans préjuger le caractère du passage — la violence pouvant se réduire au coup d'épaule qui fait basculer un système — la grève générale, dont la valeur émotive, passionnelle, n'a pas disparu, peut alors jouer son rôle. Mai 68 a montré les changements profonds intervenus dans la société française. Des couches neuves se sont révélées susceptibles de contester l'ordre établi et, peut-être, si elles savent se discipliner, s'organiser, contracter les indispensables alliances, si leurs directions ont la volonté de vaincre et la conviction raisonnée que la victoire est possible, de le renverser. La grève générale, conçue comme grève nationale politique, peut alors connaître son heure de vérité. Et peut-être, verrions-nous alors associée à la grandeur de l'idée, la grandeur du mouvement...

L'essai de Robert Brécy permet de repenser cet important problème et de poser la question. L'Histoire, les hommes, apporteront, demain, la réponse.

JEAN MAITRON.

L'IDÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

(Karl MARX, Préambule aux Statuts
de l'Association internationale des Travailleurs, 1864.)

(Le syndicalisme) prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

(Résolution du Congrès de la C.G.T., 1906,
« Charte d'Amiens ».)

De la grève et des manifestations l'on passe à la construction de barricades isolées. Des barricades isolées, à la construction de barricades en masse et aux batailles de rue contre la troupe. Par-dessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection... De la grève politique générale le mouvement s'est élevé à un degré supérieur.

(LÉNINE, Les enseignements de l'insurrection
de Moscou, 1906.)

En un mot, la grève en masse, telle que nous la montre la Révolution russe, n'est pas un moyen ingénieux, inventé pour donner plus de force à la révolution prolétarienne;

elle est le mode de mouvement de la masse prolétarienne, la forme de manifestation de la lutte prolétarienne dans la Révolution.

(Rosa LUXEMBOURG, Grève de masse, parti et syndicats, 1906.)

Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle est apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes : la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation.

(Léon TROTSKY, Encore une fois, où va la France ?, 1935.)

Cette variété originale du socialisme qu'était le syndicalisme révolutionnaire, pour qui le syndicat était le groupement essentiel de la classe ouvrière, qui avait semblé faire revivre le socialisme ouvrier de la Première Internationale, avec ses conceptions de l'action directe et de la grève générale, est-elle définitivement morte ? Ou simplement endormie ?

(Pierre MONATTE, Trois scissions syndicales, 1958.)

INTRODUCTION

Périodiquement, dans l'un ou l'autre des pays capitalistes, l'agitation sociale remet à l'honneur une idée déjà ancienne : celle de la grève générale.

Cette idée recouvre certes des réalités très diverses, mais il n'en reste pas moins que la grève générale fut considérée par la classe ouvrière comme une arme puissante — sinon décisive — dans ses luttes de classe contre la bourgeoisie (batailles revendicatives ou politiques) et même dans son combat contre la guerre. Elle découle de la conception du travail comme seule source créatrice de richesse et, par conséquent, de la conviction qu'un arrêt de travail concerté et généralisé de la part des producteurs exploités est le plus sûr moyen de faire céder leurs exploiteurs — propriétaires des instruments de travail et acheteurs de la force de travail des prolétaires —, ou, éventuellement, les fauteurs de guerre.

Avant d'examiner les origines de l'idée de grève générale et les étapes historiques de sa pénétration dans la classe ouvrière française et dans ses organisations, il nous faut préciser ce qu'on entend par grève générale ou plutôt exposer les différentes acceptions données à ce terme.

Rejetons d'abord les simples grèves de telle ou telle corporation pour des questions revendicatives, qui, par un abus fréquent, sont dénommées grèves générales; il faudrait au moins préciser grève généralisée des mineurs ou des cheminots, par exemple. De même il faut écarter les mouvements intercorporatifs de courte durée et limités à une ville ou une région (il s'agit souvent d'une grève de solidarité).

Par grève générale, il faut entendre un arrêt concerté du travail s'étendant à tout le pays et à toutes les corporations — ou du moins englobant les services publics et les industries-clés (transports, transmissions, mines, gaz, électricité, pétrole, alimentation, métallurgie...), ce qui paralyse les autres. Les buts peuvent être multiples, mais le plus souvent l'économique et le politique sont liés : la grève générale doit aboutir au renversement du régime, à la révolution sociale.

Lorsque nous parlerons dans cette étude de grève générale, sans autre précision, il s'agira de la grève révolutionnaire.

Evolution de la conception de grève générale.

Les conceptions de la grève générale (ou grève universelle, comme on disait au début) varièrent selon les partis et les époques, comme on le verra en suivant la progression et les transformations de l'idée de congrès en congrès, de déclaration en déclaration.

Les premiers temps, l'idée est plutôt simpliste : il suffit aux producteurs de se croiser les bras tous en même temps pour obtenir satisfaction et pour que le régime bourgeois s'effondre. Elle est souvent liée au rejet de la politique et des politiciens.

Avec les anarchistes, elle prendra une forme plus catastrophique, c'est la grève violente, expropriatrice.

Pour Pelloutier — et Briand — la grève générale est un moyen révolutionnaire, mais pacifique et légal, s'appuyant sur le droit de grève et l'existence légale des organisations syndicales.

Cette conception de la grève générale = révolution indolore est exposée dans l'organe même du « Comité d'organisation de la grève générale » : « Un grand silence s'étendra sur le monde entier, et nul souffle n'agitera les usines désertes, les mines abandonnées, les ateliers délaissés; c'est le silence de la forge, le silence du chantier, l'absolu silence et non le bruit de la fusillade qui annoncera la mort de la société ancienne et la naissance de la société nouvelle » [1].

1. Bernard LAZARE, *La Grève générale*, décembre 1895.

On la retrouve encore deux ans plus tard dans une circulaire du même Comité aux secrétariats des Bourses du Travail : « l'idée de grève générale {...} qui, nous l'espérons fermement, aboutira à l'émancipation des travailleurs sans révolution violente » [2].

Il est vrai qu'en même temps et dans les mêmes milieux s'expriment des conceptions moins idylliques. Ainsi Paul Delesalle — qui va être élu quelques jours après secrétaire-adjoint de la Fédération des Bourses — met en garde contre les illusions pacifistes : « Quelques-uns la prétendent « l'insurrection des bras croisés »; c'est là une grave erreur dont il faut cesser de leurrer la classe ouvrière. Grève générale doit être synonyme de révolution sociale » [3].

Cette divergence de conceptions entre partisans de la grève générale s'exprime souvent dans un même congrès. Ainsi au Ve congrès de la C.G.T., en septembre 1900, on retrouve la thèse de Briand dans le rapport de Girard (qui vient justement d'éditer le discours de Briand au congrès socialiste) : « La grève générale présente sur les autres procédés révolutionnaires un avantage incontestable. Elle donne aux travailleurs plus de confiance et de courage; elle présente aux militants cet avantage, elle a ceci de séduisant, qu'elle est en somme l'exercice d'un droit incontestable. C'est une révolution dans la légalité avec la légalité. »; cependant que dans plusieurs interventions on entend un son tout différent; pour Capjuzan, « la grève générale est le prélude de la révolution sociale », et pour Bourchet, de Lyon : « lorsque nous déclarerons la grève générale, il faudra que nous ayons le courage de descendre dans la rue ».

Le leader du syndicalisme révolutionnaire, celui qui forgera la C.G.T., Victor Griffuelhes, donna cette définition : « La grève générale, dans son expression dernière, n'est pas pour les milieux ouvriers le simple arrêt des bras; elle est la prise de possession des richesses sociales mises en valeur par les corporations, en l'espèce les syndicats, au profit de tous. Cette grève générale, ou révolution, sera violente ou

2. Circulaire du 26 octobre 1897, signée Girard et Valentin, reproduite dans le compte rendu du congrès de Rennes de la Fédération des Bourses, in *L'Ouvrier des deux mondes*, 1er octobre 1898, p. 330.

3. *Les Temps nouveaux*, 29 octobre 1898.

pacifique selon les résistances à vaincre. Elle sera la totalisation des efforts des producteurs sous l'impulsion des groupements ouvriers » [4].

Il expliquera plus tard quelle place a tenu la grève générale dans les conceptions syndicales et comment ont évolué les formes de luttes :

« *Une grève imprévue pouvait entraîner la révolution. Cette croyance admise, il fallait s'employer pour que toute grève pût provoquer une grève générale. On n'y manquait pas sans toutefois réussir.*

« *{...} Tout pour et par la grève générale, rien pour la politique et pour la grève. La grève générale : arrêt soudain de la production, croisement instantané des bras; la politique : pratique d'endormeurs et de châtreurs; la grève : dispersion des efforts, gaspillage de nos forces et de nos instants. Vive la grève générale et à bas la politique et les grèves !*

« *Il faut un Comité* d'organisation *de la grève générale ? et le Comité se crée sans que la révolution éclate. Plus tard, ce Comité ne sera plus qu'un Comité de* propagande *de l'idée de la grève générale; plus tard encore ce Comité sera une Commission plus préoccupée avec juste raison de la lutte présente parce que l'on commence à obéir à cette règle d'une vérité incontestable : la lutte quotidienne prépare, organise et réalise la révolution* » [5].

4. Réponse à l'enquête du *Mouvement socialiste*, juin-juillet 1904, reproduite dans *L'Action syndicaliste*, Paris, 1908, p. 33.
5. « Romantisme révolutionnaire », in *L'Action directe*, 23 avril 1908.

CHAPITRE PREMIER

ORIGINES LOINTAINES DE L'IDÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE

L'idée de la puissance économique et politique incluse dans un refus général des ouvriers de continuer la production doit être très ancienne dans la classe ouvrière : elle est liée au besoin de s'associer et de s'entendre pour résister à l'exploitation capitaliste, en particulier par l'emploi de la grève, arme pacifique des travailleurs las de revendiquer en vain à propos soit du salaire, soit des conditions de travail.

Certaines grèves partielles provoquent des difficultés ou engendrent des déceptions (échecs, compromis peu avantageux, remise en question des avantages obtenus); aussi les travailleurs mettent-ils rapidement leurs espoirs dans un mouvement plus vaste. La solidarité avec les grévistes en lutte et le souci de l'efficacité du mouvement revendicatif suscitent l'idée de l'étendre à d'autres corporations ou à d'autres villes.

C'est ainsi qu'en France, on peut citer la grande grève de Lyon, en août 1744, où de nombreux corps de métiers se mettent en grève à la suite des canuts.

L'idée de grève générale, considérée comme arme politique, est pourtant énoncée d'abord par quelques penseurs de la bourgeoisie. En France c'est sous la plume du futur auteur du *Manifeste des Egaux,* premier texte politique du communisme, que l'on trouve l'idée de la puissance du non-travail; Sylvain Maréchal, en 1774, dans *Le Livre de tous les âges,* lance cet avertissement : « Eh ! que deviendraient-

ils, ces Nobles ingrats, si le Peuple qui les nourrit, leur retirait sa main laborieuse et bienfaisante ? » [1].

Quelques années après, dans l'un de ses *Apologues modernes à l'usage du Dauphin,* Maréchal, usant de fictions assez transparentes, dit qu'un jour, les travailleurs, poussés à bout par la dureté des riches, refuseront de continuer à les servir : « ... La classe la plus nombreuse, c'est-à-dire celle des valets, ou de tous ceux qui servent chez les riches et les grands, après une patience dont la durée indignerait même le sage, cessèrent tout à coup et de concert leurs travaux et leurs services » [2]. A la fin de cette fable, le compagnon de Babeuf prédit : « Tout ceci n'est qu'un *conte* à l'époque où je le trace. Mais je le dis en vérité, il redeviendra un jour une *histoire.* Heureux ceux qui pourront reconfronter l'une à l'autre. » Dans un autre apologue (leçon XXXIII), il fait mourir de faim un tyran abandonné par son peuple qui veut vivre heureux, donc sans lui.

On trouve cette idée du refus de travailler pour les privilégiés dans une proposition de Le Tellier : « Je ne vous exhorte point à prendre les armes, à faire couler des ruisseaux de sang [...] abandonnez la culture des terres de ces Ordres orgueilleux qui vous méprisent et vous écrasent. [...] Arrêté en outre que très humbles remontrances seront faites promptement au Roi pour supplier Sa Majesté que les Députés du Peuple et leurs voix, soient à égalité avec les Députés des deux autres Ordres; pour lui représenter que si cette égalité n'est pas assurée, le Peuple s'abstiendra de se trouver aux Etats-Généraux. Enjoint dès à présent à tous les Membres du Tiers-Etat de laisser les terres des deux premiers Ordres en friche, et de ne leur rendre aucuns services; et à faute par eux d'obéir, les déclare infâmes et traîtres à la Patrie. Ordonne que le présent Jugement sera notifié partout où besoin sera » [3].

1. Cité pour la première fois par Maurice DOMMANGET : « L'origine de la grève générale », in *L'Ecole émancipée,* 3 mai 1913, p. 372. Depuis, Dommanget a publié d'autres recherches : « L'idée de grève générale en France au XVIIIe siècle et pendant la Révolution », in *Revue d'Histoire économique et sociale,* n° 1, 1963.

2. *Apologues modernes à l'usage du Dauphin, premières leçons au fils aîné d'un roi,* Bruxelles, 1788, leçon XXXI, pp. 33-35.

3. *Jugement du Champ-de-Mars, rendu par le Peuple assem-*

Peu après, l'idée sera reprise par Mirabeau — le tribun — dans son apostrophe célèbre aux privilégiés : « Prenez garde ! n'irritez pas ce peuple qui produit tout, et qui pour être formidable n'aurait qu'à être immobile ! »

La bourgeoisie au pouvoir devient plus prudente et ses idéologues n'exalteront plus les vertus révolutionnaires de l'arrêt de travail généralisé. On sait que sa règle d'or en ce domaine sera énoncée sous la forme de la loi rapportée par Le Chapelier et adoptée unanimement [4] le 14 juin 1791 par l'Assemblée nationale constituante : au nom de la liberté du travail, les droits d'association et de coalition sont déniés aux ouvriers [5]. Le sens de classe de cette décision sera précisé dans les semaines qui suivront par deux autres mesures : sur le plan répressif, la fusillade du Champ-de-Mars; sur le plan législatif, la distinction entre citoyens actifs et citoyens passifs.

C'est seulement en 1864 que la classe ouvrière obtiendra le droit de grève — et en 1884, le droit de se syndiquer —, mais tout au long du XIXe siècle et sous tous les régimes le prolétariat n'attendra pas l'autorisation pour manifester sa combativité sous la forme de grèves.

L'idée de la grève générale ne réapparaîtra, semble-t-il, que lentement, de façon sporadique, et les tentatives de la mettre en pratique sont rares jusqu'à la période d'essor du syndicalisme en France (formation d'une Fédération Nationale des Syndicats, en 1886, d'une Fédération des Bourses du Travail, en 1892, puis d'une C.G.T., en 1895-1902).

blé, les Laboureurs y séant. Au 28 décembre 1788, brochure in-8°, s.l.n.d., pp. 50-53.

4. Il est juste de rappeler que parmi les publicistes non députés, Marat exprimera l'opposition des travailleurs à cette conception bourgeoise de la liberté et de l'égalité des citoyens (voir *L'Ami du Peuple* des 12 et 18 juin 1791).

5. Karl Marx commente ainsi cette mesure : « Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir [...]. Ce décret qui, à l'aide du code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché. » (*Le Capital,* Livre Premier, chapitre XXVIII in fine, Editions sociales, 1950, t. III, pp. 182-183).

Je voudrais citer, en témoignage de la pérennité de l'idée, la fin d'un texte peu connu et pourtant très beau et significatif de Marc Dufraisse, de la Société des droits de l'homme et du citoyen : « ... et quand le peuple sera bien convaincu qu'il ne trouvera d'amélioration que dans l'exercice de sa souveraineté, alors, un jour, un beau jour tous les prolétaires feront grève pour revendiquer leurs droits d'homme et de citoyen » [6].

Ceci avait été énoncé dans les premières années de la Monarchie de Juillet, alors que la répression des mouvements revendicatifs, tant à Paris qu'en province, avait dissipé les illusions populaires. La chute du régime louis-philippard n'amènera pas non plus ce que Dufraisse et ses amis appelaient de leurs vœux et préparaient par leurs actes : « un gouvernement démocratique, émanation directe du peuple » qui réaliserait « ce consolant espoir d'une association de travailleurs ».

Pourtant, peu après l'écrasement dans le sang de l'insurrection ouvrière de juin, le journal du démocrate Charles Delescluze reprenait l'idée d'une autre tactique possible pour la classe exploitée et meurtrie : « Mais ne craignez-vous pas qu'un jour l'armée des travailleurs, fatiguée d'user ses forces pour enrichir des maîtres avares ne prenne la résolution de vous mettre en interdit par une grève générale ? » [7]. C'est sans doute la première fois que cette expression est employée.

L'idée était peut-être alors latente chez les ouvriers français, mais on ne la trouve pas exprimée ou rapportée sous une forme prolétarienne [8].

Au moment du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, c'est le célèbre journaliste libéral Emile de Girardin, directeur de *la Presse,* qui, selon divers témoignages, propose

6. *Association des Travailleurs,* opuscule de 4 pages, publié par la Société des droits de l'homme, s.l.n.d. [Paris, 1833].

7. *La Révolution démocratique et sociale,* 29 novembre 1848, éditorial non signé.

8. Elle était apparue plus tôt en Angleterre, pays industriel plus avancé que la France : la classe ouvrière y préconisa et essaya de mettre en pratique la grève générale pendant la période révolutionnaire du syndicalisme britannique, plus précisément de 1832 à 1842; après l'échec de 1842, le trade-unionisme prend une orientation non-violente et l'idée de la grève générale disparaît de l'Angleterre (voir les différentes

d'utiliser l'arme de la grève générale des travailleurs. Victor Hugo relate ainsi l'intervention de Girardin lors d'une réunion de républicains, le 3 décembre : « ... selon lui, ce n'était pas par les armes qu'il fallait combattre Louis Bonaparte, mais par le vide [...]. Proclamons la grève universelle ! Que le marchand cesse de vendre, que le consommateur cesse d'acheter, que l'ouvrier cesse de travailler, que le boucher cesse de tuer, que le boulanger cesse de cuire, que tout chôme, jusqu'à l'Imprimerie nationale, que Louis Bonaparte ne trouve pas un compositeur pour composer *le Moniteur,* pas un pressier pour le tirer, pas un colleur pour l'afficher ! La grève universelle ! L'isolement, la solitude, le vide autour de cet homme ! Que la nation se retire de lui [...]. Rien qu'en croisant les bras autour de lui, on le fera tomber. Au contraire, tirez-lui des coups de fusil, vous le consolidez. L'armée est ivre, le peuple est ahuri et ne se mêle de rien, la bourgeoisie a peur du président, du peuple, de vous, de tout ! Pas de victoire possible. Vous allez devant vous, en braves gens, vous risquez vos têtes, c'est bien; vous entraînez avec vous deux ou trois mille hommes intrépides dont le sang, mêlé au vôtre, coule déjà. C'est héroïque, soit. Ce n'est pas politique. Quant à moi, je n'imprimerai pas d'appel aux armes et je me refuse au combat. Organisons la grève universelle ! » [9].

Ténot rapporte également cette proposition de Girardin plus brièvement, mais en employant le terme même de grève générale : « M. Emile de Girardin proposa, dit-on, que tous les représentants demeurés libres se constituassent prisonniers et qu'on organisât une *grève générale* jusqu'à la chute du Président » [10].

Cette proposition fut jugée utopique et repoussée. Emile de Girardin ne devait pas pour autant renoncer à sa conception de la grève générale comme moyen de pression pacifique

histoires du chartisme et du trade-unionisme, des WEBB, de Th. ROTHSTEIN, d'Ed. DOLLÉANS, etc., le chapitre « Mouvements ouvriers » de l'ouvrage de F. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* et celui que Colette CHAMBELLAND a consacré au chartisme dans son D.E.S. : *L'idée de grève générale en France (1871-1914)*, Paris, 1953, pp. 11 à 22).

9. Victor HUGO, *Histoire d'un crime* (édition du Club des Amis du Livre progressiste, 1958, pp. 168-169).

10. *Paris en décembre 1851,* Paris, 1868, p. 208.

des travailleurs sur le pouvoir et le patronat. En 1865, il la préconise pour imposer au gouvernement impérial la création d'un budget annuel, sorte de minimum vital pour les ouvriers : « Les grèves partielles sont stupides [...]. Il n'y a qu'une grève que nous comprendrions si l'ignorance économique des intermédiaires entre l'ouvrier et le public, nommés communément patrons, la rendait nécessaire; ce serait une grève universelle, grève de toutes les professions manuelles dans tous les pays civilisés, à l'effet d'assurer la reconnaissance et la consécration des *droits du travail* par l'établissement du budget du travailleur... » [11].

Depuis quelques années, en dépit de leur caractère illégal, les grèves se sont en effet multipliées, pour des augmentations de salaires ou pour une diminution de la durée du travail : dans le Nord, à Paris, à Marseille, à Lyon... Le conflit des typographes parisiens et leurs procès en 1862 eurent un grand retentissement. Toute cette agitation sociale — et le « Manifeste des Soixante » publié en février 1864 — amenèrent l'empereur à concéder tacitement à la classe ouvrière le droit de coalition ou de grève (loi du 25 mai 1864).

Au cours de ces années 60, il s'est toujours agi de grèves partielles et nous n'avons pas trouvé trace alors dans la classe ouvrière de préparation sérieuse d'une grève générale. Rapportons toutefois ces paroles prononcées par Jean Longuet, bien longtemps après, le 15 juin 1935 aux obsèques de Jean Allemane : « Il aimait à rappeler que dès 1864, âgé d'à peine 21 ans, il avait constitué avec ses camarades du Livre en un petit café de la rue Coquillière, un « Comité de la grève générale » pour laquelle ils recueillaient chaque semaine dans tous les ateliers un sou par adhérent » [12].

Il est possible qu'Allemane et ses amis (Debock, Pierson) aient eu alors, en constituant cette caisse de grève, l'intention d'étendre le mouvement : « ... nous étions parvenus à avoir des receveurs dans presque toutes les imprimeries parisiennes et nombreuses étaient les corporations où l'idée avait ren-

11. *La grève,* III, 18 juin 1865, *in :* Emile de GIRARDIN, *Pouvoir et impuissance. Questions de l'année 1865,* Paris, 1867, pp. 364-365.

12. Jean LONGUET, « Jean Allemane, militant du socialisme prolétarien », in *Le Combat marxiste,* juillet-août 1935, p. 19.

contré des adhésions. Il ne nous restait qu'à conquérir les grandes villes de province » [13]. Mais est-ce qu'un demi-siècle après l'événement, Allemane n'a pas tendance à en amplifier la portée ? Il est déjà remarquable que les typographes parisiens aient créé alors cette caisse de prévoyance dite des *cinq centimes* et qu'elle ait servi, dans les dernières années de l'Empire, à faire des prêts aux grévistes d'autres professions; en revanche il ne semble pas que, dans le contexte social de l'époque, elle ait été conçue pour susciter et financer une grève simultanée de tous les travailleurs, envisagée ou non comme moyen révolutionnaire.

C'est cette même année 1864, le 28 septembre, que fut fondée à Londres l'Association internationale des Travailleurs, la Ire Internationale (A.I.T.).

La Ire Internationale et la grève générale.

Si la Ire Internationale, dès son congrès de Genève, en septembre 1866, se préoccupe de la question syndicale, la tactique de la grève générale ne surgira que plus tard dans ses débats (la Section parisienne, d'obédience proudhonienne, était alors hostile même aux simples grèves). A ce Ier congrès, il fut décidé simplement que les ouvriers devraient « se prêter une aide mutuelle pour la défense des salaires » [14].

Au IIIe congrès de l'Internationale (Bruxelles, 6-13 septembre 1868), la grève générale est envisagée comme méthode de lutte contre les gouvernements qui fomenteraient la guerre. La résolution, adoptée sur rapport de Charles Longuet, précise que les classes ouvrières « ont un moyen pratique légal et immédiatement réalisable; qu'en effet le corps social ne saurait vivre si la production est arrêtée pendant un certain temps; qu'il suffit donc aux producteurs de cesser de produire pour rendre impossibles les entreprises des gouvernements personnels et despotiques; [...].

13. Jean ALLEMANE, article « Allemaniste (Parti) », *in Encyclopédie du mouvement syndical,* fasc. 4 (avril 1912), p. 108.

14. Compte rendu, p. 15. Cité par J. GUILLAUME, *L'Internationale,* t. I, p. 9.

Le congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leurs pays respectifs » [15].

Cette résolution répondait au désir des sections belges mais non à la position de Marx : « Les longues déclarations et les phrases ampoulées sont ici sans valeur. La résolution qu'il convient d'adopter sur cette question doit dire simplement que la classe ouvrière n'est pas encore suffisamment organisée pour exercer une influence décisive sur le cours des événements, mais que, au nom de la classe ouvrière, le congrès élève sa protestation et dénonce les fauteurs de guerre; qu'une guerre entre la France et l'Allemagne est une guerre civile, ruineuse pour les deux pays et surtout ruineuse pour l'Europe » [16].

La grève générale, comme moyen révolutionnaire, apparaît nettement en 1869 dans l'organe des sections belges de l'A.I.T. : « ... Lorsque les grèves s'étendent, se communiquent de proche en proche, c'est qu'elles sont bien près de devenir une grève générale; et une grève générale, avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui dans le prolétariat, ne peut aboutir qu'à un grand cataclysme qui ferait faire peau neuve à la société » [17].

Cette tactique révolutionnaire ne semble pas avoir été discutée au congrès suivant (Bâle, septembre 1869) si l'on s'en tient aux comptes rendus.

Pourtant l'idée de la grève générale chemine; on en trouve trace peu après à Paris, témoin ce compte rendu d'une réunion publique tenue en octobre, rue de Crimée, sur les « Moyens pratiques du socialisme » : le citoyen Vertut y déclare que ces moyens « sont les grèves, l'association, la coopération. La grève n'a pas jusqu'ici amené de bons résultats, parce qu'elle a toujours été partielle et non générale.

15. J. GUILLAUME, *op. cit.*, t. I, pp. 68-69.

16. Lettre du 10 septembre 1868 à G. Eccarius et F. Lesner à Bruxelles; elle fut publiée pour la première fois dans la revue viennoise *Deutsche Worte*, 1898, p. 212, et figure dans MARX-ENGELS, *Werke*, t. 32, Berlin, 1965, pp. 558-559.

Sitôt après le congrès, auquel ils n'ont pas participé personnellement, Marx dans une lettre à Engels, datée du 16 septembre, s'élève contre l'absurdité belge de combattre la guerre par la grève (*ibid.*, p. 151).

17. *L'Internationale*, Bruxelles, n° 11, du 27 mars 1869, article « Nouvelles de l'extérieur », p. 3, II.

« Que tous les ouvriers s'entendent et déclarent qu'ils ne veulent pas travailler aux prix actuels, alors vous verrez bientôt les patrons aller chercher les ouvriers et condescendre à leurs demandes.

« Si les ouvriers mineurs de tous les bassins houillers avaient fait cela les compagnies auraient cédé, et des faits malheureux ne se seraient pas passés » [18].

Le but est apparemment revendicatif, mais le contexte politique est révolutionnaire.

On retrouve cette idée en 1870, au moment des grèves en Suisse romande; la voici exprimée dans le nouvel organe de J. Guillaume et des « Alliancistes », *La Solidarité :* « Nous ne sommes pas loin peut-être du moment où les grèves partielles se transformeront en une grève générale, celle qui mettra les travailleurs en possession de leurs instruments de travail » [19].

Or, on sait que la guerre franco-prussienne aura pour effet presque immédiat de mettre fin aux grèves de Genève... et aux illusions concernant l'efficacité de la grève générale pour faire obstacle à un conflit armé entre Etats capitalistes, comme l'avait recommandé le congrès de Bruxelles. C'est ce que reconnut l'organe, alors antibakouniste, de l'A.I.T. en Suisse romande, *L'Egalité :* « Nous ne sommes pas encore prêts, malheureusement nous ne sommes pas encore assez organisés ni assez nombreux pour pouvoir faire la grève générale, car, si nous l'étions, nous l'aurions faite depuis

18. *Le Rappel,* 22 octobre 1869, p. 2, col. 6. Le comptable Vertut, membre de l'Internationale, de tendance proudhonienne, représentera le XIIe arrondissement au « Comité Central Républicain des vingt arrondissements de Paris » (voir l'ouvrage de J. DAUTRY et L. SCHELER portant ce titre, Editions sociales, Paris, 1960).

19. Reproduit d'après M. LEROY, *La coutume ouvrière,* p. 510. Dans son numéro du 11 juin 1870, *La Solidarité* envisageait même l'extension de ce moyen de transformation sociale à toute l'Europe : « Au lieu de nous ruiner par des grèves partielles, organisons la grève générale. Qu'un seul cri retentisse dans toute l'Europe : cessation du travail pour cause de réorganisation sociale ! Et que dans les usines, les mines, les manufactures, les ateliers, les chantiers, tranquillement, sans faire grand bruit, on abandonne le travail. La société, sous peine de mort, doit alors se soumettre à la volonté collective des travailleurs » (d'après Charles THOMANN, *Le mouvement anarchiste dans les montagnes neuchâteloises et le Jura bernois.* Thèse. La Chaux-de-Fonds, 1947, p. 183).

longtemps, sachant bien qu'une pareille grève équivaut au dernier acte de la révolution sociale qui s'accomplit en ce moment » [20].

Après la coupure de la guerre franco-prussienne et l'écrasement du prolétariat français qui mit fin à la Commune à Paris et en province, il faudra attendre des années pour que le mouvement ouvrier — syndical et politique — renaisse (le Congrès ouvrier de Paris, en octobre 1876, peut être considéré comme la première manifestation nationale de ce renouveau).

L'idée de grève générale se retrouve encore ces années-là dans quelques sections de l'A.I.T. d'obédience bakouniste. Le 14 avril 1873, à Verviers, à un congrès de la Fédération belge, la question de la grève générale est à l'ordre du jour. Le *Bulletin de la Fédération jurassienne,* dans son n° 10 du 15 mai, rend compte de ces débats et approuve l'opinion exprimée par Flinck, délégué de Verviers, et Standaert, délégué de Bruxelles, en faveur de la grève générale : propagande d'autant plus utile, avait dit Standaert, « qu'elle détournera des grèves partielles, dont l'insuccès décourage les corporations » (la région verviétoise connaissait depuis plusieurs mois une crise industrielle) [21].

Un autre congrès de la Fédération belge qui se tint, peu avant le congrès général, à Anvers les 15 et 16 août se « prononça pour l'organisation de la grève générale » [22].

A peu près au même moment, le « Comité de propagande révolutionnaire socialiste de la France méridionale », constitué à Barcelone par les réfugiés Charles Alerini, Paul Brousse et Camille Camet, publia en langue française *La Solidarité révolutionnaire,* un organe de tendance anarchiste,

20. *L'Egalité* (de Genève), 27 juillet 1870; cité d'après O. TESTUT, *L'Internationale et le Jacobinisme au ban de l'Europe,* t. I, p. 186.

21. Lorsque le Conseil fédéral belge proposa d'ouvrir une souscription en faveur des ouvriers de Verviers, ceux-ci refusèrent une aide de cette nature et précisèrent dignement dans leur journal, *Le Mirabeau* : « Nous saisissons cette occasion pour engager toutes les fédérations à employer l'argent de leurs caisses à compléter et à achever l'organisation du Parti socialiste révolutionnaire. Quant à nous, nous supporterons notre misère et nous nous préparerons à la Révolution, espérant que tous les travailleurs nous prouveront bientôt la solidarité qui les unit à nous, autrement que par des envois d'argent. »

22. J. GUILLAUME, *L'Internationale,* t. III, p. 92.

auquel collabora Jules Guesde — alors domicilié à Gênes et lié à la Fédération jurassienne. A. Zévaès dit que ce périodique éphémère préconisa la grève générale et en donna le tableau suivant : « Au jour fixé, l'immense machine du travail s'arrête; les mines n'ont plus d'ouvriers; les fabriques et les ateliers sont vides; les chemins de fer s'arrêtent le long de leurs rails; les rues sont sans éclairage, le commerce sans postes, les boulangeries sans pain, les boucheries sans viande; le peuple entier est dans la rue et répond à ses maîtres anéantis : « Je ne recommencerai le travail que lorsque la propriété sera transformée, que lorsque les instruments de travail seront dans la main des travailleurs » [23].

Au congrès général de l'Internationale (branche bakouniste) qui se tint à Genève du 1er au 6 septembre 1873, la discussion sur la grève générale occupa deux séances privées, l'après-midi du 3 et la matinée du 4. La commission chargée d'élaborer une résolution délibéra secrètement; elle finit par se mettre d'accord sur un texte prudent qui fut présenté lors de la séance publique de l'après-midi : « Le Congrès considérant que, dans l'état actuel de l'organisation de l'Internationale, il ne peut pas être donné une solution complète à la question de la grève générale, recommande d'une façon pressante aux travailleurs l'organisation internationale des unions de métier, ainsi qu'une active propagande socialiste. »

La discussion, que résume J. Guillaume, fut très vive et les positions généralement plus révolutionnaires et plus nettement favorables à la grève générale que ne le laisserait supposer la résolution finale [24].

F. Engels, dans son article *Les Bakounistes au travail* fit aussitôt la critique de la conception anarchiste de la grève générale et montra l'inanité des tentatives des bakounistes de la réaliser dans la République espagnole au cours de l'été 1873 : « La grève générale est, dans le programme bakouniste, le levier qu'on engage comme prélude à la révolution sociale. Un beau matin, tous les ouvriers de

23. A. ZÉVAÈS, *Le Syndicalisme contemporain,* pp. 348-349.

24. Voir *L'Internationale,* tome III, pp. 116-118 et 121. Un article non signé publié dans *L'Action directe,* n° 27 du 22 juillet 1908, sous le titre : « La genèse de la grève générale », confirme cette prudence voulue.

toutes les corporations d'un pays ou du monde entier cessent le travail, forçant ainsi, en quatre semaines, tout au plus, les classes possédantes ou bien à demander pardon à genoux ou bien à foncer sur les ouvriers, de sorte que ceux-ci ont alors le droit de se défendre et, par la même occasion, de jeter bas toute la vieille société. Le projet est loin d'être nouveau : des socialistes français et après eux des belges ont, depuis 1848, enfourché ce cheval de parade, lequel est cependant par l'origine de race anglaise [...]. Au congrès des alliancistes à Genève, le 1er septembre 1873, la grève générale joua également un grand rôle, mais de toutes parts, on concéda que pour cela, il fallait une organisation parfaite de la classe ouvrière et une caisse bien remplie. Et voilà précisément le hic ! D'une part, les gouvernements, surtout lorsqu'on les encourage par l'abstention politique, ne laisseront arriver aussi loin ni l'organisation ni la caisse des travailleurs; et, d'autre part, les événements politiques et les agressions des classes dominantes feront aboutir la libération ouvrière longtemps avant que le prolétariat ne parvienne à se créer cette organisation idéale et ce colossal fonds de réserve. Mais s'il les avait, il n'aurait pas besoin du détour de la grève générale pour parvenir au but » [25].

On peut encore citer l'intervention d'un autre « Jurassien » en faveur de la grève générale, celle de A. Schwitzguébel au Ve congrès de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs (La Chaux-de-Fonds, 17-19 mai 1874) : « En suite du peu d'améliorations réelles qui ont été obtenues par les grèves partielles, malgré les grands sacrifices qu'ont faits les ouvriers, l'idée d'une grève générale des travailleurs, qui mettrait fin aux misères qu'ils subissent, commence à être sérieusement discutée par des associations ouvrières mieux organisées que les nôtres. Ce serait certainement là un acte révolutionnaire capable de produire une liquidation de l'ordre social actuel et une réorganisation conforme aux aspirations socialistes des ouvriers. Nous pensons que cette idée ne doit pas être écartée comme utopique... » [26]. C'est là une prise de position prudente et réfléchie. venant d'un militant expérimenté.

25. Publié dans *Volksstaat,* en 1873, reproduit en français dans : MARX et ENGELS, *Contre l'anarchisme,* Paris, 1935, p. 20.
26. Adhémar SCHWITZGUÉBEL, *Quelques écrits,* Paris, 1908, pp. 90-91.

Pourtant, apparemment, les derniers congrès de l'A.I.T. ne traiteront plus de la grève générale. Comme l'Internationale marxiste, l'idée émigrera aux Etats-Unis, où elle survivra à la Ire Internationale, mais dans les milieux anarchistes.

Les grèves de mai 1886 à Chicago.

Comme nous n'avons pas à traiter ici du mouvement ouvrier américain, nous nous contenterons d'en rappeler brièvement les épisodes de cette époque ayant trait à notre sujet, notamment les événements de Chicago [27].

Au IVe congrès de l'A.F.L. (Fédération américaine du Travail), Chicago, novembre 1884, Frank K. Foster avait lancé l'idée d'une grève générale afin de faire aboutir le mot d'ordre syndical des huit heures, et Gabriel Edmonston proposé une résolution visant à faire du 1er mai 1886 une journée revendicative qui marquerait le début d'une nouvelle journée de travail légale limitée à huit heures. On sait que le vote de cette résolution — dont on ne possède pas le texte exact — fut le point de départ d'une grande agitation dans tout le pays pour l'obtention des huit heures.

27. Pour plus de détails, on peut consulter l'ouvrage de Maurice DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai,* chap. II : « Agitation pour les huit heures et naissance du 1er Mai en Amérique », pp. 28-49. Aux nombreux travaux qu'il cite sur les événements de Chicago, nous nous permettrons d'ajouter les souvenirs de « Maman Jones », écrits en 1922 par cette infatigable militante syndicale (son autobiographie, publiée à Chicago en 1925, ne fut traduite et publiée en français qu'en 1952, alors que le livre de Dommanget devait être sous presse). Pour connaître le point de vue marxiste au moment même des événements et du procès, il nous paraît nécessaire de consulter également : *The Working-class Movement in America,* par Edward et Eleanor MARX AVELING, Londres, 1888, que le gendre et la fille de Marx écrivirent à la suite de leur tournée de quinze semaines à travers les E.U.A. — avec W. Liebknecht — du 10 septembre à Noël 1886 (en particulier le chapitre X, « Anarchists », pp. 166-182).

Il n'est pas inutile de lire le roman historique tiré de cette affaire par Howard FAST, *Un démocrate américain,* ainsi que le célèbre ouvrage de Jack LONDON : *Le Talon de fer.*

Le Comité de Chicago, qui est parmi les plus actifs, lance l'appel suivant [28] :

« A toutes les Associations Ouvrières de Chicago et des villes d'Amérique.

« Compagnons de travail,

« Le 1er mai 1886 a été fixé pour l'inauguration générale, autant que possible, du système des huit heures. L'heure approche. L'Assemblée des métiers et du travail de Chicago est depuis plusieurs années à la tête du mouvement. Elle doit marcher en avant. Aux autres organisations de suivre.

« Plus de grèves partielles entraînant à leur suite des lock-out et pouvant faire avorter le mouvement des huit heures.

« Union générale des différents corps de métiers pour amener la solution pacifique de la question par une entente, autant que possible, universelle.

« Compagnons, la victoire est assurée si nous agissons tous ensemble, judicieusement et résolument. »

Le Comité des Huit heures :
Charles W. Rowon, président,
William Hallister, secrétaire
de l'Assemblée des métiers et du travail.

Et le 1er mai 1886 de puissantes manifestations se déroulèrent dans tout le pays; on parle de 5 000 entreprises en grève, englobant 340 000 grévistes. Un rapport du secrétariat général de l'A.F.L. dira : « Jamais, dans l'histoire de ce pays, il n'y a eu un soulèvement aussi général parmi les masses industrielles... »

Malheureusement, à Chicago, centre le plus actif du mouvement anarchiste des Etats-Unis et où les travailleurs étaient particulièrement exploités et combatifs, le mouvement réussi du 1er mai eut des suites funestes. L'usine Mc Cormick avait licencié 1 200 ouvriers, embauché des « scabs » (« jaunes ») et des « détectives » de la tristement célèbre Agence Pinkerton, véritables provocateurs et tueurs à gages. Ceux-ci, puis la police montée, firent de nombreuses victimes parmi les milliers de grévistes venus conspuer les jaunes le 3, à la sortie de l'usine.

28. D'après Colette CHAMBELLAND, diplôme cité, p. 34.

Le lendemain soir, un grand meeting de protestation fut organisé dans un quartier populeux, place du Marché-au-foin (Haymarket). Il y avait là peut-être 15 000 personnes, et la manifestation se déroulait paisiblement lorsque la police montée intervint, inopinément, avec brutalité. A cette provocation répondit une bombe lancée parmi les policiers par un anarchiste d'origine allemande, Schnaubelt, dont le rôle dans cette affaire ne fut jamais tiré au clair.

Cet attentat fut le prétexte d'une répression sanglante (on n'a jamais connu le bilan de la terrible fusillade qui suivit). Arrestations et perquisitions se multiplièrent [29]. Lors d'un procès, qui fut une vraie parodie de justice, huit des dirigeants ouvriers de Chicago furent condamnés à la pendaison le 20 août 1886. Malgré une campagne des milieux de gauche, l'exécution de Parsons, Spies, Engel et Fischer eut lieu le 11 novembre 1887; Lingg s'était suicidé le 9. Trois des compagnons avaient vu leur peine commuée, mais firent tout de même sept ans de bagne avant la révision du procès, qui, en 1893, réhabilita les suppliciés et les emprisonnés [30].

Il faut bien reconnaître que la campagne mondiale pour empêcher l'exécution de la sentence, en 1886 et 1887 [31],

29. On connaît depuis peu d'années le point de vue réaliste de F. Engels sur la campagne des huit heures aux U.S.A. et les illusions qu'une facile réussite aurait pu engendrer sur les possibilités de transformer la condition ouvrière dans le cadre du régime capitaliste : « Je crois que les folies anarchistes de Chicago feront beaucoup de bien. Si le mouvement américain actuel (qui, dans la mesure où il n'est pas exclusivement allemand, en est encore au stade syndicaliste) avait remporté une grande victoire sur la question des huit heures, le syndicalisme serait devenu un dogme fixe et définitif. Alors qu'un succès mitigé aidera à démontrer qu'il est nécessaire d'aller au-delà de la formule : « De bons salaires et des journées plus courtes. » (Lettre du 23 mai 1886 à Laura Marx-Lafargue *in* F. ENGELS-P. et L. LAFARGUE, *Correspondance,* Paris, 1956, t. I, pp. 359-360.)

30. Après avoir dénoncé tout le mécanisme du procès de 1886, le nouveau gouverneur, John Peter Altgeld, concluait dans sa décision de grâce : « Il est incontestable qu'une telle cruauté et une telle mauvaise foi n'ont pas leur pareil dans toute l'histoire judiciaire. » (Cité par Howard FAST dans son roman *Un démocrate américain,* p. 149 de l'édition française.)

31. D'après le compte rendu officiel et ceux du *Cri du Peuple,* il ne semble pas que les délégués des 7 ou 8 pays (il n'y en

fut loin d'avoir l'ampleur de celle entreprise en faveur de Sacco et Vanzetti, en 1927, ou même celle en faveur d'Ethel et Julius Rosenberg, de 1951 à 1953.

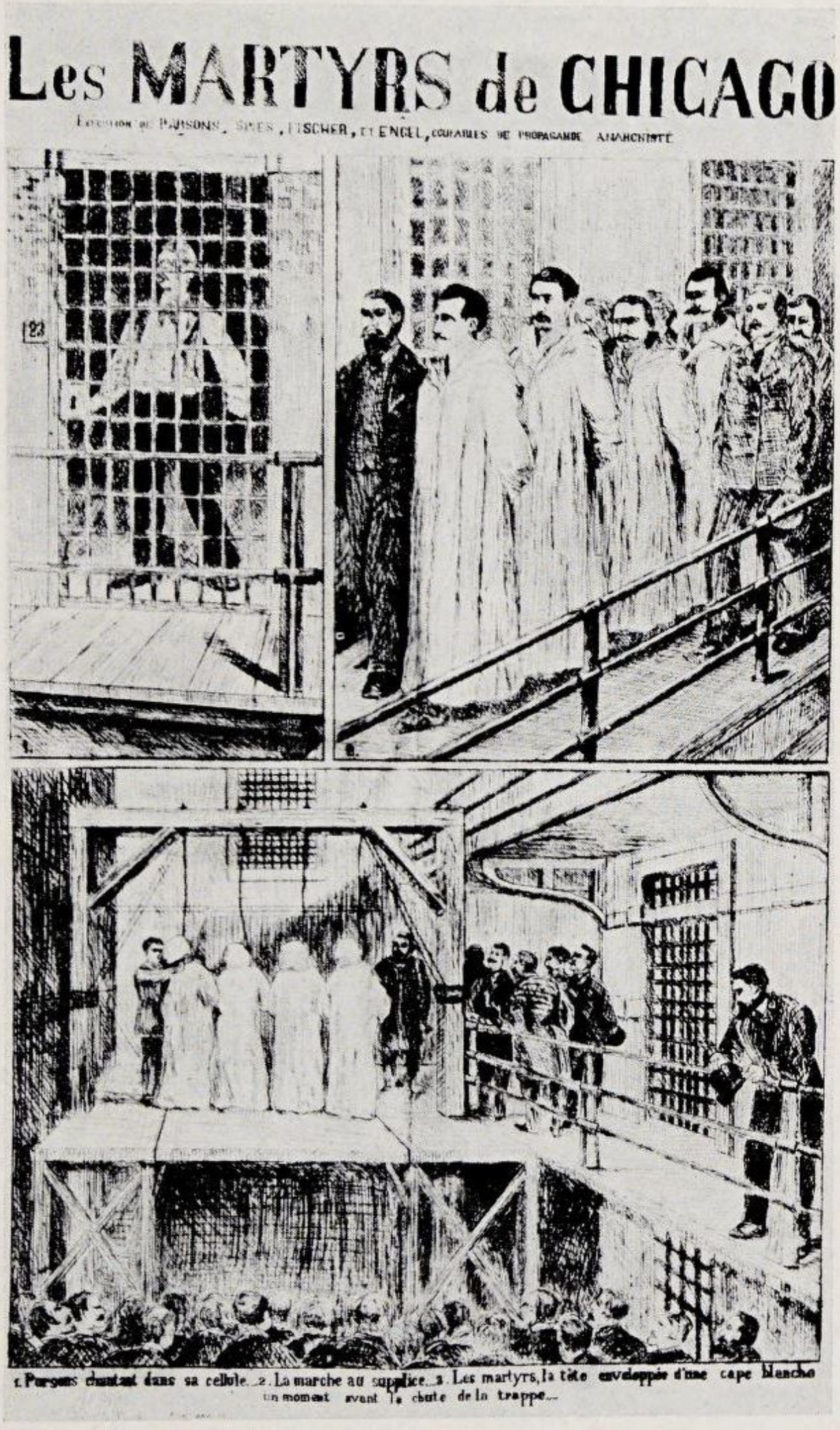
En France, en dehors des milieux anarchistes, les protestations furent assez faibles et isolées; les récents événements de Montceau-les-Mines et de Decazeville ont fait peur, et les socialistes — guesdistes ou possibilistes — entendent se distinguer des anarchistes.

Et pourtant lors du Ier Congrès national des Syndicats ouvriers, qui s'était tenu à Lyon en octobre 1886, à peine deux mois après la condamnation de Chicago, c'est le guesdiste Gabriel Farjat qui avait rapporté pour « la limitation à huit heures de la journée de travail » !

Au IIe congrès de la Fédération nationale des Syndicats, qui se déroule sous les plis du drapeau rouge, à Montluçon du 23 au 28 octobre 1887, soit deux semaines avant le supplice des « martyrs de Chicago », deux vœux protestant contre leur condamnation à mort sont repoussés, à l'égal d'une demande d'amnistie en faveur de Cyvoct, des « condamnés de Montceau » et des « exécuteurs de Watrin ».

avait pas des E.U.A.) qui ont participé à la conférence corporative internationale de Paris, fin août, au lendemain du jugement inique de Chicago, aient soulevé la question bien que la discussion ait porté essentiellement sur la lutte pour la journée de huit heures dans le monde. Pas question, non plus, de Chicago au premier congrès corporatif national (Lyon, octobre 1886). Le prolétariat français vient d'être remué par les grèves de Decazeville, au cours desquelles fut tué un ingénieur, Watrin; il sera bientôt absorbé par l'essor du boulangisme et l'affaire Grévy (le scandale des décorations éclate en octobre 1887 et aboutit à l'élection de Sadi-Carnot le 3 décembre).

Les Londoniens firent le 13 novembre une grande manifestation dans le West End.



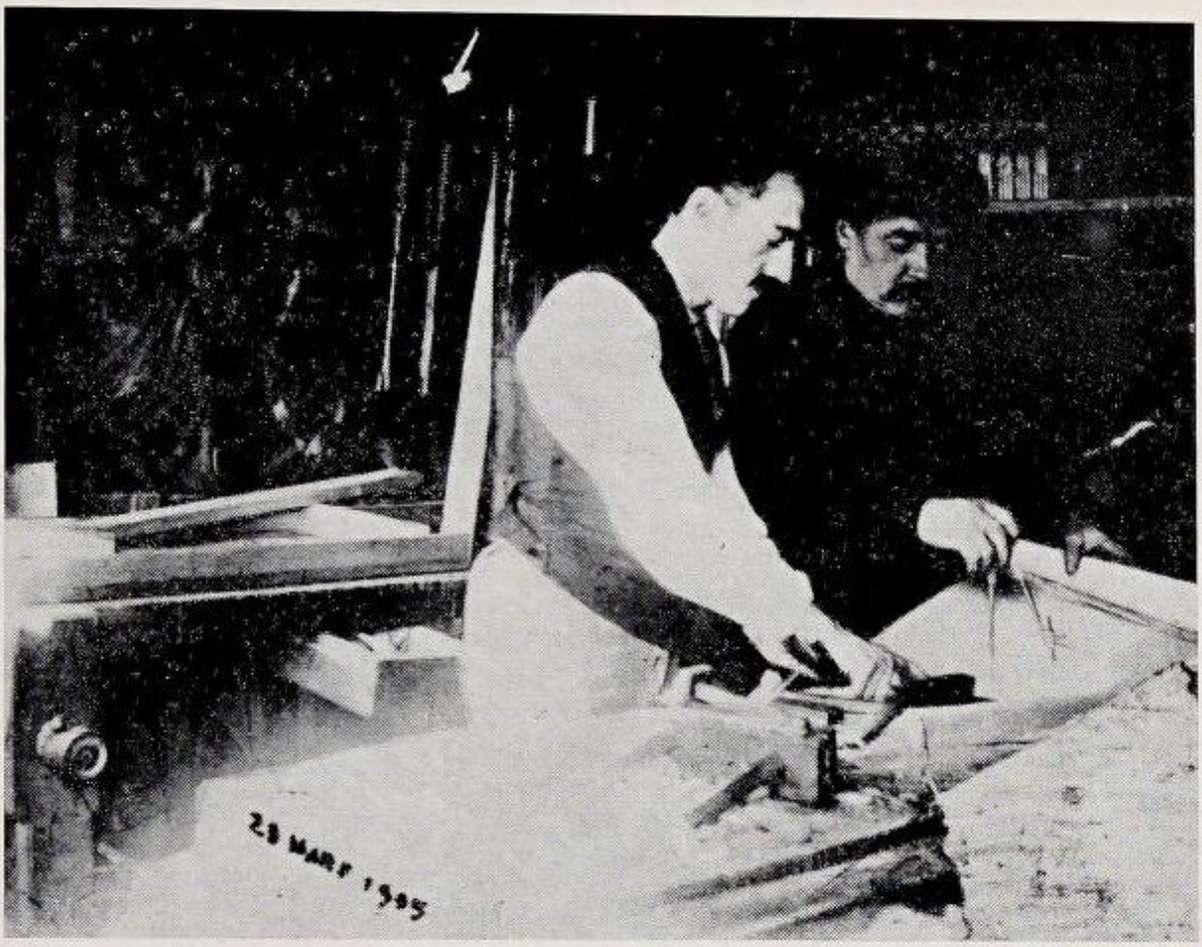
EXÉCUTION DE PARSONS, SPIES, FISCHER ET ENGEL

(eau-forte anonyme, diffusée à Paris en 1889)

Albert Parsons à ses juges : « Vous croyez, messieurs, que lorsque nos cadavres pendront au gibet, tout sera fini ? Vous croyez que la guerre sociale aura cessé lorsque vous nous aurez étranglés sauvagement ? Ah ! non ! Au-dessus de votre verdict, il y a celui du peuple américain et du monde entier... »

JOSEPH TORTELIER VERS 1880

Ayant fait son « tour de France », il travaille alors à Rennes. Peu après, son activité militante l'oblige à venir travailler à Paris. D'abord « socialiste révolutionnaire », il devient anarchiste en 1884. En avril 1884, il fait partie des délégués ouvriers à l'Exposition de Stockholm. Une tradition familiale veut qu'il soit allé en délégation aux Etats-Unis en 1886, où les événements de Chicago l'auraient marqué. Fut-il l'inspirateur de ses deux camarades du Bâtiment qui proposèrent au congrès corporatif de 1887 le vœu en faveur des condamnés de Chicago et celui sur la grève générale ?



LA FAMILLE TORTELIER

Ci-dessus, le père et le fils en 1905. Le « compagnon » s'est installé à son compte depuis plusieurs années à Montmartre. Son fils, prénommé également Joseph, travaille avec lui comme ébéniste; leur atelier est situé dans le « Maquis » (actuellement avenue Junot). Il arrive encore au père de prendre la parole dans son quartier (Dommanget, alors jeune instituteur rue Flocon, se souvient d'avoir admiré son talent d'orateur populaire lors d'un meeting à la salle Ramey).

Ci-dessous, toute la famille en 1914, à Eaubonne, au nord de Paris, où Tortelier s'était retiré depuis peu. Le père et le fils, bien que d'opinions différentes, se retrouveront dans une commune admiration pour Lénine et la révolution russe. Le fils adhérera au parti communiste (18e section) dès le congrès de Tours. Le père mourra en 1925, âgé de 71 ans et bien oublié.

FERNAND PELLOUTIER (1867-1901)

CHAPITRE II

LA QUESTION DE LA GRÈVE GÉNÉRALE DANS LES PREMIERS CONGRÈS SYNDICAUX ET LES PARTIS SOCIALISTES (1886-1894)

En France, après la saignée de la Commune, le mouvement ouvrier et socialiste s'est peu à peu réorganisé et développé. Tout d'abord les objectifs apparaissent purement professionnels; c'est le cas de l'éphémère « Cercle de l'Union syndicale ouvrière » (1872), des chambres syndicales reconstituées et même du Ier Congrès ouvrier de France (Paris, 1876). Dès le IIIe Congrès (Marseille, 1879), la tendance socialiste l'emporte sur les éléments modérés, réformistes. Mais avec le IVe Congrès (Le Havre, 1880), où est adopté le programme révolutionnaire élaboré par Guesde avec Marx et Engels, commence une période de scissions et de déchirements.

En 1886, lorsque se forme la Fédération nationale des Syndicats, le mouvement socialiste est divisé en tendances rivales : en plus des divers groupes anarchistes, on compte des guesdistes, des possibilistes (qui se scinderont bientôt en broussistes et allemanistes), des blanquistes et des indépendants.

C'est au IIe Congrès des Syndicats ouvriers (1887) que réapparaît en France l'idée de grève générale. Bien timidement encore. Comme corollaire à un rapport où le guesdiste Jean Dormoy donne comme but aux efforts immédiats du prolétariat « la conquête du pouvoir politique par tous les moyens », un vœu significatif est adopté : « Considérant que les grèves partielles n'ont pu jusqu'à ce jour contraindre [avec] une efficacité absolue les exploiteurs à respecter les justes revendications des travailleurs,

« Le Congrès national des Syndicats ouvriers de France soumet aux corporations l'étude d'une cessation générale du travail. [1] »

Il avait pour auteurs deux ouvriers parisiens du bâtiment, militants anarchistes, Berger et Combomoreil, qui venaient de voir repousser leur protestation contre « le jugement inique de la bourgeoisie américaine ».

L'idée commence à pénétrer les masses. Un apôtre : le compagnon Tortelier.

L'idée va essaimer à nouveau dans la classe ouvrière française, d'abord dans le prolétariat parisien : dès le dimanche 6 novembre 1887, lors d'un meeting organisé par 22 chambres syndicales à la salle Favié, à Belleville, les 2 000 participants, surtout des gars du bâtiment, approuvent l'idée d'une grève générale suspendant la vie sociale dans tout Paris [2]. D'autres réunions publiques en 1887 et 1888 en populariseront l'idée; un ouvrier menusier d'une trentaine d'années, militant anarchiste, Joseph Tortelier, s'y fait remarquer par son ardeur de propagandiste.

Qui est donc ce fameux « compagnon Tortelier » qui est considéré comme l'un des précurseurs de la grève générale révolutionnaire en France ? S'il n'est pas « l'inventeur » de l'idée de grève générale, il fut sans doute celui qui fit le plus pour la répandre dans les années 1887-1890. Joseph Tortelier, loin d'être un « obscur militant » comme l'ont affirmé Ed. Dolléans puis G. Lefranc [3], eut son heure de célébrité. En 1882, il est délégué au congrès de Saint-Etienne du Parti ouvrier; il fait partie des 7 délégués qui votent l'amendement de J.-B. Clément réclamant non seulement l'exclusion de Guesde et de ses cinq amis de *L'Egalité,* mais aussi celle des groupes indisciplinés. En 1884, il devient

1. Les citations de discours ou de motions de congrès sont faites, sauf indication contraire, d'après les comptes rendus officiels.

2. *La Révolte,* n° 9 du 12-18 novembre 1887.

3. Ed. DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier,* t. 2, p. 31; J. MONTREUIL [G. Lefranc], *Histoire du mouvement ouvrier en France...,* p. 244.

militant anarchiste [4], un rapport de police nous dit, en 1887, qu'il était membre des groupes « La Panthère » et « Terre et Liberté » [5]; un autre qu'il était aussi un des animateurs de la « Ligue des Antipatriotes » [6]. Lors d'une réunion, dans le bas de Belleville, le 9 août 1888, Tortelier aurait déclaré : « Ce n'est que par la grève universelle que l'ouvrier créera une société nouvelle dans laquelle on ne trouvera plus de tyrans » [7]. Délégué, par le Syndicat des Menuisiers en bâtiment de la Seine, au Congrès syndical international de Londres, en novembre de la même année, il ne put y faire prévaloir la tactique de la grève générale [8]. Elle et lui trouveront meilleure audience, nous le verrons bientôt, au congrès de Troyes, le mois suivant.

Dans un rapport sur le « parti anarchiste », un auxiliaire de la police, qui est aussi un bon connaisseur du mouvement ouvrier, nous trace un portrait de Tortelier et nous montre son dévouement à la cause de la grève générale : « Tortelier n'a qu'un but : organiser la grève générale et il se livre avec acharnement à la propagande qui peut l'amener. Il est allé à Bordeaux jeudi, 14 courant, et il doit y retourner pour préconiser la grève. Par grève générale Tortelier entend l'arrêt immédiat et simultané de tout ce qui embrasse la production et l'échange : usines, mines, canaux, chemins de fer, télégraphe, postes, tout en un mot. [...] Voilà ce que prêche Tortelier depuis deux ans; voilà tout le fond de sa doctrine, et c'est pour la répandre en province, où elle est plus écoutée qu'à Paris, qu'il est perpétuellement en voyage; il n'y a pas du reste une grève où il ne se rende pour enraciner cette idée, pas une réunion publique où il ne la soulève et où il ne la défende avec tout ce qu'il a d'énergie » [9].

Il est certain que J. Tortelier fit beaucoup pour rendre populaire l'idée de grève générale parmi les anarchistes et aussi parmi les allemanistes, alors très actifs et influents

4. MERMEIX [G. Terrail] le cite en 1886 parmi « les anarchistes les plus marquants » (*La France socialiste*, p. 223, note).
5. Archives Préfecture de Police Paris, B-A/75.
6. *Ibid.*, B-A/913.
7. *Ibid.*, B-A/75 (rapport du 10 août).
8. Son texte figure à la page 25 du compte rendu de ce congrès : *Report of the International Trades Union Congress...*, Londres, 1888.
9. B-A/76, rapport de « Jean », 15 novembre 1889.

dans les milieux syndicaux, surtout à Paris. C'est pourquoi E. Pouget, J. Allemane et d'autres militants révolutionnaires qui connurent l'activité inlassable de Tortelier l'ont considéré comme le premier apôtre de la grève générale [10].

Par la suite, alors que les grandes organisations syndicales et politiques se sont emparées de la grève générale et que l'idée qui lui était si chère a pénétré les masses, le compagnon Tortelier rentrera dans l'ombre [11].

L'idée gagne les congrès ouvriers.

C'est au congrès corporatif de Bordeaux-Le Bouscat (28 octobre - 4 novembre 1888) que l'idée de la grève générale est adoptée pour la première fois par un congrès ouvrier français, après une discussion assez brève et le renvoi à une Commission à laquelle participent J. Dormoy et d'autres guesdistes. Cette fois la résolution est nette : après quelques considérants (« en refusant le travail, les ouvriers anéantiraient d'un seul coup la puissance de leurs maîtres; ... la grève partielle ne peut être qu'un moyen d'agitation et d'organisation »), le Congrès déclare « que seule, la grève générale, c'est-à-dire la cessation complète de tout travail, ou la Révolution, peut entraîner les travailleurs vers leur émancipation ».

Mieux, après que le Congrès a adopté une résolution de R. Lavigne pour la réduction de la journée de travail à huit heures, J. Dormoy préconise une mise en demeure des pouvoirs publics et fait décider que les 10 et 14 février 1889 seront des journées nationales revendicatives (journée de huit heures et salaire minimum).

10. P. Delesalle dit de Tortelier : « Il fut le type le plus parfait de l'orateur prolétarien; ce qu'il exprimait à la tribune, on avait la sensation qu'il le ressentait profondément et, dans des envolées qui n'étaient qu'à lui, lorsqu'il disait les misères des travailleurs, l'on sentait que c'était sa propre misère d'exploité qu'il décrivait. Et, parce qu'elles jaillissaient de l'existence ouvrière, ses images accessibles à la foule avaient sur elle une action incomparable. » (Rapporté par Ed. DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier,* t. II, p. 32.)

11. En 1895, Tortelier est parmi les promoteurs de la campagne anarchiste pour le pain gratuit. En 1896, il est délégué par les menuisiers en bâtiment de la Seine au Congrès international de Londres.

La grève générale est bientôt préconisée dans un autre congrès dont les historiens ne parlent généralement pas, parce qu'il « ne prit place dans aucune série » [12], le congrès socialiste de Troyes du 23 au 29 décembre 1888.

Parmi les délégués, à côté de militants syndicaux, comme le blanquiste Boulé et l'anarchiste Tortelier, on remarque de nombreux dirigeants du Parti ouvrier comme Lafargue, Dormoy, Delory, Lavigne, etc., ce qui n'empêche nullement l'adoption de cette résolution : « Le Congrès appelle de ses vœux la grève générale qui peut déterminer la révolution sociale. » Il se rallie également aux décisions de Bordeaux appelant aux démonstrations des 10 et 24 février 1889.

Ces manifestations furent ensuite préparées activement par le Bordelais Lavigne — qui, conformément à la coutume guesdiste, avait remplacé le Montluçonnais Dormoy comme secrétaire de la Fédération des Syndicats à l'issue du congrès de Bordeaux. Au nom du Conseil national, il envoya aux syndicats une circulaire pour organiser les journées de février : « Comment ne pas concevoir la force imposante, impérieuse, irrésistible de ce peuple de travailleurs se levant unanimement en face de ses maîtres, c'est-à-dire de ceux qui détiennent la clef des réformes sociales, pour réclamer d'une seule et immense voix ses droits à la vie, au bien-être et aux bienfaits de la civilisation !

12. L. BLUM, *Les Congrès ouvriers et socialistes français*, Paris, 1901, p. 109.

Les possibilistes avaient bien décidé à leur congrès de Charleville (octobre 1887) de tenir leur prochain congrès national à Troyes, mais leurs groupes troyens, nettement minoritaires dans cette ville ouvrière, ne purent l'organiser à leur convenance; les Conseillers municipaux possibilistes furent battus aux élections de mai et ce furent les Chambres syndicales qui prirent l'organisation du congrès en main, le déclarant ouvert à tous les socialistes; les possibilistes se récusèrent alors (voir lettre de P. LAFARGUE à F. ENGELS, *Correspondance*, t. II, p. 201).

Les délégués, représentant 327 groupements socialistes ou syndicaux, étaient dans leur majorité guesdistes ou blanquistes (depuis la mort d'Eudes et l'exclusion des éléments boulangistes, Vaillant avait rapproché le Comité Révolutionnaire Central, blanquiste, du parti marxiste).

Lafargue — et Guesde — voulurent ensuite prétendre que ce congrès de Troyes représentait « l'ensemble de la classe ouvrière », mais ils se firent semoncer par Engels (sa lettre du 16 mai 1889, *Correspondance*, t. II, p. 262).

« Nous avons d'ailleurs pour exemples les grands mouvements ouvriers d'Angleterre et d'Amérique, où des centaines de mille de travailleurs, au même jour, à la même heure, accomplissent simultanément et exactement tel acte précédemment convenu et décidé dans les congrès.

« En France, le mouvement d'ensemble du 10 février sera la première tentative que les travailleurs auront jamais faite dans cette voie.

« [...] Ayons toujours présente à l'esprit cette vérité, aussi inéluctable en économie qu'en politique : que les peuples, partout et toujours, n'ont obtenu que les réformes qu'ils ont su conquérir de haute lutte.

« Vive l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ! » [13].

A Paris, les possibilistes, majoritaires à la Bourse du Travail, étaient hostiles au mouvement du 10 février [14], ainsi que les anarchistes; aussi les guesdistes organisèrent-ils, début février, deux réunions pour décider les Chambres syndicales à se charger de la préparation de la journée. A celle du 4, le blanquiste Boulé — candidat malheureux des socialistes révolutionnaires devant Boulanger à l'élection du dimanche précédent, 27 janvier — présenta la mise en demeure du 10 février comme un pas vers la grève générale, celle-ci devenant pour les travailleurs, après un refus des Pouvoirs publics, « la seule solution pratique à la cessation de leurs misères » [15].

Le succès du 10, puis du 24 février fut assez grand, surtout en province, bien qu'il n'en résultât pas de satisfaction immédiate pour la classe ouvrière. Ces manifestations eurent un écho à l'étranger dans les jours qui suivirent, en particulier à la Conférence internationale qui se déroula le 27 février à La Haye pour préparer le congrès de Paris.

Certains militants français insistèrent pour qu'on ne s'en tienne pas là; ainsi, une résolution de l'Union des syndicats ouvriers des Bouches-du-Rhône demandait à toutes les

13. Publié dans *Le Cri du Peuple* du 27 janvier 1889, reproduit par M. DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai,* pp. 67-68.

14. Leur organe, *Le Prolétariat,* dans son numéro du 9 février 1889, qualifiait encore de « blanquiste » la manifestation du lendemain et déconseillait aux travailleurs socialistes d'y participer.

15. Voir *Le Cri du Peuple* des 5 et 6 février 1889.

organisations syndicales de faire « une nouvelle manifestation de leur mécontentement », en particulier par « la cessation complète du travail à un moment déterminé, de tout travail, refus pacifique et légal de produire » [16].

L'origine du Premier Mai et la grève générale.

Le mouvement de février a un prolongement naturel dans la proposition que fait Lavigne au congrès socialiste international de Paris (salle Pétrelle) [17], le 20 juillet 1889, d'organiser « une grande manifestation internationale à date fixe ». La résolution, votée à l'unanimité par les délégués de 21 pays, adopte la date du 1er mai 1890, cependant qu'une autre résolution précise : « Recommandation est faite à tous les délégués de faire une démonstration dans tous les centres ouvriers d'Europe et d'Amérique en faveur de la fixation de la journée à huit heures de travail. »

Un amendement d'un délégué français, dont on ignore le nom, propose d'adjoindre la grève générale à la manifestation prévue, mais il est repoussé [18].

Une autre origine du 1er Mai doit être aussi rappelée : la proposition faite par le dirigeant socialiste belge Edouard Anseele au congrès syndical international de Londres, 6-10 novembre 1888, sitôt après le congrès corporatif français de Bordeaux-Le Bouscat. Anseele termina une intervention « en demandant que le congrès décrète une manifestation imposante qui, le 1er mai, à la même heure, aura lieu dans tous les pays où la liberté d'association existe » [19].

Vers le même moment (décembre), le congrès de l'A.F.L. à Saint Louis préconisa l'application des huit heures dans tout le pays à partir du 1er mai 1890 — ce que confirmera le congrès de Boston en 1889. Dommanget dit que la campagne s'amplifia sans cesse en 1889 et au début de 1890 et

16. *L'Egalité* (de Jules Roques), 6 juillet 1889.

17. On appelle ainsi le congrès organisé du 14 au 20 par les guesdistes (soutenus par la Fédération des Syndicats, Edouard Vaillant et ses amis blanquistes); en réalité, à partir du 15, il se tint un peu plus bas dans la rue Rochechouart, au n° 42.

18. G. DEVILLE, « Historique du 1er Mai », in *Le Devenir social,* avril 1896, p. 305.

19. *Le Cri du Peuple,* 11 novembre 1888. Le compte rendu officiel anglais, p. 21, parle du premier dimanche de mai 1889.

que le président de l'A.F.L., Samuel Gompers, « dut tempérer le zèle de certaines Unions nationales qui voulaient décréter la grève générale le 1er mai 1890 » [20]. Dans le message lu aux deux congrès internationaux de Paris, l'A.F.L. relatait la lutte des syndicats américains pour les huit heures et demandait, paraît-il [21], l'appui des congressistes en vue du *Labor-Day* fixé au 1er mai suivant [22].

Il semble que Lavigne, avant de rédiger son texte, ait consulté d'autres militants guesdistes et certains dirigeants étrangers délégués au congrès de Paris; Guesde et Deville parlent de W. Liebknecht et de A. Bebel; ce dernier dit que V. Adler participa aux entretiens; Guesde, ailleurs, dit qu'« un amendement de Many, le délégué roumain, a joué un certain rôle dans la rédaction de la motion ». D'autres délégués ont dû intervenir. Il serait surprenant qu'Anseele, qui fut un des parrains du 1er Mai, n'ait pas défendu son enfant. D'autre part G. Plékhanov, l'un des délégués du groupe marxiste russe « Libération du Travail », n'a-t-il pas fait sur la motion du 1er Mai une intervention en français ?

Le compte rendu en langue allemande, le seul publié officiellement [23], ne dit malheureusement rien des discussions sur ce sujet.

La proposition Lavigne correspondait à une attente, à un besoin ressenti par les éléments les plus conscients du prolétariat de tous les pays évolués socialement. C'est le sens de ce qu'écrivit dix ans plus tard Jules Guesde : « De même qu'en votant la manifestation on ne faisait qu'internationaliser le moyen d'action adopté par le congrès national de Bordeaux, en choisissant le 1er mai on ne faisait qu'internationaliser une date déjà adoptée par le congrès national des Etats-Unis » [24].

20. *Histoire du Premier Mai,* pp. 48-49.

21. Le texte exact n'en a pas été conservé (voir DOMMANGET, ouvr. cité, p. 109).

22. Le secrétaire du congrès de la rue de Lancry fut chargé de présenter au citoyen Gompers le vif désir du congrès « de voir réussir la campagne de huit heures que la Fédération américaine doit poursuivre effectivement, en mai 1890 », mais les organisateurs possibilistes ne soutinrent pas pour autant l'organisation en France de la manifestation du 1er mai 1890.

23. *Protokoll des Internationalen Arbeiter-Congresses zu Paris. Abgehalten vom 14. bis 20. Juli 1889,* Nürnberg, 1890.

24. *Le Socialiste,* 7 mai 1899.

Dans la préparation du 1er mai en France, Guesde, pour essayer de convaincre les travailleurs anarchistes ou socialistes non-marxistes qui critiquaient ou boudaient la manifestation, laissa entendre que la journée de lutte pour les huit heures ébranlerait la bourgeoisie; que « des flots ouvriers toujours plus nombreux », à force de revenir à la charge, finiraient par « ouvrir la brèche nécessaire au passage des huit heures d'abord, au passage de la Révolution, après » [25].

Le compagnon Tortelier, lui, est plus net : « Ce n'est pas une manifestation pacifique que nous voulons; il faut que ce grand mouvement porte profit; il faut qu'il en sorte l'idée d'une grève générale pour aboutir à la journée de huit heures en attendant mieux » [26]; la police l'arrêta d'ailleurs, ainsi que de nombreux militants anarchistes, à titre préventif.

Sur le plan français, la manifestation décidée eut un effet qui ne fut pas inattendu pour tout le monde. Dès le 23 juillet, P. Lafargue écrit à F. Engels : « Au lieu de perdre notre temps, énergie et argent à les combattre [les possibilistes], nous allons travailler pour organiser la manifestation du 1er mai. Brousse et Cie ne veulent pas entendre parler d'une telle manifestation, ils s'y opposeront et ce sera leur coup de grâce » [27]. A quoi font écho ces lignes d'Engels à Laura, le 16 avril 1890 : « J'espère que le 1er mai ne décevra pas les espoirs de nos amis français. Si c'est un succès à Paris, ce sera un coup sérieux pour les possibilistes [28] et cela commencera peut-être à détourner les gens du boulangisme. La résolution sur le 1er mai a été la meil-

25. *Le Socialiste* du 22 avril 1890, cité par COMPÈRE-MOREL, *Jules Guesde,* p. 354.

26. Propos tenu dans une réunion du 17 avril; rapporté par MONATTE, in *La Vie ouvrière,* 5-20 avril 1914, p. 442.

27. *Correspondance,* t. II, p. 305.

28. Effectivement, le refus de la Fédération des Travailleurs socialistes de France de s'associer à la manifestation du 1er mai 1890 — ce qui ne l'empêcha pas d'être un succès — accéléra sa liquidation malgré un succès à Paris aux élections d'avril-mai : l'organisation parisienne, l'« Union fédérative du Centre », influencée par J. Allemane et J.-B. Clément, échappe à Brousse; peu après, en octobre, ce sera la rupture de Chatellerault, et les allemanistes fonderont leur propre parti, le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire.

leure qu'ait formulée notre congrès. Elle prouve notre puissance dans le monde entier, elle ressuscite bien mieux l'Internationale que toutes les tentatives formelles de reconstitution et montre une fois de plus lequel des deux congrès était représentatif » [29].

L'évolution des guesdistes.

Il reste à essayer de préciser la position des guesdistes en face de la tactique de la grève générale. Au moment des congrès de Bordeaux et de Troyes, il ne semble pas que les dirigeants du Parti ouvrier y aient été hostiles [30]. La prépondérance guesdiste dans la F.N.S. et les congrès corporatifs d'alors ne fait aucun doute pour les militants de l'époque ni pour les historiens du mouvement ouvrier français.

Versons au dossier les « aveux » des intéressés :

— P. Lafargue confie le 14 mai 1889 à F. Engels, à propos de la Commission exécutive chargée de l'organisation définitive du Congrès international : « ... je suis obligé d'agir diplomatiquement pour éviter les tiraillements dans le sein de la commission et modérer la rivalité entre Bordeaux et Paris. Les Parisiens [31] sont très ennuyés de n'avoir pas à Paris le Conseil national qu'il a été de notre tactique de tenir toujours éloigné de Paris, à cause des intrigants : les blanquistes sont jaloux de l'influence que nous avons exercée sur la direction de l'organisation syndicale, depuis

29. *Correspondance,* t. II, p. 393.

30. Signalons, avec les réserves d'usage, qu'un rapport de police affirme : « Le citoyen Lafargue demande au congrès de prendre en considération l'idée de la grève générale dès qu'elle sera possible » (Archives nationales, F7, 12.490, dossier du Congrès de Troyes).

31. Parmi les représentants de la Fédération des Chambres syndicales de Paris au sein de la Commission, le plus important (« secrétaire pour l'intérieur », dit la circulaire de convocation, Lafargue étant « secrétaire pour l'Extérieur ») est le blanquiste B. Besset, animateur de la Bourse du Travail de Paris; il sera le premier secrétaire de la Fédération des Bourses fondée en 1892, justement pour faire échec à la Fédération des Syndicats, contrôlée par les guesdistes.

les congrès de Lyon et de Montluçon, où les collectivistes (les *so-called* Marxistes) ont dominé » [32].

— Une lettre de l'animateur du congrès corporatif de Bordeaux, J. Dormoy — alors secrétaire sortant de la F.N.S. — à J. Guesde montre bien que la direction politique était imprimée par les chefs du Parti ouvrier (Guesde, Lafargue, Deville), même lorsqu'ils ne participaient pas personnellement au congrès syndical. Nous ne connaissons pas les propositoins faites par Guesde, mais voici ce que lui répond Dormoy le 1er novembre (le congrès sera clos le 4) : « Non seulement j'accepte que vous fassiez les résolutions des questions à l'ordre du jour pour le congrès de Bordeaux, mais il est nécessaire que ce soit vous « qui les fassent »... Si vous croyez qu'il est urgent de faire des rapports sur certaines questions, vous pouvez les faire ainsi que l'ami Deville » [33].

Le flottement des dirigeants du Parti ouvrier français a dû continuer un certain temps, bien après le congrès du

32. F. ENGELS - P. et L. LAFARGUE, *Correspondance,* Paris, 1956, t. II, pp. 260-261.

Peut-être Paul Lafargue se fait-il alors quelques illusions sur l'influence réelle des politiciens guesdistes dans les milieux syndicaux, après en avoir été moins sûr lors du précédent congrès corporatif si l'on en croit cette confidence de Laura à son « cher Général » : « Nos amis sont enchantés du succès du congrès de Montluçon, d'autant plus qu'ils avaient secrètement redouté son échec. Nos amis français semblent incapables de toute prévision juste : toutes les fois qu'ils escomptent le succès, ils sont battus à coup sûr, et ils réussissent à coup sûr lorsqu'ils pensaient échouer; jusqu'à présent ce ne sont nullement les hommes qui mènent le mouvement, mais c'est le mouvement qui mène les hommes. » (Lettre du début novembre 1887, *ibid.,* t. II, p. 73.)

La défiance qui subsiste dans ces congrès syndicaux à l'égard des partis politiques, déjà exprimée à Lyon (« Travailleurs, séparez-vous nettement des politiciens qui vous trompent [...]. Il faut *nous instruire,* serrer nos rangs et ne compter que sur nous-mêmes »), le fut encore plus nettement au Bouscat où les syndicats furent incités « à ne s'inféoder à aucun parti politique quel qu'il soit, seul moyen de rallier l'unanimité des corporations ».

33. Cité par Pierre DEYON, *Etude sur le Parti ouvrier guesdiste de 1879 à 1893* (D.E.S., Paris, 1951); cette lettre figure dans les papiers de Guesde conservés à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam.

Bouscat, si l'on en croit Engels qui critique ainsi, dans une lettre à Laura Lafargue datée du 10 mai 1890, une partie du discours de P. Lafargue à Hyde-Park le 4 mai (les Anglais, comme les Allemands, avaient décalé au dimanche la manifestation du Premier Mai) : « Paul a très bien parlé, malgré un vague relent des rêveries de grève générale, cette absurdité que Guesde a conservée de sa période anarchiste. » Et Engels ajoute cette appréciation qui va bientôt devenir la « ligne » des marxistes français : « Quand nous serons en mesure de *tenter* la grève générale, c'est qu'alors nous pourrons obtenir ce que nous voulons rien qu'en le demandant, sans le biais de la grève générale » [34].

La leçon semble avoir porté : les guesdistes opèrent leur redressement lors du congrès du Parti à Lille (11 et 12 octobre 1890) et au congrès corporatif qui le suit immédiatement (Calais, 13 au 18 octobre). Les deux congrès rejettent le principe de la grève générale adopté au Bouscat. C'est ainsi que le congrès de Lille considère « que la grève générale proprement dite, c'est-à-dire le refus concerté et simultané du travail par la totalité des travailleurs des diverses corporations, suppose et exige pour aboutir un état d'esprit socialiste et d'organisation ouvrière, auquel n'est pas arrivé le prolétariat; sans quoi, si seulement la moitié de la classe ouvrière était, dès aujourd'hui, capable d'une action commune, la Révolution pourrait et devrait s'accomplir... ». Cependant il faut bien faire une concession aux militants syndicaux; aussi le même congrès politique distingue la grève générale d'une corporation et la grève générale révolutionnaire; c'est ainsi qu'il se prononce en faveur d'une grève des mineurs de tous les pays, la seule qui « ne soit pas illusoire ou prématurée » [35]. Le congrès corporatif se borne à décider également la grève générale des mineurs, en principe et lorsque les circonstances le permettront (l'importante Fédération des Mineurs s'était prononcée peu avant dans le même sens; l'année suivante, au Congrès

34. *Correspondance,* t. II, pp. 397-398.

35. Cette motion aurait été adoptée sur la proposition de la fille de Marx, Eleanora Aveling, qui était déléguée au congrès guesdiste (d'après M. LEROY, *La coutume ouvrière,* p. 511).

Voir également le dossier sur ce congrès aux Archives de la P.P. (carton B-A/40) : proposition du « Cercle de propagande socialiste révolutionnaire bruxellois ».

international des Mineurs à Paris, le principe d'une grève générale simultanée en France, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche-Hongrie sera défendu par les Français, Belges et Allemands, mais repoussé par les Anglais).

La tactique de la grève générale, ferment de division entre organisations ouvrières.

Alors que les guesdistes du P.O.F. et de la F.N.S. commençaient à faire prudemment machine arrière, les militants allemanistes — qui venaient de rompre au même moment (Congrès de Chatellerault, 9-15 octobre 1890) avec le socialisme opportuniste de Brousse —, se firent les propagandistes d'autant plus acharnés de la grève générale. A leur premier Congrès national (Paris, 21-29 juin 1891), les allemanistes décident que, dès que l'entente sera réalisée entre les groupements, « la grève générale nationale et internationale doit être décrétée et pourra peut-être précipiter le dénouement par la révolution sociale, but de nos efforts ».

Au IIe congrès de l'Internationale ouvrière socialiste (Bruxelles, 16-23 août 1891), la grève générale surgit dans deux des points de l'ordre du jour :

1° A. Groussier, alors allemaniste, rapporteur de la deuxième Commission (Organisation, Coalitions, Agitations), propose dans la motion : « Les travailleurs devront se préparer par une forte organisation à l'éventualité d'une grève générale » [36]; les Allemands et les Anglais contre-attaquent

36. *Congrès international ouvrier socialiste tenu à Bruxelles du 16 au 23 août 1891. Rapport publié par le Secrétariat belge,* Bruxelles, 1893, p. 50.

Une chose frappe lorsqu'on feuillette dans ce compte rendu les rapports écrits des différentes organisations ouvrières françaises participantes (les anarchistes n'ont pas été admis) : ceux du P.O.F. et même du P.O.S.R. sont muets sur la question de la grève générale, alors que celui de la Fédération des Syndicats, signé par son secrétaire d'alors, le guesdiste A. Delcluze, demande au congrès un vote en faveur « de la grève générale des mineurs, devant entraîner la cessation complète de toute activité », lui laissant le soin « d'étudier les voies et moyens pour arriver à la rendre exécutoire dans le plus bref délai possible » (p. 155).

et il ne sera plus question de la grève générale dans la résolution finale votée dans une certaine confusion [37].

2° Sur la question suivante (Militarisme) Domela Nieuwenhuis propose de « proclamer la grève générale » en cas de guerre [38]; son projet de résolution, complété par l'Anglais F. Gilles, est rejeté par 13 nations; il n'obtient que les voix de la Hollande, de l'Angleterre et de la France (la majorité de la délégation française, influencée par les allemanistes et autres socialistes anarchisants dans ce vote, se ralliera ensuite à la motion Liebknecht-Vaillant qui « fait appel à tous les travailleurs pour protester par une agitation incessante contre toutes les velléités de guerre et les alliances qui les favorisent... » [39]).

Le congrès suivant du parti guesdiste (Lyon, novembre 1891) ne discutera pas de la grève générale, mais élaborera un « programme municipal ». C'est l'époque où le Parti ouvrier, encouragé par quelques succès électoraux (Lafargue à Lille, en novembre 1891; élections municipales de mai 1892; plus tard élections législatives d'août 1893), mettra l'accent sur la propagande et l'activité parlementaire [40].

Le congrès ayant décidé pour le 1er mai 1892 de « com-

37. *Ibid.*, pp. 51 à 61.

38. *Ibid.*, p. 66.

39. *Ibid.*, p. 65. La discussion sur le militarisme occupe les pp. 62 à 77 du compte rendu. D'autres raisons qu'auraient données Liebknecht et Volders, en réunion intime, contre la proposition de Nieuwenhuis, ont été relatées par un informateur de police (*Arch. Nationales*, F7, 12.494) :

— Liebknecht : « Une résolution dévoilant les projets des socialistes en cas de conflagration européenne serait une grande et impardonnable faute à l'heure présente; [il faut] en face des diverses législations coercitives existantes, laisser au prolétariat de chaque pays la faculté d'adopter le parti qu'il jugerait le plus efficace et le moins dangereux pour entraver l'action gouvernementale et se mettre, d'une façon ou de l'autre, en travers des événements. » Il a ajouté, d'un air fort mystérieux, qu'il fallait préparer la révolution en silence.

— Volders s'élève contre la proposition Nieuwenhuis qu'il trouve « dangereuse parce qu'elle indique d'avance l'arme avec laquelle les socialistes se proposent de lutter contre les gouvernements en cas de guerre ».

40. Le P.O. avait bien progressé auparavant, aux élections municipales de mai 1888 et, associé au C.R.C. de Vaillant, aux législatives de septembre-octobre 1889, mais il ne recueillait encore que peu de voix et le petit nombre de ses élus ne risquait

biner la manifestation en faveur des huit heures et la consultation électorale... », Guesde écrit : « C'est dans les urnes que s'accomplira en France cette année la manifestation devenue action. C'est en installant nos élus dans les Hôtels de Ville... que notre prolétariat affirmera sa solidarité avec le prolétariat du monde entier » (*Le Socialiste,* 23 avril 1892).

C'est aussi le moment où les autres groupes révolutionnaires, socialistes et anarchistes, intensifient leur propagande en faveur de la grève générale, ce qui ne peut manquer de mettre l'état-major guesdiste en posture difficile devant les masses ouvrières et dans les congrès. Une offensive se dessine alors, qui aboutira à la fin de la tutelle qu'exerçait le Parti ouvrier sur la Fédération des Syndicats et de nombreux groupes corporatifs [41].

pas de le griser. Dans les années 90, le parti attache plus d'importance à la représentation électorale.

Si Engels, un moment, encourage Guesde et Lafargue dans cette voie parlementaire (« ...nous voyons tous avec plaisir les progrès faits en France. Voyez-vous maintenant quelle arme splendide on a entre les mains en France, depuis quarante ans, dans le suffrage universel, si seulement on avait su en faire usage ! C'est plus lent et plus ennuyeux que l'appel à la révolution, mais c'est dix fois plus sûr... » Lettre du 12 novembre 1892 à P. Lafargue, *Correspondance,* t. III, p. 229), il ironise à propos des illusions « grotesques » de Guesde après son élection à Roubaix; celui-ci la qualifiait de « véritable révolution [...] introduisant le socialisme au Palais Bourbon ». (Voir la lettre d'Engels à Laura du 31 août 1893, *ibid.,* p. 315.)

A la date où nous sommes arrivés (printemps 1892), Engels reproche aux guesdistes leur alliance à la Chambre avec le petit groupe Granger et Cie (anciens blanquistes qui s'étaient fait élire députés en 1889 derrière Boulanger), alors qu'ils avaient repoussé Vaillant et ses amis en agissant vis-à-vis d'eux « de façon assez indélicate » lors de la préparation du 1er mai 1891 : « La rupture avec les blanquistes de la vieille école a peut-être été inévitable, et il faut bien s'en accommoder; mais je ne vois pas le moindre avantage réel à retirer pour nous d'une alliance avec les radicaux ex-boulangistes de la Chambre. N'avons-nous pas, pour le plaisir de faire étalage d'un groupe de quelque vingt-cinq députés au Parlement, sacrifié de très sérieuses chances pour l'avenir ? » (Lettre du 19 avril 1892, *Correspondance,* t. III, pp. 176-178).

41. « Tout en proclamant la nécessité du mouvement syndical, les guesdistes ne lui accordent en fait de portée positive que dans la stricte mesure où ils le contrôlent. » (Claude WILLARD, *Les Guesdistes,* Paris, 1965, p. 354.)

Pour certains, la grève générale n'est qu'un prétexte : d'aucuns y virent une occasion de damer le pion aux « collectivistes », qu'ils détestent; d'autres, encore moins bien intentionnés, une occasion de rendre impossible avant longtemps l'unité socialiste.

Il est incontestable que la formation d'une Fédération des Bourses du Travail correspond au désir d'avoir une organisation qui fasse pièce aux guesdistes dans le mouvement syndical [42].

Le congrès constitutif de cette Fédération (Saint-Etienne, février 1892) n'a sans doute pas abordé le problème de la grève générale mais son premier secrétaire, le blanquiste Bernard Besset, et son remplaçant, Rieul Cordier, autre blanquiste, sont deux partisans déclarés de la grève générale. L'idée va rejaillir de deux Bourses qui ne sont pas encore fédérées (elles ne se feront représenter qu'au IIe congrès de la Fédération, Toulouse, février 1893).

Deux nouveaux apôtres : Fernand Pelloutier et Aristide Briand.

C'est au congrès régional ouvrier de l'Ouest qui se tient à Tours du 3 au 5 septembre 1892 [43] qu'un jeune militant du Parti ouvrier, délégué par les Bourses du Travail de Saint-Nazaire et de Nantes, Fernand Pelloutier, fera adopter par le congrès le « moyen pacifique et légal » qu'il préco-

42. F. Pelloutier, qui devint plus tard (1894-1895) secrétaire de la Fédération et fut le véritable animateur du mouvement des Bourses, ne s'en cachera pas : « L'idée de fédérer des Bourses du Travail était inévitable. Nous devons à la vérité de reconnaître qu'elle eut une origine plus politique qu'économique. Elle vint à quelques membres de la Bourse de Paris, qui, adhérents à des groupes socialistes rivaux du *Parti ouvrier français* et mécontents de ce que la *Fédération des syndicats* fût entre les mains de ce parti, souhaitaient la création d'une association concurrente, dont le siège pût être fixé à Paris et qui devînt ainsi leur chose. » (*Histoire des Bourses du Travail,* Paris, 1902, p. 64.)

43. Les historiens qui en ont parlé en font un congrès « broussiste », or il se déroule après le congrès national de la Fédération des Travailleurs Socialistes, Paris, juillet 1892 (elle ne tiendra le suivant — à Tours — qu'en septembre 1894) et, au contraire, trois semaines avant le congrès national du P.O. guesdiste. D'ailleurs, la fameuse résolution sur la « grève uni-

nise : « la suspension universelle et simultanée de la force productrice, c'est-à-dire la grève générale, qui, même limitée à une période relativement restreinte, conduirait infailliblement le Parti ouvrier au triomphe des revendications formulées dans son programme » [44]. Pelloutier essaiera ensuite, en vain, de convaincre Guesde du bien-fondé de cette idée [45]. Cette polémique marquera la rupture de Pelloutier avec le parti marxiste.

Les congrès contradictoires de Marseille.

F. Pelloutier n'apparaîtra pas personnellement à Marseille, mais c'est un de ses amis, un jeune avocat alors membre du P.O.F., Aristide Briand, qui se fera le champion de la grève générale dans les deux congrès successifs [46].

A Marseille, le Ve congrès national corporatif se tient comme de coutume *jusque-là* avant le congrès politique.

verselle » spécifie que ce congrès régional « décide qu'il y a lieu de procéder à une organisation spéciale du Parti ouvrier français dans le but de fournir au congrès international de Zurich en 1893 un projet complet de grève universelle ». Enfin F. Pelloutier était alors, sinon « guesdiste », du moins membre du P.O.F.; il ne deviendra anarchiste qu'après avoir quitté Saint-Nazaire pour Paris, et certainement sans passer par une phase « broussiste ».

44. *La Démocratie de l'Ouest,* 9 septembre 1892. Le texte complet de cette résolution a été reproduit dans l'ouvrage posthume de F. Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail,* Paris, 1902, note p. 66.

45. Lettre ouverte de Pelloutier à Guesde dans *La Démocratie de l'Ouest,* 5 octobre, et réponse de Guesde, après les congrès de Marseille, dans *Le Socialiste* du 16 octobre 1892.

46. D'après Jean Coulet, secrétaire de la Commission d'organisation, c'est sur l'insistance des Syndicats et des Bourses que la question dut être inscrite à l'ordre du jour du congrès corporatif. G. Suarez nous dit que Briand avait déjà soutenu l'idée de la grève le 13 août à Trignac, localité ouvrière de la banlieue de Saint-Nazaire (*Briand...,* Paris, 1938, t. I, « Le Révolté circonspect, 1862-1904 », p. 111). Un biographe de Pelloutier signale que celui-ci « publia dans *La Démocratie de l'Ouest* du 3 août un véritable appel à tous les ouvriers nazairiens en faveur de l'organisation d'une *grève générale locale* » (M. FOULON, *Fernand Pelloutier,* Paris, 1967, p. 71). Il est certain que tous deux avaient mûri en commun leur conception de la grève générale. Voir également ce qu'écrit DOMMANGET dans *La Chevalerie du Travail française,* Rencontre, 1967, pp. 164-172.

A. Briand, délégué par la Bourse du Travail de Saint-Nazaire et par le Syndicat des métallurgistes de Trignac, présente le 21 septembre le rapport de la 3e Commission (« De la Grève générale de tous les métiers ») et fait adopter une résolution préconisant le moyen de la « grève universelle » [47]. Il s'agissait là d'une séance privée du congrès, mais le soir, en séance publique, Briand développera éloquemment les conclusions de son rapport; il exaltera l'association des forces ouvrières dans leurs syndicats, l'union de ceux-ci en une fédération, elle-même en relations avec les prolétaires d'autres nations; il dira que des grandioses manifestations du 1er mai « est sortie l'idée d'une grève générale, qui a été adoptée par l'unanimité du congrès, au moins en principe »; il conclura : « Nous voulons du moins qu'au 1er mai prochain, dans toutes les villes, on tienne de grands meetings où le principe de la grève générale sera acclamé. » Ce discours « est couvert d'applaudissements », dit un journal marseillais dans son compte rendu [48].

Donc, grand succès pour Briand et pour l'idée de la grève générale devant les militants syndicaux, en dépit de la présence — muette, semble-t-il — de Guesde, Lafargue et de leaders marxistes étrangers comme Liebknecht et Anseele. Le congrès politique allait-il riposter et s'opposer ouvertement à la F.N.S. dont le nouveau secrétaire est selon la tradition un militant guesdiste de la ville, Jean Coulet ?

Il semble que la direction du Parti guesdiste préféra temporiser et louvoyer. La question de la grève générale n'était pas à son ordre du jour, ce qui explique que le compte

47. Cette résolution reprend dans des termes presque identiques les considérants de la motion Pelloutier adoptée à Tours au début du mois. Le texte original de la main de Briand, a été reproduit en fac-similé à la page 13 du numéro de septembre 1945 de *Servir la France,* numéro spécial consacré au cinquantenaire de la C.G.T. Le manuscrit est actuellement conservé à l'Institut Français d'Histoire Sociale (14 AS 53 ter — fonds P. Delesalle).

48. *Le Soleil de Midi,* 22 septembre 1892. Ce compte rendu est le plus complet de ceux publiés à l'époque; il n'y eut en effet pas de compte rendu officiel publié en brochure par le Conseil national de la F.N.S. ou la Commission d'organisation, comme ce fut le cas pour les trois premiers congrès et les suivants (ce n'est qu'en 1909 que fut publié un compte rendu « recueilli dans les Archives de la Bourse du Travail de Marseille »).

rendu officiel, qui se borne à reproduire les résolutions et non les interventions, n'en parle pas bien qu'on en ait discuté dans deux séances, le 25 septembre [49]. Et cette discussion fut vive.

On peut en avoir une idée par ce qu'en dit Zévaès [50] dans la mesure où l'on peut faire confiance à son témoignage — surtout lorsque celui-ci est apporté vingt ans après et dans une période où son auteur est violemment antiguesdiste. Il en ressort que les partisans de la grève générale trouvèrent un biais pour soulever la question : ils demandèrent que son principe fût proposé à l'étude du congrès de Zurich. Briand, notamment, intervint avec autorité; il rejeta d'abord les deux méthodes préconisées par les socialistes : l'insurrection, qui « serait vouée à notre époque, au plus fatal insuccès » et le suffrage universel, aux résultats lents et aléatoires; il leur opposa l'efficacité de la méthode « à la fois pacifique et légale » de la grève universelle; il dit en conclusion « qu'il ne s'agissait pas de décider la grève générale, mais simplement d'en accepter le principe et de demander au socialisme international de l'étudier à son tour » [51]. Zévaès donne ensuite en trois pages la réplique de Guesde dénonçant le « mirage trompeur » qu'est la grève générale, arme encore plus aléatoire que le bulletin de vote; adroitement, celui-ci opposa à la thèse « légaliste » de Briand la thèse révolutionnaire du marxisme : « Nous n'ajournons donc pas à l'époque aussi lointaine qu'indéterminable de la grève générale la sortie de l'enfer social. Parti de classe, parti de transformation sociale, nous sommes par là même un parti de révolution, d'insurrection, lorsque l'insurrection sera devenue possible. »

Il y eut encore plusieurs interventions dans un sens ou dans l'autre coupées par un incident violent qui nécessita

49. Les protocoles guesdistes de cette époque sont assez indigents et laissent souvent l'historien sur sa faim. Sur les 40 pages de celui-ci, 12 énumèrent les organisations représentées et les délégués, et 18 les salutations venues du monde entier.

50. *Notes et souvenirs d'un militant,* Paris, 1913, pp. 138 à 146. On peut corriger et compléter ces souvenirs par deux intéressants rapports de police, l'un daté du 25 septembre, minuit, l'autre reprenant l'ensemble de la question de la grève générale à ce congrès (tous deux ont été versés aux Archives Nationales, carton F7 12.490).

51. *Ouvrage cité,* p. 141.

une suspension de séance; à la fin de la séance du soir, aucun argument nouveau n'étant apporté, la discussion est déclarée close; finalement l'ordre du jour pur et simple — donc rejetant la proposition favorable à la grève générale — est voté à la majorité de faveur [52].

Dans une lettre du 5 octobre à F. Engels, P. Lafargue lui dit juste quelques mots à ce sujet : « La grève générale nous a pris deux séances, nous croyons avoir enterré la question qui n'a réuni que 24 voix dans le congrès. » Ce qui était une singulière façon de traduire les faits ! [53].

Dans son rapport quotidien direct (25 septembre) au ministre de l'Intérieur, un mouchard — qui paraît être un familier des dirigeants socialistes français et internationaux —, après avoir expliqué la « volte-face » de Guesde et Lafargue par de simples préoccupations électoralistes, estime précaire leur « victoire à la Pyrrhus » : « Les masses leur échapperont dans un délai relativement rapproché. » Après cette conclusion, l'informateur ajoute un paragraphe qui montre son flair : « Il y a dans le Parti ouvrier de Saint-Nazaire un jeune orateur du nom de Briant (*sic*) que je signale à votre attention. Il pourrait peut-être, suffisamment stylé, tailler des croupières aux bonzes du collectivisme. »

Pourtant, sitôt après le congrès, J. Guesde, faisant, comme on dit, contre mauvaise fortune bon cœur, essaiera de démontrer qu'il n'y a pas divorce sur ce point entre les syndicats et le parti : « En votant le principe de la grève générale, considérée comme « un moyen légal », le congrès syndical est resté fidèle à la tactique corporative : sur le terrain économique les travailleurs n'ont qu'une arme, c'est la grève.

« Fatigués des grèves partielles dont ils reconnaissent de plus en plus l'impuissance, il n'y a rien d'extraordinaire à ce qu'ils aient songé à généraliser cette suspension du travail.

52. D'après Isidore FINANCE, seule version imprimée à ma connaissance, la thèse de Guesde obtint 44 voix contre 26, sur 128 présents (*Les Associations professionnelles ouvrières,* Paris, 1894 [en réalité 1899], tome I, p. 262). Un rapport de police dit 46 contre 24, un autre 42 contre 23 (Archives Nationales, F7 12.490). Zévaès se borne à parler d'un vote « à une très grande majorité », *Ombres et silhouettes,* 1928, p. 203.

53. *Correspondance,* t. III, p. 212.

« Le Parti ouvrier, au contraire, n'avait pas à (la) voter... enfin (il) est un parti révolutionnaire, et à ce point de vue surtout il lui était défendu de s'attarder à la grève générale.

« Pour une pareille grève, en effet, il faudrait, comme son nom l'indique, la généralité des travailleurs entraînés dans le même mouvement, alors que pour faire la révolution, c'est-à-dire pour chasser la bourgeoisie du gouvernement, il suffit, les circonstances aidant, d'une forte minorité ouvrière » [54].

Il combattra encore plus nettement la grève générale dans sa réponse à Pelloutier que nous avons évoquée plus haut : « Ce n'est pas cinquante ans, c'est un siècle ou deux qu'exigerait cette suspension générale du travail, qui ne saurait cesser d'être un mot vide pour devenir une réalité victorieuse qu'autant que la généralité des travailleurs y seraient consentants et participants » [55].

Création d'un « Comité d'organisation de la grève générale ».

Dans le même temps, le Parti allemaniste (P.O.S.R.) tient son congrès national (Saint-Quentin, 2-9 octobre). Il ne manque pas de jeter de l'huile sur le feu et de prôner avec encore plus de force la grève générale, y voyant « la possibilité d'une action révolutionnaire autre que celle résultant de la protestation électorale ». Et ce n'est pas la loi du 2 novembre 1892 qui allait ancrer chez les travailleurs l'espoir qu'une amélioration de leur condition pouvait venir du Législateur [56]. Ni le scandale de Panama, éclatant sur ces entrefaites, qui pouvait entretenir en eux une haute idée du parlementarisme bourgeois !

54. *Le Socialiste,* n° 107, 10 octobre 1892.
55. *Le Socialiste,* n° 108, 16 octobre 1892.
56. Après des mois et des mois de discussions et de marchandages, alors que s'étendait la revendication de la journée de travail de huit heures, le Parlement limitait ainsi la durée du travail dans l'industrie : enfants de moins de 16 ans, 10 heures par jour; ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans, 60 heures par semaine; filles de plus de 18 ans et femmes, 11 heures par jour, la semaine comportant 6 jours ouvrés.

Pelloutier et Briand ne tardent pas à rompre avec le P.O.F. Venus à Paris au début de 1893 [57], ils vont bientôt se mettre au diapason de la Bourse du Travail de Paris, où les militants les plus en vue — blanquistes, allemanistes ou anarchistes — sont des enthousiastes de la grève générale [58].

Le secrétaire de la Fédération des Bourses, Besset, se rend fin avril à Amiens pour soutenir et tenter de généraliser les grèves qui s'y succèdent depuis le début du mois [59].

57. D'après Zévaès, Guesde aurait sollicité la collaboration de Briand au *Socialiste* qui devait devenir quotidien; le projet de journal ne put se réaliser et Briand entra en février 1893 à *La Lanterne* où il tint la rubrique « Mouvement ouvrier », sous le pseudonyme de Volta.

58. Alors que depuis un an les attentats anarchistes se multiplient, l'« organe communiste anarchiste », dirigé par Jean Grave, encourage les libertaires à s'emparer de cette idée : « Grève générale, c'est le cri qui retentit partout. C'est le mot d'ordre que les travailleurs se passent pour le moment. C'est là que doivent aboutir tous les efforts du mouvement » (*La Révolte,* 22 avril 1893).

59. Arrêté, il est condamné à 3 mois de prison. P. Lafargue, qui est allé, lui aussi, à deux reprises dans la région pour aider les grévistes, en parle longuement dans une lettre du 19 avril à Engels. Il lui explique que le mouvement gréviste a commencé chez les ouvrières tisseuses, soutenues par les teinturiers. « Là est l'origine de *cette grève qui est devenue générale; toutes les corporations ont été entraînées par l'exemple;* et, si l'on avait eu des hommes sous la main, on aurait pu soulever toutes les petites villes industrielles des alentours d'Amiens. Une seule conférence faite par moi à Corbie située à 18 kilomètres d'Amiens a déterminé les ouvriers des manufactures de chaussures à sortir des ateliers. [...] Tout marche à merveille; les ouvrières ont obtenu ce qu'elles demandaient; les teinturiers profitant de l'occasion ont imposé à leurs patrons un nouveau tarif; d'autres corps de métiers, comme les déchargeurs du port, ont également réussi; mais les maçons, les menuisiers, les cordonniers, au nombre de 4 000, sont encore en grève. L'attitude des ouvriers a été tellement calme et leurs revendications si justes qu'ils ont fini par gagner l'opinion publique. Les dons en argent et en nature arrivent au comité de la grève. Depuis le commencement on s'était placé en dehors de la légalité stricte en faisant des manifestations et des processions dans les rues de la ville; et en tenant des meetings en plein air sur les glacis des fortifications : j'ai cru le moment propice de violer la loi encore une fois, en envoyant une trentaine de femmes grévistes quêter dans la ville. »

Après avoir parlé d'un succès guesdiste à une élection municipale partielle à Loos, il a cette conclusion, qui participe du

Sous l'impulsion de Briand et Pelloutier est fondée une « Ligue d'action corporative socialiste révolutionnaire pour la défense et l'extension des libertés syndicales ». Dans une interview, Briand, après avoir opposé les deux congrès de Marseille et déploré la division des forces socialistes, explique le but de cette nouvelle association : « ...préparer la grève générale et... faire de l'agitation socialiste autour des résolutions votées par les congrès ouvriers qui sont les véritables assises du travail » [60].

Cette ligue ne vivra pas, mais l'idée de préparer la grève générale et celle de réaliser l'union organique des Bourses et des Chambres syndicales — c'est-à-dire une seule organisation corporative, indépendante du parti guesdiste —, ces deux idées seront reprises et amplifiées par le congrès national corporatif de Paris (12-16 juillet 1893).

Ce congrès mixte (Syndicats et Bourses) avait suscité la méfiance de la F.N.S., et les guesdistes le boudent. Toutefois comme il a lieu en pleine période de répression [61], que la Bourse du Travail de Paris vient d'être fermée par le gouvernement, les syndicats y viendront nombreux en signe de protestation.

La ville de Nantes ayant été choisie par la F.N.S. comme siège de son prochain congrès, il fut décidé, pour faciliter la fusion des organisations corporatives, de charger la Bourse du Travail de Nantes d'organiser à la même époque un nouveau congrès national unitaire.

Sur rapport d'Hamelin, socialiste et militant de la Fédération du Livre, le congrès adopte à la presque unanimité le principe de la grève générale. Une « Caisse nationale des grèves » aidera à en propager l'idée. La grève ne peut pas être déclenchée immédiatement (comme Tortelier s'en

messianisme révolutionnaire, répandu dans les années 90 : « Tout ceci prouve que la partie industrialisée de la France est prête pour une révolution et n'attend que le mot d'ordre de Paris, qui, ainsi que le démontrent les dernières élections, est loin d'être prêt à se mettre à la tête d'un mouvement socialiste. » (*Correspondance,* t. III, pp. 276-278).

60. *La libre parole,* 9 juin 1893 (cf. G. SUAREZ, *Briand,* t. I, pp. 170-171).

61. Pendant les premiers jours de juillet les « brigades spéciales » avaient assommé étudiants et passants au Quartier latin, et des barricades avaient été dressées — déjà !

était déclaré partisan); elle devra être organisée par un Comité comprenant le Secrétariat national du Travail, la Fédération des Bourses et une Commission élue par le congrès.

Les positions se cristallisent.

Du 6 au 13 août 1893, se tient à Zurich le IIIe congrès de la IIe Internationale [62]. La question de la grève générale n'était pas à l'ordre du jour du congrès, aussi la majorité décida-t-elle facilement de s'en tenir à celui-ci, se bornant à déclarer que « dans les conditions politiques et sociales actuelles, tout au plus une grève générale d'industrie spéciale pourrait être pratiquée avec succès; les grèves en masse peuvent, il est vrai, dans certaines conditions être une arme très efficace, non seulement dans la lutte économique, mais aussi dans la lutte politique. D'ailleurs c'est une arme qui, pour être maniée efficacement, suppose une puissante organisation syndicale et politique de la classe ouvrière.

« Le congrès recommande en conséquence aux Partis socialistes de tous les pays de poursuivre avec la plus grande énergie cette organisation, et passe, sur la question des grèves universelles, à l'ordre du jour. »

A propos de l'attitude en cas de guerre, Domela Nieuwenhuis proposa à nouveau la grève générale, doublée cette fois d'une « grève militaire ». G. Plékhanov, le rapporteur, et W. Liebknecht la firent repousser (seule la délégation

62. Bien que les délégués y soient plus nombreux qu'à Bruxelles, les Français n'y sont qu'une quarantaine; les guesdistes, après avoir essayé de faire repousser la date du congrès, n'y ont envoyé qu'un délégué, Charles Bonnier, en raison de la campagne électorale. Le problème de la représentation populaire n'est pas pour autant absent de l'esprit des allemanistes et blanquistes présents si l'on en juge par l'amendement que fit adopter Allemane — et qui fait de lui un précurseur ! : « Considérant que, dans la plupart des pays, le système actuel des circonscriptions et le régime majoritaire augmentent encore la désunion qui existe entre la volonté du peuple et les votes de ses représentants; le Congrès, pour assurer plus complètement la réalisation du principe de la souveraineté du peuple, se prononce en faveur du droit d'initiative, du référendum populaire et de la représentation proportionnelle. »

française [63] soutint la Hollande). Peut-être l'idée de grève générale a-t-elle été discutée dans la Commission qui traitait de la « formation nationale et internationale de syndicats professionnels », question dont les rapporteurs étaient J. Allemane et J. Volders, mais cela n'apparaît pas dans la résolution; on peut tout juste la trouver sous-jacente dans le paragraphe 4 : « organiser régionalement, nationalement et internationalement, partout où c'est possible, les associations syndicales de toutes les professions, afin d'avoir, dans la lutte pour le salaire, la cohésion et l'entente entre les travailleurs de toutes les corporations ».

En dépit de la préparation par les partis socialistes des élections législatives de fin août, le « Comité d'organisation de la grève générale » issu du congrès mixte de juillet est assez actif dès le début; il multiplie appels et réunions; la Fédération des Bourses prête son concours : Rieul Cordier signe un appel début août [64] et Besset participe à un meeting le 24 septembre, salle Favié. Ils seront bientôt parmi les principaux collaborateurs de l'organe du Comité, *La Grève générale,* créé fin 1893 [65].

En France les positions des différents groupes restent alors inchangées :

— Le congrès tenu en octobre 1893 par le P.O.F. se borne à tirer les leçons des élections et ne retient du congrès corporatif de juillet que l'aspiration à l'union; il rappelle que le Parti « a toujours été partisan de la plus large union socialiste » et « donne pleins pouvoirs au Conseil national pour faire dans ce but tous les efforts compatibles avec le programme et la raison d'être du parti ».

— La Fédération des Bourses avait inscrit la grève générale à l'ordre du jour de son congrès de Lyon (juin 1894) mais la discussion fut renvoyée au congrès de Nantes, où elle était puissance co-invitante.

63. Par la voix de l'ouvrier V. Dejeante du P.O.S.R., élu député, à Belleville, quelques jours après.

64. *La Petite République,* 7 août 1893.

65. La collection de la B.N. (gd. fol. Lc2 5517) ne commence qu'avec le n° du 13 janvier 1894; elle ne possède pas non plus le n° de décembre 1895. Dans cette première série, dont le gérant est Capjuzan, H. Girard, secrétaire du Comité, n'a pas signé d'articles.

— Le P.O.S.R. est plus « grève-généraliste » que jamais. Un congrès régional, qui s'est déroulé à Paris en avril-mai, a proclamé que « le triomphe des revendications ouvrières n'est possible que dans l'action insurrectionnelle des travailleurs du monde entier, soutenant et fomentant une grève générale, entraînant toutes les volontés vers le même but ». Son congrès national (Dijon, 14-22 juillet 1894), après avoir entendu un rapport de H. Girard, secrétaire du Comité d'organisation de la grève générale, demande au congrès de Nantes de prendre « l'initiative de la tenue d'un congrès international à Paris, en 1895, ayant pour ordre du jour unique : De la grève générale ».

Les espoirs mis dans ce congrès corporatif de Nantes sont donc très grands — et les craintes aussi du côté guesdiste. La Fédération des Syndicats avait bien essayé au début de s'opposer à ce congrès commun mais, la majorité des syndiqués s'étant prononcés pour le congrès unique, il lui avait fallu s'incliner. Toutefois le P.O.F., pour ne pas se laisser surprendre, comme à Marseille, décida de tenir son congrès juste avant le congrès syndical afin d'avoir ses troupes bien en main et nanties d'une décision ferme.

C'est ainsi que le XIIe congrès du Parti ouvrier fut convoqué à Nantes du 14 au 16 septembre 1894. Sur la question qui nous intéresse il fut cette fois catégorique, comme en témoigne ce passage de la motion rédigée par Guesde et votée à l'unanimité : « Instrument inégal et partiel de défense dans la présente société, à plus forte raison la grève ne saurait-elle être — même généralisée — l'outil de l'affranchissement ouvrier. Préparer la grève générale, ce serait conduire le prolétariat dans une impasse, le diviser contre lui-même, en grévistes et non grévistes; ce serait immobiliser, dans la lutte pour la libération commune, les travailleurs des campagnes et organiser nous-mêmes notre défaite [...] Ce n'est que par l'action politique, par la conquête du pouvoir politique, que les travailleurs organisés pourront s'émanciper en socialisant les moyens de production, de transport et de distribution des produits » [66].

66. *Douzième Congrès national du Parti ouvrier français, tenu à Nantes du 14 au 16 septembre 1894,* Lille, 1894, p. 17. Comme d'habitude ce compte rendu officiel est muet sur la discussion; on sait pourtant qu'il y en eut une et que J. Jaurès — qui n'était pas membre du P.O.F. mais avait été élu sur son

Le Congrès de Nantes, tournant du mouvement syndical.

L'attitude des délégués guesdistes étant fixée nettement, la discipline de Parti n'avait plus qu'à jouer au congrès corporatif (17 au 22 septembre). C'est le plus représentatif des congrès ouvriers tenus jusqu'ici (1 662 syndicats). La moitié de ses séances fut occupée par la discussion sur la grève générale. La controverse fut en effet passionnée; après un rapport, évidemment favorable, présenté le 18 par Girard, la grève générale fut préconisée surtout par Briand, Pelloutier [67] et Capjuzan; elle fut combattue non moins ardemment par les leaders guesdistes Delcluze, Roussel, Pédron et surtout Lavigne. Le 20, le vote définitif intervint : 65 voix pour le principe de la grève générale, 37 contre et 9 abstentions (143 délégués avaient été admis).

Les guesdistes sont battus; au premier incident [68] ils quittent le congrès. En réalité, 16 délégués seulement se retirent, c'est-à-dire qu'une partie des militants syndicaux ne suivent plus les guesdistes, alors que leurs motions avaient obtenu dans des votes précédents 45, puis 42, puis

programme l'année précédente à Carmaux et qui représentait au congrès le « Groupe d'études sociales » de cette ville —, Jaurès, donc, y participe. Voici ce qu'en dit A. Zévaès, lui aussi délégué à ce congrès guesdiste : « ... une discussion approfondie s'engage entre Jaurès qui, sans soutenir, à proprement parler, la grève générale, plaide en sa faveur les circonstances atténuantes et ne voudrait pas la voir rayée complètement de la tactique socialiste et, d'autre part, Jules Guesde, qui la repousse absolument, la considérant comme un traquenard, comme une illusion dangereuse contre laquelle il faut prémunir le prolétariat » (*Les Guesdistes,* Paris, 1911, p. 98). Un rapport de police parle aussi d'une escarmouche sur ce sujet entre les deux orateurs (Archives Nationales. F7 12.490).

67. F. Pelloutier a été élu secrétaire-adjoint de la Fédération des Bourses après le congrès de juin; son argumentation à Nantes forme l'essentiel de la brochure *Qu'est-ce que la Grève générale ?* que publiera quelques mois après la Librairie socialiste (d'Allemane) sous la double signature de H. Girard et F. Pelloutier. Leur position respective et celle de Briand sont analysées par Dommanget, *La Chevalerie...,* pp. 176-177.

68. L. de Seilhac fait relater après coup cette séance par un congressiste qu'il ne nomme pas; celui-ci dit notamment : « M. Le Tessier, qu'on nous a affirmé depuis être au service de la police, vient protester avec violence contre ces exigences — de Lavigne — et se déclarer anarchiste communiste [...] il

37 voix. La Fédération Nationale des Syndicats, qui était le bastion du P.O.F. dans le monde du travail, ne s'en relèvera plus. La fraction guesdiste de la Fédération cherchera en vain à la continuer; elle ne sera plus qu'une sorte d'appendice — qui ira se rétrécissant — du Parti. Le flambeau va être transmis en d'autres mains à Limoges.

Mais avant d'aller plus loin, essayons de comprendre ce qui s'est passé à Nantes. Sans doute, les guesdistes, devenus minoritaires, ont eu tort de partir en claquant les portes, consommant ainsi la rupture [69]. En vérité, on l'a vu, la cassure existait depuis Marseille et il n'était pas facile de recoler les morceaux; les marxistes ne pouvaient pas, pour des raisons de doctrine, accepter la thèse de Briand; d'autre part, ils étaient vraiment à contre-courant; enfin, il était de bonne guerre que le gouvernement poussât à la rupture en exploitant et en développant les divergences.

s'ensuit un tapage infernal, au milieu duquel l'ordre du jour pur et simple est proposé par MM. Briand, Besset et Riom. Il est voté à une grande majorité. En présence de ce résultat, la minorité guesdiste se lève et se retire. » (*Les congrès ouvriers en France,* Paris, 1899, p. 269).

69. Dans *Le Mouvement ouvrier français,* Paris 1934, ouvrage signé J. Vidal, l'auteur dit que les guesdistes ont commis une erreur grave « en abandonnant la direction du mouvement syndical à un bloc antimarxiste. Cette faute sectaire se rattachait aux précédentes fautes de « gauche » du début du Parti ouvrier, quand Marx et Engels reprochaient aux guesdistes leur dogmatisme, leur penchant à la « phrase révolutionnaire », leur insuffisante attention aux particularités de la situation politique en France » (p. 146).

Dans sa lettre du 22 novembre à P. Lafargue, F. Engels lui fait des reproches pour le programme agraire adopté au congrès socialiste : « Réellement, vous vous êtes laissé entraîner un peu trop sur la pente opportuniste. A Nantes vous étiez en train de sacrifier l'avenir du parti à un succès d'un jour. » (cf. également sa critique développée dans la *Neue Zeit* de novembre et reproduite dans *La Question paysanne en France et en Allemagne.*) Par contre, il ne dit rien à propos de l'attitude des guesdistes au congrès syndical. Faut-il rappeler qu'à propos de la rupture avec les possibilistes, à Saint-Etienne en septembre 1882, Engels écrivit à Bernstein : « Les éléments incompatibles se sont séparés. Et cela est bon » (lettre du 20 octobre 1882) ? Dans sa lettre du 10 novembre 1894 à F. A. Sorge, Engels ne parle également que de la faute commise par les marxistes français au congrès du P.O.F. où ils voulaient « protéger le petit paysan » (*Correspondance Engels-Marx et divers, publiée par F. A. Sorge,* Paris, 1950, t. II, p. 325).

Les dirigeants de la bourgeoisie, propagandistes de la grève générale ?

Voici des extraits de deux rapports assez explicites :

— le premier, du 20 septembre, concerne le congrès du P.O.F.; il est adressé au président du Conseil, Ch. Dupuy, par le célèbre préfet de Police, Lépine : « La question la plus grave qui gêne les socialistes guesdistes est celle de la grève générale.

« Le propos suivant tenu avant le congrès, au cours d'une conversation entre Pédron, Guesde, Chauvin et Jourde, en comité secret, le démontre : « Si, ont-ils dit, le gouvernement était habile, lui-même soutiendrait, par tous les moyens, chez les travailleurs, l'idée de la grève générale. Rien ne pourrait nous gêner davantage. »

« Et en effet l'avis de beaucoup de ceux qui ont étudié la question est que le gouvernement pourrait tirer des avantages du congrès de Nantes en propageant, par tous les moyens en son pouvoir, l'idée de la grève générale chez les travailleurs socialistes » [70].

— Le second est le rapport récapitulatif adressé le 18 octobre au ministre de l'Intérieur par le préfet de la Loire-Inférieure, qui analyse avec un recul d'un mois les deux congrès de Nantes :

« Par la suite, il serait possible de tirer parti de ces divisions [entre Fédération des Bourses du Travail et Fédération des Syndicats] qui ne semblent pas devoir s'éteindre de sitôt. Il convient de remarquer que M. Briand qui les a entretenues et envenimées pourrait être utilisé dans le but de les perpétuer.

« Besoigneux, ayant des passions ardentes, dominé par des appétits d'une inconsistance morale rare, il ne paraît pas être à l'abri des besoins d'argent. Aux élections de 1889, candidat contre M. Fidèle Simon, il a permis de constater que des tentatives pouvaient être faites avec succès dans ce sens auprès de lui.

« ... M. Kolb [Commissaire central de Nantes], à l'aide de ses indicateurs, a contribué largement à jeter le trouble

70. A. N. F7 12 490.

et le désarroi dans les séances du congrès socialiste et du congrès corporatif... » [71].

Une autre considération aurait pu décider les milieux dirigeants de la bourgeoisie française : depuis mars 1892 les attentats anarchistes se sont multipliés (et ils sont loin d'être tous « fabriqués », comme le fut peut-être celui du malheureux Auguste Vaillant au Palais-Bourbon, prétexte à la première « loi scélérate »); le président Sadi-Carnot a été tué le 24 juin; une deuxième loi scélérate a bien été votée, non sans mal, mais le « procès des Trente », voulu par le gouvernement, vient de se terminer par un acquittement presque général. A côté des mesures policières et répressives, n'est-il pas urgent de trouver un dérivatif à la colère populaire que traduisent ces attentats — ce qui ne signifie pas que les masses laborieuses les approuvent. Il peut être tentant de proposer aux travailleurs une autre panacée révolutionnaire que la dynamite : la grève générale.

D'autant que les cercles dirigeants, s'ils ne considèrent pas la grève générale comme un mythe, un simple mirage inoffensif — l'idée peut nourrir et nourrira des mouvements revendicatifs —, savent bien qu'elle n'est pas dangereuse pour le régime, au moins avant longtemps; et dans le moment présent, elle peut diviser les forces ouvrières. C'est ce que semblent avoir compris le préfet Lépine et les « spécialistes sociaux » de la police.

On ne peut évidemment faire là que des suppositions, mais un fait est certain : la grève générale était devenue une pomme de discorde. Des forces diverses le sentirent et se conjuguèrent à Nantes pour provoquer le divorce entre le Parti ouvrier français et le mouvement corporatif. Quelques organisations (syndicats, bourses, fédérations de métier ou d'industrie) pourront encore être dirigées par des guesdistes en raison de leur activité syndicale, mais la direction du mouvement échappera définitivement au Parti marxiste.

De ce congrès de Nantes date non seulement le rejet de la tutelle guesdiste, mais ce qui sera un trait caractéristique du mouvement syndical français jusqu'en 1914 : l'autonomie de ce mouvement, l'indépendance des syndicats à l'égard du ou des partis.

71. A. N. F7 12 491.

CHAPITRE III

DES PREMIERS CONGRÈS DE LA C.G.T. A L'UNIFICATION DES PARTIS SOCIALISTES (1895-1905)

Les positions des partis et des syndicats.

Jusqu'à l'unité de 1905 — et même ensuite, mais de façon moins violente, moins visible — les différents groupes socialistes et ouvriers vont continuer à se partager et à s'affronter sur la question de la grève générale [1]. Voyons les principaux :

— les allemanistes la préconisent encore [2], notamment dans leur congrès de 1896 (toutefois, si un « Comité cen-

1. Il est vrai que ce n'est pas la seule cause de dispute : les diverses « chapelles » socialistes se querellent alors sans cesse entre elles et avec les sectes anarchistes ou les centrales syndicales — elles-mêmes rivales. Les dirigeants se déchirent d'autant plus cruellement que leurs idées sont proches et leur clientèle commune, phénomène politique toujours actuel.

Zola — dont le roman *Paris* se situe dans ces années troubles et met en scène, sous des noms d'emprunt, bien des dirigeants d'alors — l'a très bien senti et exprimé : « Au nom de Mège [Guesde], tous s'étaient récriés, mis d'accord par leur commune haine [...] Et c'était là leur passion à tous, ils se montraient justes parfois pour des hommes, des adversaires irréconciliables, qui n'avaient aucune de leurs idées, tandis que le grand crime sans pardon possible était de penser à peu près comme eux, sans être absolument d'accord sur toutes choses. » (édition de 1898, p. 404.)

2. Girard fit adopter des vœux en faveur de la grève générale au congrès régional de Paris, juin-juillet 1895; le projet qu'il avait élaboré primitivement a été transmis aussitôt à la police par l'indicateur « Pasteur » (A.N. F7 12 492).

tral de la grève générale » y est constitué, la résolution sur cette grève n'en fait plus la panacée mais « un des meilleurs moyens d'affranchir le prolétariat »;

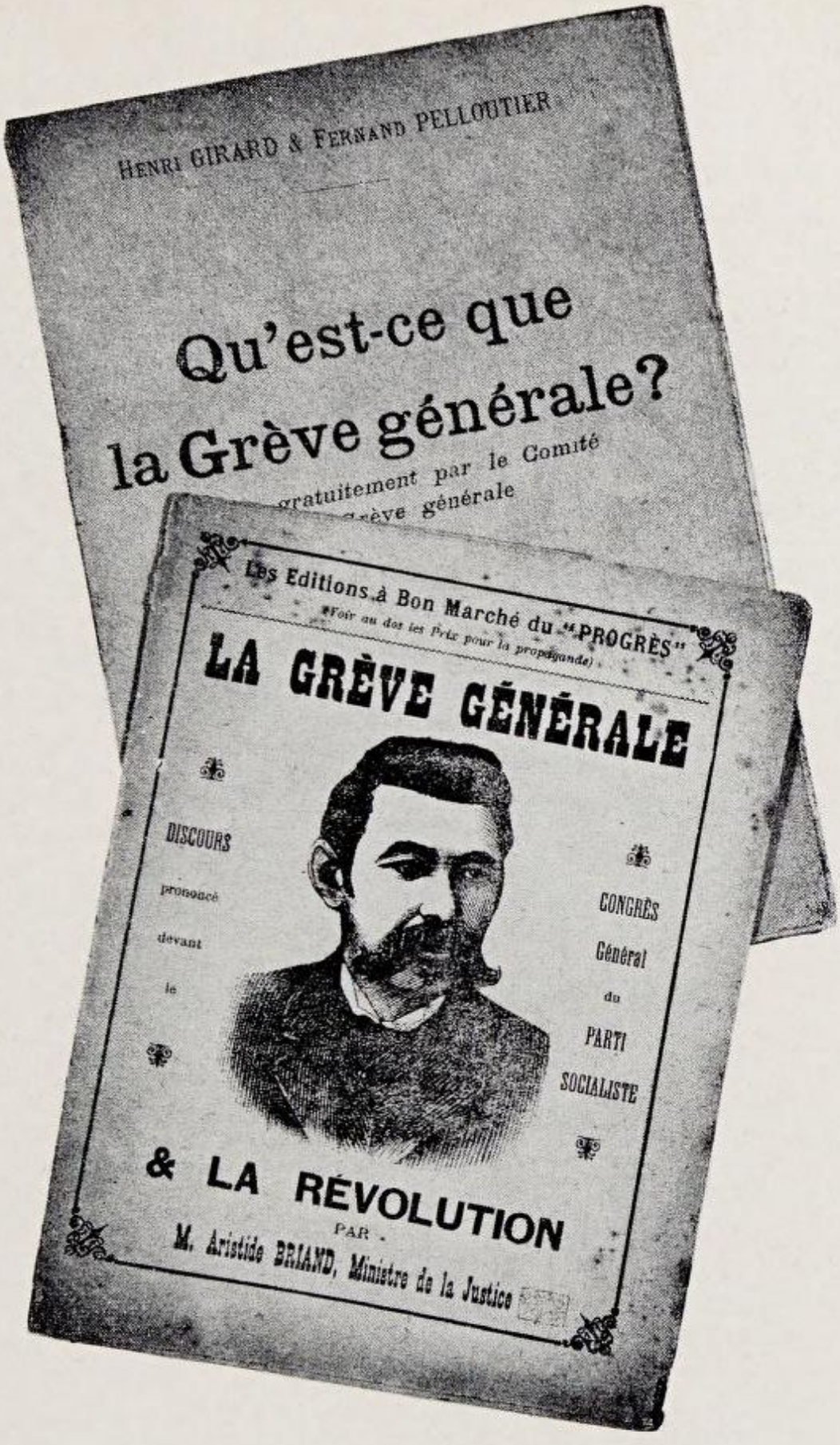
— les guesdistes y restent opposés de façon irréductible même si les congrès du P.O.F. ne débattent plus de cette question (pour eux, elle est tranchée). Au printemps 1895, lorsqu'un projet de loi menace de restreindre le droit de grève, le conseil national proclame : « ... en aucun cas et à aucun prix nous ne laisserons toucher au droit imprescriptible de grève », tout en rappelant sa position de principe : « Non pas que la grève, que l'abstention du travail puisse suffire à l'émancipation des travailleurs. C'est politiquement, c'est par l'action politique, en s'emparant du gouvernement transformé entre leurs mains en moyen légal d'expropriation de la classe capitaliste, qu'ils deviendront, qu'ils pourront devenir les maîtres de leurs destinées » [3]. Un an plus tard, J. Guesde explique, avec moins de bonheur, que la classe ouvrière parviendra à ce but par le suffrage universel : « ... rien que par cette arme légale elle deviendra fatalement et avant peu maîtresse du pouvoir, maîtresse de la République... » [4];

— les blanquistes se situaient entre les deux autres écoles socialistes avec une position nuancée. Ed. Vaillant a expliqué plus tard cette attitude : « La grève générale n'a pour nous que l'importance d'un moyen complémentaire des divers moyens d'action révolutionnaire directs et de plus haute valeur. » Puis il rappelle que les blanquistes acceptent d'avance tous moyens formulés par les congrès ouvriers et socialistes (l'idée de la grève générale ayant été adoptée par un congrès national, « nous n'avions aucune raison pour la rejeter »), bien qu'ils ne lui donnent pas l'importance de ceux « qui en ont fait leur cheval de bataille ». Il se tient d'ailleurs sur une position marxiste lorsqu'il conclut que « la grève prend souvent un caractère politique et qu'alors toutes les forces prolétaires et socialistes doivent entrer en ligne.

« C'est ainsi que, dans des circonstances données, la grève d'une corporation dont le travail est nécessaire à la vie

3. *Aux Travailleurs de France, le Conseil national du Parti ouvrier français (1889-1900)*, Paris, 1901, pp. 53 à 55.

4. Discours du 24 juin 1896 à la Chambre. Cité par Zévaès d'après le *Journal Officiel* (*Notes et souvenirs d'un militant*, p. 188).



QU'EST-CE QUE LA GRÈVE GÉNÉRALE ?

Offert gratuitement par le Comité de la Grève générale

Prix : 10 centimes

Vente en gros à la Librairie Socialiste, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, s. d. [1900] (réimpression, 1re édition en 1895)

LA GRÈVE GÉNÉRALE ET LA RÉVOLUTION

Discours de Briand de décembre 1899

La 1re édition avait été faite par le Comité de Grève générale en 1900. Il s'agit ici d'une réimpression faite en 1910, au moment où Briand est devenu ministre.

10e Année. — N° 129. DEUX RONDS Du 1er Mai au Dimanche 14 Mai 1899.

LE PÈRE PEINARD

Réflecs d'un GNIAFF

PARAISSANT CHAQUE QUINZAINE

ABONNEMENTS, FRANCE Un an . . . 6 — Six mois . . 3 — Trois mois . 1 50 | RÉDACTION ET ADMINISTRATION 15, Rue Lavieuville, (Montmartre), Paris | ABONNEMENTS, EXTÉRIEUR Un an . . . 8 — Six mois . . 4 — Trois mois . . 2 —

LA GRÈVE NOIRE

EN BELGIQUE

LA GRÈVE NOIRE

Il y a du remue-ménage en Belgique : les gueules noires sont remontées des puits et la grève roule.

Combien sont-ils à avoir planqué le turbin ?

Une soixantaine de mille, au bas mot !

Que réclament-ils ?

Pas grand chose, nom de dieu !

C'est ça qui est exaspérant : ils se bornent à mendigoter quelques centimes d'augmentation.

Voilà qui n'est foutre pas martiale ! Avoir droit à tout... et se borner à mendigoter quelques miettes, — c'est pas fort !

Ce qui serait chouette, c'est si les mineurs comprenaient que c'est eux qui ont créé la mine et que les capitalos et toute l'engeance exploiteuse en doivent être expulsées.

Tant que les mineurs se limiteront à mendier une maigre augmentation, leur sort n'en sera pas modifié : ils continueront à être des exploités.

Or, ce qui serait galbeux, c'est que les gas se décidassent à vouloir être des hommes.

Ce serait simple comme bonjour : il suffirait que les gas s'entendent pour travailler entre eux et pour eux et envoient aux pelotes toute la séquelle capitaliste. Au cas où les actionnaires de la mine et autres fripouilles exploiteuses y trouveraient un chouia, les braves gas n'auraient qu'à leur coller un pic dans les pattes et leur dire : « Dorénavant, c'est fini de vivre en parasite. La saison des feignasses est éclipsée ; il faut, bel et bien les crever et aussi taper à la sueur ... smout, mais ciel ! »

C'est ça qui serait rigolo-koff.

Ce serait la mise en route de la Société !

Malheureusement, ça n'en prend pas assez la tournure.

—o—

Tout de même, malgré qu'ils limitent leurs réclamations à des babioles, les mineurs belges y vont avec entrain.

Et foutre, ils n'ont qu'un défaut, c'est d'avoir eu trop de patience !

Plus que jamais les veines sortent de la mine remplissent de picailles.

Par contre, plus que jamais, la bouche est vide, chez les mineurs !

A force de se serrer la ceinture, les prolos en ont rampé de ne pas bouffer à leur faim, — et ils réclament !

A se dresser en équilibre, comme ils viennent de le faire, ils ont chance de faire cracher les capitalos.

Y a qu'ça de vrai : la Grève générale !

Seulement, mille marmites, il faudrait que la grève soit « générale » pour de bon.

La grève générale est une blessure à double détente :

Primo, ça signifie que tous les prolos doivent en être ;

Deuxièmo, ça veut dire que les gas qui marchent pour la grève générale doivent formuler le total de leurs revendications et ne pas se limiter à des couillonnades.

Or, si la grève des mineurs belges est générale sur le premier point, sur le second, elle est loin, grement trop partielle.

Et sous ce, en ce qui concerne le premier point, cette grève, toute galbeuse qu'elle soit, — n'est générale que pour la Belgique.

Il faudrait plus. Il faudrait que les bons bougres de partout soient aussi unanimes pour saisir l'occasion de se foutre en boule de gomme qu'ils soient quelque part des copains qui marchent.

Ainsi, actuellement, si les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais n'étaient pas tourmentés par les pisse-froid Basly et Lamendin, ils n'hésiteraient pas une minute : ils se foutraient en grève illico.

Et ça suffirait pour que les capitalos mettent les pouces, — tout en France qu'en Belgique.

Au lieu de ça, les pauvres couillons se sont laissés embobiner comme il n'est pas possible : dimanche, dans un congrès tenu à Lens sous la présidence de Basly — qui a aussi pu le jeu des Compagnies — il a été décidé que les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais accepteraient, momentanément, cinq pour cent d'augmentation.

Voilà qui est bougrement triste, nom de dieu !

Avant peu, les mineurs du Nord s'apercevront de la sacrée boulette qu'ils viennent de faire... mais d'ici là un peu tard !

—o—

Les mineurs allemands ont été plus chouettes que les mineurs du Nord de la France : ils ont décidé de refuser de toute extraction en plus, afin que l'extraction soit réduite au minimum. De cette façon les capitalos allemands ne pourront pas expédier de charbon en Belgique.

Dans le Pas-de-Calais, dans le Nord, grâce à Basly et à Lamendin, c'est le contraire qui va se produire : les mineurs vont miner dur, afin d'alimenter la Belgique du charbon qui lui manque.

C'est une cochonne de façon de comprendre et de pratiquer la solidarité !

Basly et Lamendin ont même obtenu père : il est de coutume, dans les pays de mines, de chômer le 1er mai. Cette année, dans le Nord, on travaillera « arrache-pied, tout comme les autres jours, — ça fera du charbon pour les capitalos belges !

Numéro du 1er-14 mai 1899
du journal anarcho-syndicaliste d'Emile Pouget, *Le Père Peinard*.

sociale, la grève combinée de plusieurs corporations, et, si elle peut se réaliser, la grève générale, auraient une valeur politique décisive. Pour nous, il nous paraît qu'au moment où elle pourrait se produire, ou seulement essayer, nous serions assez forts pour nous en passer, que nous aurions déjà pu nous emparer du pouvoir politique et user de cet instrument souverain pour accomplir, dans la République devenue ainsi socialiste, la révolution économique » [5].

Chez les anarchistes, deux courants principaux vont s'affronter pour ou contre la participation au mouvement syndical; les anarchistes syndicalistes s'appuyeront sur deux journaux : *Les Temps nouveaux* (qui succèdent à *La Révolte* et dont la rubrique syndicale est assurée d'abord par F. Pelloutier puis par P. Delesalle) et *La Sociale-Le Père Peinard,* où Emile Pouget plaide, en son langage pittoresque renouvelé du Père Duchêne, pour le syndicat et la grève générale; les anarchistes individualistes se prononcent contre le syndicalisme comme contre toute organisation, celle de la grève y compris, dans *Le Libertaire* (Sébastien Faure), cependant qu'une tendance favorable s'y développe à partir de 1899 (Grandidier, Dunois, Yvetot) [6].

Côté syndical aussi, les positions sont bien arrêtées :

— la Fédération des Bourses du Travail n'estime pas nécessaire de remettre la question à l'ordre du jour [7] de son congrès de Nîmes (juin 1895), mais une motion prévoit la grève générale si le projet de loi limitant le droit de grève est adopté par la Chambre. A l'issue du congrès le Comité fédéral renouvelle son bureau de façon significative : le nouveau secrétaire est Pelloutier (il avait été adjoint à

5. Déclaration reproduite par L. de Seilhac, *Le Monde socialiste,* Paris, 1904, pp. 85-86. Voir également l'évolution de Vaillant sur ce problème dans l'ouvrage de DOMMANGET, *Edouard Vaillant, un grand socialiste (1840-1915),* Paris, 1956, pp. 173-176 et textes choisis pp. 477-483.

6. Cf. la thèse de MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France,* chapitre « Les anarchistes et les syndicats ».

7. Pelloutier, qui présente le rapport d'activité du Comité fédéral, montre que pour la Fédération le problème ne se pose plus : « Au Congrès de Lyon, déjà vingt-quatre Bourses contre deux et cinq abstentions s'étaient prononcées pour l'acceptation en principe de la grève générale, A Nantes, vingt Bourses contre trois votèrent la grève générale. Devant une telle unanimité, le Comité fédéral ne peut pas s'abstenir. »

Cordier au congrès précédent) et le nouveau trésorier est l'allemaniste Girard, secrétaire du Comité de la grève générale (qui supplante le blanquiste Besset);

— La minorité guesdiste de la Fédération des Syndicats tient un congrès corporatif à Troyes [8] sitôt après le congrès du Parti (Romilly, septembre 1895). Il y avait quand même une centaine de délégués, représentant 300 syndicats, mais c'est le chant du cygne. Ce congrès n'eut aucun mal à rejeter à l'unanimité la grève générale [9] : les contradicteurs n'étaient plus là; ils allaient siéger, sans les guesdistes, dix jours plus tard à Limoges.

Le congrès de Limoges et les premières difficultés de la grève générale.

Le congrès corporatif de Limoges (23 au 28 septembre 1895) est considéré comme un événement capital dans l'histoire du mouvement ouvrier français parce qu'il est le congrès constitutif de la C.G.T. En réalité, il fait suite aux congrès unitaires de Paris, 1893, et de Nantes, 1894, et ne met pas fin à l'existence parallèle — sinon concurrente — de la Fédération des Bourses (si l'on sait que les guesdistes sont alors volontairement absents, on oublie trop souvent que Pelloutier ne participa pas aux trois premiers congrès de la C.G.T.). Ce congrès traduit néanmoins la volonté d'unité des militants syndicaux et aussi celle de créer « un véritable Parti du travail » à l'abri des ingérences politiques.

Pour ce qui nous concerne, disons que c'est Henri Girard

8. Ce n'est pas son dernier, contrairement à ce qu'ont écrit l'un après l'autre — ou l'un d'après l'autre — maints historiens : ce « fantôme » de F.N.S. tiendra encore deux congrès en 1897 et 1898, à l'issue des assises du P.O.F. Pendant ces trois années, son *Bulletin* « mensuel » ne parviendra à paraître que quatre fois.

9. Certains guesdistes semblent se satisfaire de ce triomphe facile; ainsi leur journal de Lille ironise assez lourdement : « Rappelons que l'idée grotesque de la grève générale qui n'avait obtenu qu'une voix dans les Trade-unions de Cardiff, sur soixante délégués, n'a même pas recueilli cette voix dans le Congrès de Troyes, où tous les centres industriels étaient représentés. Ce qui n'empêchera pas quelques fumistes de nous parler de grève générale. » (*Le Réveil du Nord,* 17 septembre 1895).

qui présente le rapport du Comité de la grève générale élu à Nantes [10] et qu'après une assez vive discussion — au cours de laquelle Keufer, du Livre, défend une thèse réformiste : la grève générale professionnelle de solidarité — le principe de la grève générale est confirmé (par 86 voix contre 30 et 28 abstentions) et, surtout, le Conseil national se voit attribuer l'organisation de la grève générale. Cette dernière décision est importante, car elle implique l'intégration du « Comité de la grève générale » dans la nouvelle direction confédérale, risquant ainsi de tenir à l'écart de la C.G.T. certains militants.

Cette crainte fut exprimée par E. Treich : « Déjà, en éliminant de la Confédération les nombreux syndicats qui sont affiliés aux organisations politiques, nous empêcherons de venir à nous une partie importante du Parti ouvrier. Si nous éloignons encore ceux qui sont anti-grève généralistes, que restera-t-il dans cette Confédération ? Notre but sera donc manqué, ce sera à recommencer; la même division qui a surgi depuis le congrès de Nantes va subsister. »

H. Girard soutint victorieusement la thèse contraire, et le Comité fut incorporé statutairement à la C.G.T.

L'informateur qui signe « Pasteur » explique dans son dernier rapport sur le congrès tout l'intérêt pour la bourgeoisie de cette prise de position de Girard : « Il est à souhaiter que le Comité de la grève générale se maintienne dans cette nouvelle organisation car certaines fractions politiques, combattant la grève générale, hésiteront à rentrer dans le sein du Conseil national ouvrier, de là une division se produira, et un antagonisme aura lieu entre les partisans de la grève générale et ceux qui ne le sont pas; ce qui retirera de la force aux organisations ouvrières [...]

« Donc il est tout urgent que ce Comité de grève générale se maintienne, car de ce fait l'accord entre les travailleurs n'est guère possible; au lieu que si ce Comité disparaissait l'accord se ferait entre tous les travailleurs et serait un

10. Un rapport de police du 7 septembre 1895 sur la préparation du congrès de Limoges craignait la participation du « socialiste Besset, dont on se rappelle la violente campagne faite lors de la grève des omnibus, en faveur de la mise en œuvre de la grève généralisée » (A.N., F7 12 491). En fait Besset, qui vient d'être écarté du bureau de la Fédération des Bourses, au profit de Girard, ne sera pas délégué à Limoges.

danger permanent pour le gouvernement, danger qui pourrait prendre de très grandes proportions » [11].

En dépit de cet appel à la « compréhension » gouvernementale et des encouragements obtenus dans les congrès, il ne semble pas que le Comité d'organisation de la grève générale ait eu une grande activité en cette période; son organe, *La Grève générale,* sortit un numéro après le congrès de Limoges puis se mit en sommeil pendant plus de trois ans.

Pourtant, si le congrès ouvrier socialiste international de Londres (fin juillet 1896) conclut qu'il ne voyait pas « la possibilité actuelle d'une grève générale internationale » [12], le IIe congrès de la C.G.T. (Tours, septembre 1896), sur rapport d'Eugène Guérard, des chemins de fer [13], décida à l'unanimité moins 4 voix la propagande en faveur de la grève générale. Toutefois, le Comité de la grève générale s'intitule « de propagande » au lieu « d'organisation » et il est distinct de la Confédération pour ne plus empêcher les adhésions d'adversaires de la grève générale.

La IIIe congrès (Toulouse, septembre 1897) proclame que grève générale est « synonyme de révolution » [14].

Cela ne suffit pas, et au congrès suivant (Rennes, septembre 1898) H. Girard dira son amertume devant le recul

11. A.N. F7 12 491.

12. Il avait rejeté à une énorme majorité le rapport de la minorité, présenté par Eug. Guérard qui, rappelant les votes des congrès syndicaux français, ajoutait qu'en Belgique une grève générale avait « aidé à arracher le droit de vote à la bourgeoisie » et qu'en Suède et en Autriche, le même moyen était préconisé pour obtenir le même droit; Guérard précisait que « si, *a priori,* la grève générale internationale ne paraît pas possible, il peut en être différemment d'une grève générale nationale », et il invitait, en conclusion, « les syndicats à étudier cette importante question, qui pourra être résolue dans un prochain congrès international ».

13. On y retrouve une idée chère à Pelloutier : la grève générale sera obtenue par « la cessation du travail dans des industries spéciales » (ex. : gaz, chemins de fer...) ce qui paralyserait forcément l'ensemble de l'économie. Guérard concluait : « En avant pour notre délivrance, par la grève générale qui sera le prélude de la Révolution. »

14. Le Comité devait être moins révolutionnaire en fait si l'on en juge par la circulaire qu'il lança un mois après (voir l'Introduction : « Evolution de la conception de grève générale », p. 5).

de l'idée de grève générale; le Comité cégétiste s'étant uni dans un but d'efficacité au Comité de grève du P.O.S.R. [15], le congrès décide, malgré Girard et Capjuzan, que ce nouveau Comité de grève générale sera autonome; il se consacrera uniquement à la propagande et n'engagera pas l'action de la C.G.T. Dès la fin de ce congrès, une grève importante éclate à Paris dans le bâtiment; les métallurgistes et surtout la Fédération des cheminots veulent la transformer en grève nationale, mais leur tentative se solde par un échec.

L'idée de la grève générale touche alors un creux : depuis la brochure de Girard et Pelloutier du début de 1895, plus rien d'important n'a été édité; le journal *La Grève générale* semble mort, quand tout à coup l'idée va curieusement rebondir et le journal reparaître en mars 1899 [16].

Une nouvelle offensive de Briand pour la grève générale et contre l'unité socialiste.

La France est alors jusqu'au cou dans l'affaire Dreyfus [17]. Les socialistes ont progressé aux élections législatives de mai 1898, mais l'effet néfaste des divisions entre partis rivaux se fait sentir.

Le congrès du P.O.F., en septembre 1898, adopte un « Projet d'unité socialiste » préconisant une fédération des cinq partis. Un « Comité d'entente » sera bientôt formé. Une grande manifestation populaire, impulsée par les socialistes, se déroule le 11 juin 1899 à Longchamp, en riposte à la manifestation réactionnaire du dimanche précédent. Le lendemain, après interpellation de Vaillant, le ministère est renversé.

L'unité socialiste est en marche. Un fait vient la contra-

15. Ces deux comités avaient édité conjointement une « brochure n° 1 » : *La Grève générale,* 16 p., Paris, Imprimerie Allemane, 1898.

16. Le Comité de la grève générale publiera 14 numéros de cette nouvelle série jusqu'en septembre 1900. Le journal disparaîtra alors définitivement.

17. La fameuse lettre de Zola, « J'accuse... », a paru dans *l'Aurore* du 13 janvier 1898; le « faux Henry » a été découvert en août et Esterhazy a pris aussitôt la fuite.

rier : l'entrée du socialiste indépendant A. Millerand dans le nouveau ministère formé par un républicain modéré, Waldeck-Rousseau. Les socialistes se divisent aussitôt sur le problème de sa participation : elle est condamnée durement dans le Manifeste lancé le 14 juillet par le P.O.F. de Guesde, le P.S.R. de Vaillant et l'Alliance communiste, cependant qu'elle est défendue par Jaurès, Viviani et Briand.

Un « Congrès général des organisations socialistes françaises » est convoqué à Paris, salle Japy, au début de décembre 1899. Les divergences sur la participation ministérielle s'y manifestent avec éclat. Grâce à la coalition des guesdistes et des blanquistes, elle est condamnée par 818 voix contre 634, comme contraire à la lutte des classes.

Cependant, les guesdistes se laissent aller à un compromis, admettant par 1 140 voix la « participation socialiste à un gouvernement bourgeois » dans « des circonstances exceptionnelles »; les blanquistes ne rallient que 240 voix opposantes.

Nous avons donné ces détails parce qu'il se pourrait que ces votes aient eu un rapport avec celui qui nous intéresse ici. Après une intervention remarquable de Briand, parfois d'une violence calculée, en faveur de la grève générale [18], le congrès décide à la presque unanimité (moins 2 voix) que « tous les moyens de propagande et d'action doivent être employés par le Parti socialiste : action économique, action électorale et révolutionnaire, grève générale, boycottage, etc. »

La thèse de Briand, consistant à ranger la grève générale parmi tous les moyens d'action, devait évidemment séduire Vaillant, mais pouvait-on s'attendre à ce que les guesdistes se contentent de faire des réserves et lui apportent finalement leurs suffrages ? N'y eut-il pas là une manœuvre visant à dissocier guesdistes et blanquistes qui formaient la majorité du congrès ? C'est du moins l'explication que fournit plusieurs années plus tard Briand, après que Jaurès eut

18. Il associe les arguments rassurants habituels (« elle a ceci de séduisant qu'elle est, en somme, l'exercice d'un droit incontestable ») à l'appel, à peine voilé, à la révolte militaire (« si l'ordre de tirer persistait, si l'officier tenace voulait quand même contraindre la volonté du soldat [...] les fusils pourraient partir, mais ce ne serait peut-être pas dans la direction indiquée »).

reproché à l'ancien « apôtre » de la grève générale son changement d'attitude :

« Dans le congrès où fut prononcé le discours que vous avez rappelé, c'est à vos côtés que je combattais. Contre nous, dans l'autre fraction, il y avait vos amis d'aujourd'hui messieurs Guesde et Vaillant; et c'est là, non pas, messieurs, dans une réunion publique, dans la foule, mais dans un congrès de délégués de comités, d'hommes avisés, avertis, ayant une opinion faite et un parti pris que j'ai développé ma thèse dans ce discours prononcé à votre service; c'était un effort de tactique destiné à jeter le désordre dans les rangs de vos adversaires, des amis, des partisans de messieurs Guesde et Vaillant. C'était pour vous permettre de recruter la majorité, de constituer le Parti dont vous aviez besoin pour faire la politique de réformes que nous avons continuée dans les années suivantes » [19].

C'est aussi l'opinion de son biographe [20].

Toujours est-il que le discours de Briand fut aussitôt publié — et préfacé — par les soins du Comité de la grève générale [21] et répandu dans les milieux ouvriers.

C'est le signal d'une recrudescence de propagande en faveur de la grève générale. Toute une série de brochures, de dessins et de chansons [22] voient le jour dans les années

19. Discours du 13 mai 1907 à la Chambre (*Journal Officiel,* 14 mai); Jaurès l'avait interpellé le 11 (*J.O.* du 12 mai).

20. « Blanquistes et guesdistes, galvanisés par Guesde, excités par l'atmosphère du congrès, n'apparaissaient pas disposés à troquer leur avantage sur le cas de Millerand en échange d'un repli doctrinaire sur la grève générale. C'était cependant ce résultat qu'il fallait atteindre. Pour y parvenir, Briand demanda que la question de la grève générale fût traitée à part. Malgré la résistance de la majorité, de laquelle se détachèrent les syndicalistes, la requête fut acceptée. L'opération tentée était double : d'abord séparer les guesdistes et les blanquistes et ensuite rattraper par la véhémence des termes les concessions dont Briand s'était fait l'avocat par l'apologie de la participation ministérielle qu'il avait prononcée la veille » (G. SUAREZ, *Briand,* t. I, p. 282).

21. A. BRIAND, *La Grève générale et la Révolution,* Paris chez le citoyen H. Girard, Imp. J. Allemane, s.d. [1900].

22. Parmi les principales brochures, citons celles éditées par le Comité de Propagande :

— *La Grève générale,* 16 p., Paris, Impr. Nouvelle, 1901;

— *Vers la Grève générale,* par G. YVETOT, 22 p., Paris, H. Girard, Imprimerie Allemane, s.d. [1902];

— *Grève générale réformiste et Grève générale révolution-*

1900-1902. La grève générale est tellement au centre des discussions concernant le monde du travail qu'elle est choisie comme sujet d'une thèse de doctorat en droit [23], chose exceptionnelle à l'époque.

Son principe et ses conceptions allaient donner lieu à de nombreuses controverses dans la presse et dans les congrès ouvriers et socialistes — français ou internationaux. Il n'est presque pas de congrès où cette question n'apparaisse, sous une forme ou une autre. Cependant, comme le fait remarquer judicieusement Colette Chambelland : « Nous ne savons pas quelle pénétration réelle a eue l'idée de grève générale au sein de la classe ouvrière. L'idée est répandue, acceptée dans les congrès, mais est-elle assimilée par les ouvriers, correspond-elle vraiment pour eux à autre chose qu'un espoir lointain ? Une seule chose aurait pu nous montrer la force de cette idée : le déclenchement d'une grève générale mais cela n'a jamais eu lieu, ni même n'a jamais été tenté » [24].

naire, 24 p., Paris, Imprimerie économique, 1902 (réponse à deux articles de Jaurès).

La brochure de 1901 souligne ainsi l'importance de la chanson : « par ce dernier système de propagande, on fait pénétrer partout les idées émancipatrices. On chante à l'atelier, en famille, dans toutes les réunions. Aussi nous ne saurions trop recommander aux groupes le beau chant révolutionnaire de notre camarade Debock : *La grève générale.* Paroles et musique, avec couverture illustrée, que nous pouvons fournir à raison de 5 francs le cent. » Je n'ai pas pu la retrouver; il s'agit de Georges De Bock, communard et fils de communard. La B.N. possède une chanson portant le même titre, mais écrite en mai 1906 par Charles Keller, autre communard; M. Vandair m'en signale une autre, de 1903, dont Eug. Marquet est l'auteur et J.-L. Ithier le compositeur; le catalogue de 1912 de « La Chanson du peuple » propose, lui, *La grève générale,* paroles et musique de Georges Féline.

Les dessins et caricatures exaltant les grèves ou dénonçant la police et l'armée qui les réprimaient sont abondants dans les journaux syndicaux, anarchistes ou socialistes : *Le Père peinard, Les Temps nouveaux, Le Libertaire, La Feuille, Le Chambard socialiste, L'Assiette au beurre, Les Hommes du jour,* etc. et dans les multiples almanachs.

Leurs auteurs sont renommés à bien d'autres titres : Steinlen, Naudin, Delannoy, Luce, Signac, Willette, Léandre, Hermann-Paul, Valloton, Van Rysselberghe, Grandjouan, F. Jourdain, Kupka...

23. Léon Schwab, *La grève générale,* Nancy, 1902.

24. Diplôme cité, p. 143.

L'unification du mouvement syndical.

Le VIIIe congrès de la Fédération des Bourses (Paris, 5-8 septembre 1900) n'inscrit pas la grève générale à son ordre du jour — pas plus que les deux congrès suivants : ces trois derniers congrès autonomes de la Fédération sont dominés par le problème de l'unité avec la C.G.T.; ce qui n'empêche nullement les militants des Bourses d'intervenir sur la question dans les congrès confédéraux qui suivent les leurs [25].

Le Ve congrès de la C.G.T. (Paris, 10-14 septembre 1900) marque une évolution dans la conception de la grève générale : elle n'est plus la panacée, mais « un des seuls moyens qui, dans le domaine économique, assurera l'émancipation des travailleurs tout en n'excluant pas les moyens employés sur un autre terrain. Moyens qui précipiteront la chute de la classe capitaliste et instaureront la souveraineté du peuple dans la révolution sociale » [26]. Il y a là un hommage aux moyens politiques qui devait faciliter le rapprochement avec les socialistes, en particulier les guesdistes.

Au congrès international corporatif qui suit (Paris, 17 et 18 septembre), la thèse française favorable à la grève générale est adoptée, mais ceci n'est pas très significatif, étant donné la faiblesse et le peu de représentativité des délégations étrangères (par exemple aucun Allemand).

Au Ve congrès socialiste international, qui se tient également à Paris du 23 au 27 septembre 1900, se manifestent déjà les dissensions qui éclateront quelques jours après entre socialistes français à leur congrès national [27]. Devant

25. F. Pelloutier, l'incomparable animateur des Bourses du Travail, mourra le 13 mars 1901, à l'âge de 33 ans, après une longue et cruelle maladie. Le nouveau secrétaire sera Georges Yvetot, autre anarcho-syndicaliste, également partisan de la grève générale.

26. Notons que ce congrès qui décide la publication d'un hebdomadaire officiel de la C.G.T., *La Voix du Peuple,* est aussi celui qui supprime *La Grève générale;* il n'y avait vraiment plus place pour cet organe à parution irrégulière et à diffusion incertaine (la Commission elle-même s'en est plaint dans ses rapports, mais sans donner de chiffres).

27. A ce IIe congrès général des organisations socialistes françaises, l'habile manœuvrier qu'était Briand réussit cette fois à isoler les guesdistes. L'unité est encore ajournée.

ce parterre international, le plaidoyer éloquent de Briand en faveur de la grève générale n'entraîne les voix que de 9 nations, alors que 25 repoussent sa proposition. Le congrès, rappelant ses résolutions de 1889, 1893 et 1896, « est d'avis que les grèves et les boycots sont des moyens nécessaires pour réaliser la tâche de la classe ouvrière, mais il ne voit pas la possibilité *actuelle* d'une grève générale internationale.

« Ce qui est immédiatement nécessaire, c'est l'organisation syndicale des masses ouvrières, puisque de l'extension de l'organisation dépend l'extension des grèves à des industries entières ou à des pays entiers » [28].

La C.G.T. tient son VIe congrès à Lyon, du 23 au 27 septembre 1901. Louis Niel, secrétaire de la Bourse du Travail de Montpellier, y intervient en faveur de l'unité syndicale, comme il vient de le faire quelques jours avant à Nice au congrès de la Fédération des Bourses. Ce qui nous intéresse ici c'est que celui qui sera bientôt le leader des réformistes de la C.G.T. s'écrie : « Il y a unité de but et voilà pourquoi il doit y avoir unité d'organisation. Le but de l'unité ouvrière : la grève générale et le reste... » La discussion du troisième point de l'ordre du jour : « La grève générale, l'armée dans les grèves » traduit une diminution d'enthousiasme pour l'idée en fonction des difficultés éprouvées pour la réaliser, bien que la Commission réaffirme que « la grève générale, après la faillite des pouvoirs publics et des panacées réformistes, reste le seul espoir des exploités ».

Maynier, du Livre, insiste sur la faible proportion des syndiqués par rapport à l'ensemble des travailleurs et sur le fait que les trois quarts des ouvriers du Livre consultés

Toutefois les socialistes des principales tendances se regroupent en 1901 dans deux organisations : le Parti socialiste français (Jaurès, Briand, Viviani...) et le Parti socialiste de France (Guesde, Vaillant...); le P.O.S.R. d'Allemane ne représente plus grand chose alors.

28. Les interventions de Legien, au nom de la majorité, et de Briand, au nom de la minorité de la 12e Commission figurent évidemment dans le compte rendu analytique officiel, mais elles sont plus complètes dans le *Compte rendu sténographique non officiel de la version française du Ve congrès socialiste international...* publié par les *Cahiers de la Quinzaine* en août 1901 (16e Cahier de la 2e série, pp. 199-206).

ont repoussé la grève générale. Bourchet, au nom de la Commission, propose au contraire de profiter de la grève que les mineurs doivent déclencher en novembre pour proclamer la grève générale. Sa motion est adoptée par 355 voix contre 41 et 85 abstentions.

Aussi le Comité de propagande de la grève générale, dont H. Girard a été réélu secrétaire, demande-t-il à tous les travailleurs de soutenir la grève des mineurs par leur propre grève. En fait, la grève des mineurs fut elle-même un fiasco, elle ne s'étendit même pas à l'ensemble de la corporation. Et le mouvement avorta.

D'autre part, le congrès de Lyon, estimant acquis le caractère révolutionnaire de la grève générale et son issue victorieuse, avait décidé d'étudier lors du prochain congrès les problèmes de la production, de la circulation et de la répartition des produits après la grève générale, assimilée à la révolution sociale elle-même. Un questionnaire est envoyé par le Comité confédéral aux organisations ouvrières. *La Voix du Peuple* participe à l'enquête.

Au congrès suivant, le rapport de Bourchet sur cette enquête ne soulève pas de discussion. Par ailleurs, cet important congrès de Montpellier (22 au 27 septembre 1902) — qui décida l'unification définitive des Bourses du Travail et des Fédérations d'industrie ou de métier au sein de la C.G.T. — nous intéresse à un autre titre : l'ancienne Commission de propagande est transformée en « Commission des grèves et de la grève générale »; elle devient une des trois commissions permanentes de la C.G.T., et les articles 15 à 18 des nouveaux statuts sont consacrés à ses attributions et à son fonctionnement. L'article 16 dit notamment qu'elle « a pour objet d'étudier les mouvements de grève dans tous les pays », qu'elle « s'efforce, en outre, de faire toute la propagande utile pour faire pénétrer dans l'esprit des travailleurs organisés la nécessité de la grève générale ».

La disparition d'Henri Girard.

Henri Girard n'assista pas à cette transformation, il était mort le 30 mai 1902. Latapie, qui le remplace, fait son éloge dans le rapport qu'il présente au congrès de Montpel-

lier : « ... notre dévoué et regretté camarade Girard, secrétaire du Comité, rongé par la maladie, faisait des efforts surhumains pour que la propagande de la grève générale — idée qui lui était chère — puisse profiter des renseignements narrés plus haut.

« Malheureusement le mal le terrassa; le vendredi 30 mai, une congestion cérébrale l'enleva à l'affection des siens et à l'amitié de la pléiade de militants sincères qui le portait en estime. Rarement, la vie d'un militant a été aussi active, probe et droite que celle d'Henri Girard.

« [...] Comme l'ont dit les camarades qui ont prononcé des paroles d'adieu sur sa tombe, Henri Girard était l'apôtre de la grève générale. »

Un apôtre de la grève générale ? Eh oui ! comme les trois mousquetaires, les apôtres de la grève générale étaient quatre : Tortelier, Pelloutier, Briand et Girard.

La Petite République socialiste datée du 2 juin écrit : « Un des plus ardents propagandistes de l'action syndicale, le citoyen Henri Girard, vient de mourir. L'Union fédérale des ouvriers métallurgistes, le Comité fédéral de cette organisation, l'Union du bronze, le syndicat des ferblantiers ornemanistes, le Comité fédéral des Bourses du Travail, le Comité confédéral, *la Voix du Peuple,* le Comité de propagande de la grève générale nous ont fait parvenir des ordres du jour rendant hommage à la mémoire de ce militant et convoquant les membres de leur organisation à assister aux obsèques. »

La Voix du peuple, qui rend compte des obsèques, dit qu'il y eut un millier de personnes au départ de la maison mortuaire (avenue Parmentier); au cimetière de Pantin, des discours furent prononcés sur la tombe par Griffuelhes, pour *la Voix du Peuple,* par Robert, pour le Comité confédéral, et par Briat, pour l'Union des métallurgistes [29]. Voici l'éloge funèbre rendu par l'organe officiel de la C.G.T. : « La semaine dernière a vu la disparition d'un bon militant syndicaliste, d'un vaillant camarade : Henri Girard.

« ... L'an dernier notre ami était gérant de *la Voix du Peuple* et on n'a pas oublié qu'il y a trois semaines il

29. Un rapport de police y ajoute le vieux Faberot, qui fut en 1893 élu député du P.O.S.R. dans le XIe et s'y présenta sans succès en 1898, 1901 et 1902 (les deux dernières fois contre Allemane).

comparaissait à Bourges, pour un article prétendu diffamatoire envers un patron de Fourchambault. Son attitude au tribunal fut celle d'un convaincu qu'aucune responsabilité n'apeure.

« Il y a quelques années Girard était membre du P.O.S.R. Mais peu à peu il s'en était détaché pour se consacrer entièrement à la propagande syndicale. Il fut, en quelque sorte, la personnification de la grève générale. Depuis que le Comité de propagande de la grève générale a été fondé, il en est resté l'actif secrétaire et ne marchandait ni son temps, ni sa peine quand il s'agissait de répandre les idées d'émancipation sociale.

« Dès son jeune âge il s'affilia au syndicat de sa corporation et il en resta toujours un militant. Il était membre du Comité fédéral de la Métallurgie et ne bornait pas à cela son activité. Délégué au Comité fédéral des Bourses et délégué au Comité confédéral, il était un infatigable propagandiste » [30].

Un apôtre nommé Judas.

Il me faut compléter le portrait de celui qui pendant dix ans, de 1893 à 1902, fut le spécialiste, l'« apôtre » de la grève générale et mettre en lumière son vrai visage. J'ai utilisé pour cela les archives de police, dont le propre dossier de Girard à la Préfecture [31].

Girard, Henri, Clément est né à Paris le 11 juin 1850. Son père et sa mère tenaient chacun un restaurant. Deux rapports de police, faits à la veille du congrès de Nantes, disent, l'un, qu'il n'avait qu'une instruction rudimentaire, l'autre, qu'il s'adonne au jeu, à la boisson et qu'il est « coureur de femmes ».

Il semble qu'il ait bâti sa carrière syndicale et politique uniquement sur la propagande de la grève générale, à partir de 1893. Il travaillait alors depuis dix ans chez un fabricant d'articles de ferblanterie; payé aux pièces, il se faisait environ 8 francs par jour — ce qui était une assez bonne paie, mais il était marié et avait 4 enfants; il changeait

30. *La Voix du Peuple,* n° 82, 8 juin 1902.
31. Arch. de la Préfecture de police, B.A/1095 (ex-dossier 328 585).

assez fréquemment de domicile, laissant parfois des dettes au précédent.

Au début de 1893 il était membre de la Commission administrative de la Chambre syndicale des Tourneurs-Repousseurs sur métaux. Délégué par son syndicat au congrès corporatif de Paris, en juillet 1893, il fut élu au Comité d'organisation de la grève générale et en devint vite, on l'a vu, le secrétaire. Le rapport du 25 août qui relate ces faits au préfet de Police, Lépine, porte une assez surprenante mention de celui-ci — ou d'un autre haut fonctionnaire : « Ne rien faire au sujet de ce Girard sans m'en parler. »

Et les rapports suivants énumèrent son activité et ses promotions successives :

— en septembre il est mandaté par la Bourse du Travail de Dijon au Comité fédéral des Bourses;

— en avril 1894, il est désigné au Comité d'organisation du 1er Mai;

— en juillet, il rapporte au congrès de Dijon du P.O.S.R., auquel il semble n'avoir adhéré qu'en juin;

— en septembre, il demande son admission à l'Ordre des Chevaliers du Travail [32] (Pelloutier et Briand n'y adhéreront que l'année suivante);

— le même mois, il participe au congrès de Nantes qui aboutit à la rupture avec les guesdistes; s'il le fit sans brio, rappelons toutefois que c'est lui qui présenta le rapport en faveur de la grève générale;

— en juillet 1895, il est élu trésorier du Comité fédéral des Bourses (il occupera ce poste presque sans arrêt jusqu'en 1900);

— en septembre, au congrès de Limoges, il plaide pour le maintien du Comité de la grève générale au sein de la C.G.T. et est élu membre de la Commission provisoire qui dirige la nouvelle centrale syndicale (à l'issue des congrès suivants, il sera toujours réélu secrétaire du Comité d'organisation — puis de propagande — de la grève générale);

— en décembre, il remplace Capjuzan comme gérant du journal *La Grève générale* (mais cet organe cesse alors de paraître jusqu'en 1899);

32. Il semble alors intéressé par les sociétés secrètes et les procédés conspiratifs; une curieuse lettre du 27 août, dont copie figure à son dossier, donne au Directeur de la Sûreté générale des renseignements sur un procédé d'écriture invisible.

— en août 1897, il devient membre du Comité fédéral de la Métallurgie et sera délégué le mois suivant au congrès national de cette fédération;

— au début de 1899, il aurait été délégué au « Secrétariat général » du Parti allemaniste (en 1896, il avait rompu avec Faillet et ses amis lorsqu'ils avaient fondé l'Alliance communiste);

— en 1901, il devient pour quelques mois gérant de *la Voix du Peuple;* à la fin de la même année, il est non seulement membre (secrétaire) de la « Commission des grèves et de la grève générale », mais aussi membre de la « Commission du journal » de la C.G.T.

Voilà quel était apparemment le militant ouvrier exemplaire qui venait de mourir en mai 1902, après dix années d'activité consacrées surtout à la grève générale.

Il y a pourtant un fait de sa vie militante sur lequel il n'y a pas de rapport dans ce dossier de la préfecture de Police : sa participation au congrès international de Londres, fin juillet 1896. Elle se trouve attestée dans le dossier consacré à ce congrès qui a été versé par le ministère de l'Intérieur aux Archives nationales [33]. Mais, malheureusement pour la mémoire de « l'apôtre de la grève générale », une lettre du 18 août au Directeur de la Sûreté générale et la pièce qui y est jointe (une liste des délégués français, imprimée par les organisateurs anglais) nous apprennent que l'indicateur de police « Pasteur » et Henri Girard ne font qu'un. Je préfère reproduire ici ces deux pièces accusatrices, puisque, circonstance exceptionnelle, il s'agit des originaux. On peut voir que « Pasteur » justifie sa présence à Londres en renvoyant à son « contrandu » (*sic*) et en cochant le nom de Girard sur la liste des présents; il précise en face : « la preuve que je me suis rendu à Londres au congrès ». Effectivement il adressa de Londres des rapports quotidiens à sa femme, que celle-ci réexpédiait aussitôt à la Sûreté [34].

33. Série F7, carton 12 494.

34. Maurice Dommanget, à qui j'avais fait part de cette découverte, est amené par ses propres recherches et recoupements à identifier Girard non seulement à « Pasteur » mais aussi à « Boudin » autre informateur bien placé (*La Chevalerie du Travail française,* pp. 100-101).

Paris le 18 Août 1896

Monsieur le Directeur

Je regrette que vous avez eu des doutes sur moi au sujet du Congrès de Londres.
Je suis parti de Paris par la gare St-Lazare le samedi soir 25 juillet à 9 heures et je suis monté dans le même train avec les nommés Pouget rédacteur de la Sociale, Simon anarchiste de Lyon, Steens qui est employé dans les Bureaux de la Gare St-Lazare et qui avait un permit de ch. de fer ex... Arrivés à Londres nous sommes aller chez Malatesta anarchiste dont je vous ais envoyer l'adresse qui demeure chez M^r E Defendi. 112, High Street, Islington. London. et j'ai logé à l'hôtel Piémonté, 19 Frith Street, Soho, London, W. comme étant dans la même chambre que Lavaud Secrétaire générale du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire allemaniste et les deux Frères Guérard habitaient la chambre 14 dans le même hôtel, je n'ai pu refusé l'offre qu'ils mavaient faite de rester dans la même Hotel qu'eux. C'est pourquoi pour éviter tout soupçon étant continuellement avec moi j'et obligé de les envoyer à ma femme avec l'ordre de vous les expiediez de suite ce qui à causé probablement les retards mais vous verrez que dans le contrandu de ce qui c'est passé dans la Section Française je n'ai rien negligé pour prendre des notes. en surplut vous avez qu'a écrire au Commissaire Spécial quand nous somme débarquez du bateau a Dieppe il ma demandé mon nom et mon adresse,

votre Serviteur Pasteur

Paris le 18 Août 1896

Monsieur le Directeur

Je regrette que vous ayez eu des doutes sur moi au sujet du voyage de Londres.
Je suis parti de Paris par la gare St Lazare le samedi soir 25 juillet à 7 heures et je suis monté dans le même train avec les nommés Jaugeat, rédacteur de la Sociale, Simon anarchiste de Lyon Steens qui est employé dans les Bureaux de la gare St Lazare et qui avait un permis de chemin de fer. en arrivant à Londres nous sommes allés chez Malatesta anarchiste dont je vous ai envoyé l'adresse. qui demeure chez Mr Islington E Defendi 111. High Street, Islington. London.
et j'ai logé à l'hôtel Piemonte. 19 Frith Street, Soho, London, W. comme étant dans la même chambre que Lavaud Secrétaire général du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire Allemanniste et les deux Frères Gueriaud habitaient la chambre 14 dans le même hôtel, je n'ai pu refuser l'offre qu'ils m'avaient faite de rester dans la même Hôtel qu'eux. c'est pourquoi pour éviter tout soupçon étant continuellement avec moi j'ai été obligé de les envoyer à ma femme avec l'ordre de vous les expédier de suite. ce qui a été probablement fait certainement mais vous verrez que dans le contrôle de ce qui s'est passé dans la Section Française je n'ai rien négligé pour prendre des notes. En outre vous avez pu à votre arrivée au Commissaire Spécial quand vous êtes débarqués du bateau à Dieppe il m'a demandé mon nom et mon adresse,

Votre Serviteur Vallery

LISTE DES MEMBRES DE LA DÉLÉGATION REGULIÈRE FRANCAISE.

DELEGUES.	ORGANISATIONS.	NOMBRE DE MANDATES.
Agresti	Cercle du Travail de Morez (Jura)	1
Allemane (Jean) ...	Parti Ouvrier Socialiste Revolutionnaire, Fédération du Centre	5
Argyriadès	Comité Révolutionnaire Central	3
Banham	Bourse du Travail d'Angoulême	1
Boicervoise (L) ..	Ligue intransigeante Socialiste	2
Bouanchaud	Union des Syndicats de la Seine	3
Fontaine	Comité Socialiste Independant des Ouvriers Tailleurs de la Seine	1
Gallan	Bourse du Travail de Cognac	1
Genty	Secretariat National du Travail de France	2
Girard	Union Syndicate des Ouvriers du Bronze (Paris)	4
Goursand	Chambre Syndicat Ouvrière des Cucherons d'Indre et Loire ..	2
Grave (J.)	Syndicat Ouvrier des Métallurgistes d'Amiens	1
Gros	Union des Chambres Syndicates Ouvrières des Bouches du Rhône	1
Groussier	Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire (Groupe Central du X. Arrondissement de Paris)..	—
Guérard (Eugène) ..	Syndicat National des Travailleurs des Chemins de Fer Francais..	7
Guérard (Ferdinand)..	Bourse du Travail d'Amiens..	5
Guérineau	Chambre Syndicate des Ouvriers polisseurs sur métaux de Paris..	1
Guyon	Comité d'Organisation de la Grève Générale (Paris)	1
Hamon (A)	Bourse du Travail de Nantes	2
Jerrold (L)	Groupe l'Art Social, Paris	1
Keufer	Fédération Francaise des Travailleurs du Livre	2

le premier que je me suis rendu à Londres mon Congrès

Le dernier « baroud » de Briand en faveur de la grève générale.

Au moment du congrès d'unité de Montpellier, donc, Pelloutier est mort depuis 18 mois et Girard depuis 4 mois. Que va devenir l'idée de grève générale ? et que va faire pour elle le dernier « mousquetaire », Briand, député socialiste depuis 1902, avant de devenir ministre (mars 1906) et de renier ses « convictions » ? Il se livrera en sa faveur à ce qu'on serait tenté d'appeler un « baroud d'honneur ».

En effet, Briand n'aura plus qu'une fois l'occasion d'exercer ses talents de propagandiste de la grève générale : au VIe congrès socialiste d'Amsterdam (14-20 août 1904), en des circonstances qui rappellent un peu sa fameuse intervention de 1899. Ce congrès international devait discuter de l'unification des Partis socialistes en France; or le Parti socialiste de France venait de voir ses deux leaders s'affronter sur la question de la grève générale à leur congrès de Lille (9-11 août). Guesde est allé jusqu'à déclarer : « La phrase grève-généraliste fait plus de mal au socialisme que le ministérialisme »; Vaillant a redit : « Nous devons combattre la grève générale en tant que panacée; nous ne pouvons la considérer ni comme le moyen unique ni comme le moyen principal mais nous devons la déclarer un des moyens révolutionnaires possibles ». Les guesdistes durent finalement se rallier à une motion de compromis admettant dans un de ses considérants « qu'une grève plus ou moins étendue ou générale peut, l'organisation ouvrière et les circonstances aidant, déterminer une explosion révolutionnaire... » Cette résolution sera proposée par le Parti au congrès d'Amsterdam.

C'est dans ces conditions que Briand intervient le 18 août sur la question de la grève générale avant que ne vienne en discussion la question de l'unité. Allemane a déposé un projet de résolution demandant en conclusion « la mise à l'étude de l'organisation rationnelle et méthodique de la grève générale internationale qui, sans être le moyen unique de révolution, constitue une arme d'émancipation... » Briand insiste sur l'importance de l'arme que constitue la grève

générale dans la lutte de classes; c'est un instrument précieux qu'il s'agisse de réformes, de défense des libertés démocratiques ou de la Révolution; il appelle à voter la résolution du P.O.S.R. « qui est énergiquement favorable à l'idée de la grève générale, à son organisation, mais en demande l'étude méthodique » [35]. Cette résolution n'obtient que 8 voix, celle du Parti socialiste de France 3, et finalement c'est celle présentée par Henriette Roland-Holst, au nom de la majorité de la Commission, qui est adoptée par 36 voix contre 4 et 3 abstentions. Il faut d'ailleurs remarquer que cette résolution fait une distinction nouvelle [36]. Elle invite les ouvriers à ne pas « se laisser influencer par la propagande pour la « grève générale » dont se servent les anarchistes pour détourner les ouvriers de la lutte véritable et incessante, c'est-à-dire de l'action politique, syndicale et coopérative », mais, en même temps, à « augmenter leur puissance et à raffermir leur unité en développant leurs organisations de classe, puisque de ces conditions dépendra le succès de la grève politique, si celle-ci, un jour, se trouvait être nécessaire et utile » [37].

Cependant les manœuvres et les divisions n'empêcheront pas deux jours après Renaudel, au nom du Parti socialiste français, et Vaillant, au nom du Parti socialiste de France, de s'engager à réaliser l'unité [38].

35. D'après le compte rendu analytique : *Sixième Congrès international tenu à Amsterdam du 14 au 20 août 1904*, Bruxelles, 1904, pp. 53-55.

36. C'est sans doute une concession à la thèse soutenue par Rosa Luxembourg en faveur de la grève politique de masses dans la *Neue Zeit* en 1902, contre Vandervelde et la social-démocratie allemande; les dirigeants opportunistes de la IIe Internationale en critiquant la grève générale s'opposaient en fait à toute action révolutionnaire.

37. Cette résolution, ainsi que le rapport défendu par H. Roland-Holst et un abrégé des débats en commission et au congrès ont été publiés dans *Le Mouvement socialiste*, n° 140, 15 septembre 1904, pp. 539-562. Le même rapport du Parti hollandais et celui du P.O.S.R. figurent in-extenso dans *Congrès socialiste international d'Amsterdam des 14-20 août 1904. Rapports et projets de résolutions sur les questions à l'ordre du jour...*, Bruxelles, 1904, pp. 91 119.

38. Le Parti socialiste unifié sortira effectivement du Congrès de Paris, 23-25 avril 1905.

CHAPITRE IV

LA GRÈVE GÉNÉRALE, TRIOMPHANTE DANS LES ESPRITS, S'AVÈRE IMPUISSANTE DANS LES FAITS (1905-1914)

Côté syndical, la grève générale connaîtra encore des interprétations diverses et des tentatives de réalisation malheureuses — parfois sanglantes — mais l'idée en semble acceptée par la majorité des militants, ainsi qu'en témoignent les actes officiels de la C.G.T. et la presse syndicale [1]. C'est aussi l'époque où de jeunes intellectuels bourgeois vont, autour de la revue *Le Mouvement socialiste,* de Hubert Lagardelle, se poser en théoriciens du « syndicalisme révolutionnaire » et de la grève générale [2]. Charles Guieysse, animateur des Universités populaires, montre les racines que l'idée a poussées dans les masses : « La grève générale est peut-être un mythe, mais le mythe où se fixe et se matérialise la pensée populaire sous la forme qu'elle prend aujourd'hui » [3].

Plusieurs années après, M. Leroy pourra encore écrire à ce sujet : « La grève générale, si elle se présente comme

1. Signalons les réponses à l'enquête internationale entreprise par *Le Mouvement socialiste* (juin à septembre 1904). H. LAGARDELLE les a publiées en volume sous le titre *La grève générale et le socialisme*, Paris, 1905.

2. Voir par exemple : *Réflexions sur la violence* par G. SOREL, Paris, 1908, *Les nouveaux aspects du socialisme* par Ed. BERTH, Paris, 1908. Cf. le dernier chapitre (« Un théoricien de la grève générale : Georges Sorel ») du diplôme de Colette Chambelland, pp. 169 à 184.

3. *Une idée ouvrière : la grève générale, in Pages Libres,* 17 septembre 1904.

un espoir, une croyance, c'est comme une croyance pratique née au cœur même de l'action économique et ne perdant jamais contact avec elle » [4].

On assiste d'ailleurs à une évolution de la conception même de la grève générale et de ses rapports avec l'activité syndicale plus générale. Elle est évidente dans les écrits de l'homme qui a pris en main la direction de la C.G.T. en 1901, qui lui communiquera l'impulsion que Pelloutier avait su donner à la Fédération des Bourses, et qui symbolise le syndicalisme révolutionnaire d'alors : Victor Griffuelhes.

Nous avons cité dans l'introduction la définition donnée par le secrétaire confédéral en réponse à l'enquête du *Mouvement socialiste,* en 1904. Dans le même texte, il répétait que « la grève apparaît de plus en plus comme un puissant outil pour la lutte ouvrière ».

Remarquons ici que, dans cette réponse donnée à la veille du congrès socialiste de Lille, il critique assez durement les guesdistes pour leur dogmatisme à l'égard de la grève générale : « ... que des lutteurs du mouvement social s'obstinent à ne pas croire à sa possibilité, voilà qui est faire montre d'un réel aveuglement, préparant à ceux qui en sont victimes, de cruelles déceptions.

« Si je ne me trompe, cette enquête a pour but, non de faire œuvre de vulgarisation, mais de vaincre des résistances et des appréhensions, ou de dissiper des erreurs.

« On conviendra qu'il est difficile, sinon impossible, de convaincre des socialistes qui ont, à mon sens, le grave tort de vouloir vivre une époque disparue, tant il est vrai que les faits évoluent avec une plus grande célérité que les cerveaux humains.

« A un moment donné, on formule un dogme, et on croit aisément que les hommes, en se mouvant, ont toujours présentes à l'esprit les « vérités » proclamées pour s'en inspirer; on est persuadé que les événements vont leur train, suivant le tracé défini en vertu d'une orthodoxie rigoureuse et étroite. Puis les faits passent, les hommes se succèdent, et on assiste étonné — on pourrait dire naïf — au bouleversement de ces formules que, bien intentionné, on a créées. On ne se rend pas compte de la transformation qui s'est opérée et, durant que les autres marchent et s'agi-

4. *La coutume ouvrière,* p. 548.

tent, on reste sur place, l'œil obstinément fixé sur le dogme, l'esprit toujours porté sur la même préoccupation : la formule établie » [5].

Cette « ingérence » syndicale a certainement influé sur les débats et la résolution dont nous avons parlé plus haut [6].

De puissants mouvements de grève, mais pas la grève générale.

Le congrès de Bourges de la C.G.T. (12 au 20 septembre 1904) préconise une vaste campagne « afin qu'au 1er mai 1906, aucun ouvrier ne consente à travailler plus de huit heures par jour ». Une Commission spéciale dirigera cette campagne. Pour ne pas gaspiller les forces et les ressources, la Commission de la grève générale est mise en veilleuse.

Malgré les efforts déployés par la nouvelle commission, dirigée par P. Delesalle, la grève du 1er mai 1906, bien qu'étendue, n'est pas un succès : la limitation de la journée à huit heures n'est pas obtenue à la date avancée; cependant le repos hebdomadaire sera institué légalement en juillet 1906; d'autre part cette campagne provoque un intense mouvement revendicatif.

Le congrès suivant (Amiens, octobre 1906) adopte unanimement, sur proposition de P. Delesalle, la création d'une « Commission de propagande des huit heures et de la grève générale » dont le domaine d'activité s'étend de la grève corporative à la grève générale, c'est-à-dire à la révolution.

Ce congrès est surtout célèbre par la résolution confirmant l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis (« Charte d'Amiens »); or ce texte précise ensuite que la lutte économique « n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale... »

5. Reproduit dans *L'Action syndicaliste,* Paris, 1908, p. 28.
6. La C.G.T. groupe alors 53 Fédérations ou syndicats nationaux et 110 Bourses du Travail, le tout rassemblant près de 200 000 adhérents dans 1 800 syndicats; sa puissance a triplé depuis 1900 et elle est en pleine expansion.

A la fin du mois, Clemenceau devient président du Conseil; deux « socialistes indépendants », Briand et Viviani, font partie de son ministère. Pendant près de trois ans, Clemenceau va utiliser de pair la séduction et la répression à l'égard des organisations syndicales et des mouvements grévistes, comme il l'avait déjà fait à Courrières (mars-mai 1906), étant ministre de l'Intérieur du précédent Cabinet. Contentons-nous de rappeler quelques grèves parmi les plus spectaculaires ou les plus dures de cette époque : Grenoble, Fougères, Paris (électriciens), Nantes, Raon-l'Etape, Draveil et Villeneuve-Saint-Georges.

Ces dernières localités de la banlieue parisienne évoquent des événements qui touchent de plus près à notre sujet : la grève dans les sablières de Draveil-Vigneux durait depuis deux mois lorsque la Fédération du Bâtiment décida une « grève générale de 24 heures » et une manifestation des ouvriers du bâtiment à Draveil le 30 juillet 1908; la cavalerie chargea le cortège d'abord à Vigneux puis à Villeneuve, où elle fit plusieurs morts et près de 200 blessés; de nombreux manifestants furent emprisonnés [7]. La C.G.T. décide alors la grève générale pour le 3 août; Clemenceau fait arrêter dès le 1er les principaux dirigeants confédéraux; d'autres militants les suppléent aussitôt, mais la C.G.T. s'avère incapable de mener à bien son mot d'ordre de grève.

Un mois avant, alors que ses dirigeants n'étaient pas arrêtés, la grève générale avait déjà été projetée sans pouvoir être réalisée : une réunion organisée le 1er juillet à

7. Les historiens s'accordent à dire que Clemenceau a utilisé dans cette affaire un provocateur, démasqué plus tard : Métivier. Cependant R. Péricat, dans des souvenirs manuscrits que j'ai eus entre les mains, revendique pour la Fédération du Bâtiment, dont il était alors secrétaire, la responsabilité de « ce magnifique mouvement de solidarité ouvrière »; il nie que Métivier ait influé sur leur décision. Il n'en reste pas moins que Métivier, du Syndicat des Biscuitiers, se mit au service de la Police, après avoir rencontré Clemenceau en mai 1908, et que son activité auprès des grévistes tout le mois de juillet ne fut pas sans effet sur les carriers et sur les autres militants du Bâtiment — en dépit de l'opposition des dirigeants confédéraux (dont Griffuelhes) non à la grève mais à la manifestation dans une banlieue lointaine (voir, par exemple : R. de MARMANDE, *L'Intrigue florentine*, Paris, 1922).

Jacques JULLIARD a publié depuis sur ces événements *Clemenceau briseur de grèves*, Coll. Archives, Julliard, Paris, 1965.

Belleville par la C.G.T., dans ce but, fut troublée par les anarchistes individualistes, et rien ne put être décidé concernant la grève générale envisagée. Libertad était peut-être très fort dans son genre, mais la C.G.T. ne l'était pas assez pour faire respecter ses réunions dans un quartier populaire [8]. Comment la confédération aurait-elle pu ordonner, avec des chances de succès, le déclenchement de la grève générale ?

Cependant, déjà en avril, Griffuelhes avait mis en garde ceux qui attendaient la grève générale comme d'autres attendent le Messie; il avait raillé cette époque « romantique » du syndicalisme — à laquelle il avait pris part : « Une grève imprévue pouvait entraîner la révolution. Cette croyance admise, il fallait s'employer pour que toute grève pût provoquer une grève générale. On n'y manquait pas, sans toutefois réussir. [...] Le jour n'est pas loin où tous les militants reconnaîtront que la véritable action révolutionnaire est celle qui, pratiquée chaque jour, accroît et augmente la valeur révolutionnaire du prolétariat. La grève, maniée par une classe ouvrière rendue forte par ses luttes, grâce à des syndicats puissants et agissants, peut davantage que tout le contenu des bibliothèques; elle éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée » [9].

Clemenceau et son successeur Briand auront encore affaire à d'autres catégories de travailleurs en lutte pour leur droit syndical ou leurs salaires : instituteurs (1907), postiers (1909) et surtout cheminots (1910) [10].

Pour ces deux derniers mouvements, le terme grève générale sera employé, mais c'est à peine si ces grèves s'étendront à toute la profession. Il était encore bien moins possible de les étendre aux autres grandes corporations.

8. Un rapport de police de « Finot », du 2 juillet 1908, dit que cette réunion « a misérablement échoué du fait de Libertad qui — il faut le reconnaître — a joué son rôle avec habileté et énergie » (Archives Préf. police B-A/1 602).

9. *Romantisme révolutionnaire* in *L'Action directe,* 23 avril 1908.

10. Bien entendu les syndicalistes ne manquent pas de rappeler à Briand son attitude favorable à la grève générale; leur presse, leurs tracts et affiches citent les passages les plus caractéristiques de son fameux discours de 1899; il est même chansonné à ce sujet, notamment par MONTÉHUS en 1909 (*La Victoire sociale*) et par Alphonse GALLAIS en 1910 (*Briand l'a dit*).

Donc, sur le plan économique, revendicatif, le mouvement ouvrier ne put réaliser son désir : briser la résistance patronale et gouvernementale en décrétant simplement la grève générale.

Est-ce un signe des temps ? c'est au moment où la C.G.T. ne parvient pas à réaliser la grève générale que celle-ci est le sujet d'une « Utopie » : deux dirigeants de la C.G.T., dans une anticipation sociale, racontent comment la Révolution vient d'être accomplie en France, justement grâce à la grève générale, et comment elle résout ses premiers problèmes [11].

Peu après, alors qu'il y a crise au sein de la C.G.T., Griffuelhes insiste sur la réalité et la valeur de la grève générale : « Est-elle une utopie, un rêve ? Bien fou qui l'affirmerait encore en présence des nombreux mouvements qui partout se produisent. L'insuccès de ces mouvements n'est pas un argument ni la justification d'une opposition quelconque [...] Et ce sont ces progrès qui font éclater la force créatrice de la grève générale et font entrevoir son explosion comme un aboutissant de nos luttes et de nos actions » [12].

Répondre à la guerre par la grève générale et l'insurrection.

Cependant, même si cela peut paraître surprenant, la foi en l'efficacité de la grève générale continue à habiter les militants syndicaux — et socialistes — puisqu'ils envisagent de l'utiliser comme arme politique contre les menaces de guerre qui ne cessent de croître et de se préciser depuis 1905.

Aucun congrès ouvrier socialiste, français ou international, n'avait retenu l'idée d'utiliser la grève générale « dans le cas où une guerre viendrait à éclater » depuis 1868 (Congrès de Bruxelles de l'A.I.T.) — décision qui ne suffit pas à empêcher la guerre franco-allemande de 1870.

11. E. PATAUD et E. POUGET, *Comment nous ferons la Révolution,* Paris, s.d. [1909]. Les auteurs avaient voulu intituler leur volume : *Comment nous avons fait la révolution...*

12. *Le Syndicalisme révolutionnaire,* Paris, 1909, pp. 22-24.

AFFICHE DE LA C.G.T.
apposée à Paris en juillet 1908.

L'Appel de la Classe

LA VOIX DU PEUPLE

Journal Syndicaliste paraissant le Dimanche

Organe de la Confédération Générale du Travail

TARIF DES ABONNEMENTS :

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

Le dragon à Raon-l'Etape.

Son retour à Villeneuve.

Jean : "Comment dire au père, quand je serai de retour, que j'ai tiré sur des ouvriers...!

La mère : " Ton père !...mon pauvre Jean, les dragons viennent de le tuer !"

LA VOIX DU PEUPLE

Hebdomadaire de la C.G.T., n° de septembre 1908

Le dessinateur Louis Grandjouan flétrit les fusillades de Raon-l'Etape et de Villeneuve-Saint-Georges.

Les congrès de la IIe Internationale avaient toujours repoussé cette idée que Domela Nieuwenhuis avait préconisée en 1891 et 1893, comme nous l'avons vu. Si quelques militants syndicaux et socialistes français l'avaient parfois soutenue, elle n'avait été adoptée par aucun congrès ouvrier en France avant 1906 [13].

Les socialistes et la lutte contre la guerre.

Au congrès de Limoges (novembre 1906), une motion Vaillant-Jaurès, préconisant « la grève générale et l'insurrection » parmi les moyens de s'opposer à la guerre, est adoptée (alors que les motions de Guesde et de Hervé sont repoussées).

Au congrès suivant (Nancy, août 1907), on retrouve les mêmes divergences et, après un vif débat, la résolution de Limoges se trouve confirmée. Ce congrès est surtout célèbre pour la polémique qui opposa J. Guesde à H. Lagardelle et Ed. Vaillant sur les rapports entre la C.G.T. et le Parti; la motion soutenue par les deux derniers en faveur de l'autonomie des deux organisations fut votée à une petite majorité; elle reconnaît, d'autre part, les vertus de la grève générale : « Le congrès, convaincu que la classe ouvrière ne pourra s'affranchir pleinement que par la force combinée de l'action politique et de l'action syndicale, par le syndicalisme allant jusqu'à la grève générale et par la conquête de tout le pouvoir politique en vue de l'expropriation générale du capitalisme » [14].

13. On trouve toutefois une manifestation — isolée croyons-nous — de cette idée dans ce passage d'un Manifeste que près de 300 organisations syndicales françaises adressèrent en juin 1901 aux travailleurs de Grande-Bretagne : « [Quel gouvernement] oserait se lancer dans si sanglante aventure s'il pouvait redouter que, d'un commun accord, les travailleurs intéressés dans le conflit répondissent à la déclaration de guerre par la proclamation de la grève générale ? » (voir *Le Prolétariat contre la guerre et les trois ans,* brochure éditée par la C.G.T. en 1913, p. 10).

14. Dans son discours, Vaillant s'était appuyé sur l'exemple de la révolution russe de 1905 « où la grève générale, expression du soulèvement populaire, a frappé la classe capitaliste en même temps que l'autocratisme tsarien » : « Et les faits ont

Ces deux questions seront également traitées quelques jours après au VIIe congrès socialiste international (Stuttgart, août 1907).

La résolution de Nancy sur « les rapports entre Partis et Syndicats » est proposée par la majorité française mais critiquée notamment par Kautsky et Legien; toutefois remarquons que s'ils rejettent la grève générale comme arme syndicale, économique, ils admettent à présent qu'elle peut être une arme politique [15].

« Le militarisme et les conflits internationaux » avait été inscrit à la demande des Français et, parmi les projets de résolutions déposés, on retrouve les trois textes déjà soumis au congrès de Nancy. Le congrès international ne départage pas les socialistes français en adoptant l'un de ces textes [16] : finalement il vote une résolution élaborée par une sous-commission qui a refondu les propositions Vaillant-Jaurès dans le texte de Bebel, en y adjoignant l'amendement Luxembourg-Lénine-Martov [17]. Il s'agit pourtant là

démontré que la grève, qui est d'abord celle des bras croisés, ne tarde pas, si les circonstances économiques et politiques la développent, la généralisent, à devenir la grève révolutionnaire, c'est-à-dire ce que l'on peut, dans ses aboutissants appeler du nom que l'on voudra, révolution, insurrection, etc., qui peut être défaite, mais qui, un jour pourra être et sera victorieuse, quand les conditions sociales de cette victoire seront réalisées et à la condition, nécessaire aussi, que le prolétariat syndicalement et politiquement organisé entrera résolument dans cette voie en reconnaissant la valeur de cette arme, d'autant plus formidable qu'une organisation plus forte et mieux préparée la maniera. » (Compte rendu sténographique, p. 513.)

15. Ni l'un ni l'autre n'essaieront de l'utiliser comme telle en août 1914, malgré les décisions des congrès contre la guerre, mais Legien — le vieil adversaire de la grève générale — y aura recours en mars 1920 pour briser victorieusement la tentative de coup d'Etat de Kapp et de Lüttwitz contre la République de Weimar.

16. Bebel critiqua non seulement la motion de Hervé mais aussi celle de Vaillant, adoptée à Nancy; Vaillant insista alors sur les différences entre ces deux thèses.

17. Cet amendement bien connu correspond aux deux derniers alinéas de la résolution adoptée :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les Parlements avec l'aide du Bureau International, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur

d'un texte de compromis : le compte rendu analytique permet de voir combien les positions des uns et des autres sont éloignées et aussi que le nationalisme des diverses sections de l'Internationale se manifeste déjà au cours des discussions.

Cependant si l'amendement polono-russe ne préconise pas, comme Vaillant et Jaurès le voulaient, la grève générale ouvrière et l'insurrection, il va « à un certain point de vue, plus loin », comme le dit Rosa Luxembourg, précisant : « En effet, nous pensons que la propagande, en cas de guerre, ne doit pas seulement viser la fin de la guerre, mais également qu'il importe de profiter de ce moment pour hâter la chute de la domination de la classe capitaliste » [18]. Rosa Luxembourg insiste sur les changements survenus depuis les précédents congrès, en particulier sur la révolution russe qui réalisa ce que certains tenaient en 1904 pour utopique. Elle rappelle que même la social-démocratie allemande, dans son congrès d'Iéna en 1905, avait déclaré « que la grève générale, qu'elle avait considérée longtemps comme anarchiste, était un moyen qu'il était possible d'utiliser dans certaines circonstances », ajoutant : « Ce n'était pas l'esprit de Domela Nieuwenhuis, mais le spectre rouge de la révolution russe qui projetait son ombre sur le congrès d'Iéna » [19].

Rappelons ici que Lénine avait fait adopter au IIIe congrès du P.O.S.D. de Russie (Londres, avril 1905) une

paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

18. *VIIe Congrès socialiste international tenu à Stuttgart du 16 au 24 août 1907. Compte rendu analytique...,* Bruxelles, 1908, p. 155.

19. *Ibid.,* p. 154. Rosa Luxembourg avait développé ses idées à la fin de 1906 dans une brochure publiée par la suite en français sous le titre : *La grève en masse, le Parti et les Syndicats,* Gand, 1910 (cette traduction de Bracke-Desrousseaux a été rééditée depuis sous le titre de *Grève de masses, parti et syndicats,* Maspéro, Paris, 1964).

résolution préconisant les grèves politiques de masse avant et pendant l'insurrection armée, comme moyen d'y parvenir et de la faire aboutir [20].

L'année suivante, Lénine avait tiré cet enseignement de la révolution de 1905 : « ...le mouvement de décembre, à Moscou, a montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps; que le mouvement déborde avec une force spontanée, irrésistible, ces cadres trop étroits, donnant naissance à la forme suprême de la lutte : l'insurrection. » [...] « De la grève et des manifestations l'on passe à la construction de barricades isolées. Des barricades isolées, à la construction de barricades en masse et aux batailles de rue contre la troupe. Par-dessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection. Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, acquisition due aux événements de décembre 1905 et faite, comme les précédentes, au prix de sacrifices immenses. De la grève politique générale le mouvement s'est élevé à un degré supérieur » [21].

De son côté Trotsky, qui fut président du Soviet de Pétrograd, a montré l'originalité de ce type de grève : « La principale méthode de lutte appliquée par le Soviet fut la grève politique générale. L'efficacité révolutionnaire de ce genre de grève réside en ceci que, dépassant le capital, elle désorganise le pouvoir gouvernemental. Plus « l'anarchie » qu'elle entraîne est multiple et variée en ses objectifs, plus la grève se rapproche de la victoire. Il y faut cependant une condition indispensable : cette anarchie ne doit pas être suscitée par des moyens anarchiques. La classe qui, en suspendant momentanément tout travail, paralyse l'appareil de production et en même temps l'appareil centralisé du pouvoir, en isolant l'une de l'autre les diverses régions du pays et en créant une ambiance d'incertitude générale, cette classe doit être par elle-même suffisamment organisée pour ne pas tomber première victime de l'anarchie qu'elle aura produite. Dans la mesure où la grève abolit l'organisation gouvernementale existante, l'organisation

20. Cf. *Œuvres,* tome VIII, pp. 370 et 375-376.

21. LÉNINE, *Les enseignements de l'insurrection de Moscou,* in *Prolétari,* 29 août 1906 (*Œuvres,* tome XI, Moscou-Paris, 1966, pp. 170-172).

même de la grève est forcée d'assumer les fonctions gouvernementales » [22].

Il est assez piquant de constater que Malatesta arrive à des conclusions assez voisines au congrès anarchiste international qui se tient à Amsterdam, du 26 au 31 août, juste à la suite du congrès de Stuttgart. Répondant à Monatte qui a fait l'éloge du « syndicalisme révolutionnaire, la doctrine qui fait du syndicat l'organe, et de la grève générale le moyen de la transformation sociale », Malatesta déclare :

« Et maintenant, passons à la grève générale. Pour moi, j'en accepte le principe que je propage tant que je puis depuis des années. La grève générale m'a toujours paru un moyen excellent pour ouvrir la révolution sociale. Toutefois gardons-nous bien de tomber dans l'illusion néfaste qu'avec la grève générale, l'insurrection armée devient une superfétation.

[...] « La grève générale telle qu'on nous la décrit d'avance est une pure utopie. Ou bien l'ouvrier, crevant de faim après trois jours de grève, rentrera à l'atelier, la tête basse, et nous compterons une défaite de plus. Ou bien, il voudra s'emparer des produits de vive force. Qui trouvera-t-il devant lui pour l'en empêcher ? Des soldats, des gendarmes, sinon les bourgeois eux-mêmes, et alors il faudra bien que la question se résolve à coups de fusils et de bombes. Ce sera l'insurrection, et la victoire restera au plus fort.

« Préparons-nous donc à cette insurrection inévitable, au lieu de nous borner à préconiser la grève générale, comme une panacée s'appliquant à tous les maux » [23].

Malatesta signe une motion dans ce sens; elle est adoptée; de même qu'est approuvée une motion d'une orientation assez différente, signée notamment par Monatte et Dunois : « Les anarchistes... déclarent tenir la grève générale expropriatrice pour un remarquable stimulant de l'organisation

22. L. TROTSKY, *1905* (écrit en 1907-1909), Paris 1923, p. 212. Il reviendra encore beaucoup plus tard sur l'importance de la grève générale, comme « un des moyens de lutte les plus révolutionnaires » (*Encore une fois, où va la France ?* fin mars 1935, in *Ecrits, 1928-1940,* tome II, Paris 1958, voir pp. 67 et 73-74.)

23. *Congrès anarchiste tenu à Amsterdam, août 1907. Compte rendu analytique...,* Paris, 1908, pp. 82-83.

et de l'esprit de révolte dans la société actuelle et pour la forme sous laquelle peut s'accomplir l'émancipation du prolétariat.

« La grève générale ne peut être confondue avec la grève générale politique (Politischer Massenstreik) qui n'est autre chose qu'une tentative des politiciens pour détourner la grève générale de ses fins économiques et révolutionnaires.

« Par des grèves généralisées à des localités, à des régions, à des professions entières, on soulèvera progressivement la classe ouvrière et on l'entraînera vers la grève générale expropriatrice qui comprendra la destruction de la société actuelle et l'expropriation des moyens de production et des produits » [24].

En 1908, le Parti socialiste (S.F.I.O.) tient son V[e] congrès national (Toulouse, 15-18 octobre), quelques jours après le congrès syndical de Marseille. Nous sommes en pleine période de répression contre les travailleurs en lutte. Jaurès fait une intervention brillante mais nuancée en faveur de la grève générale, « puissant moyen de revendication et d'action » quand elle est utilisée dans de bonnes conditions. Mais les orateurs sont très partagés et la « motion d'unanimité » qui est votée représente sur ce point un recul par rapport à Nancy.

Les congrès socialistes français suivants, jusqu'à la guerre, ne seront plus guère troublés par la question de la grève générale. Toutefois celle-ci gagne du terrain sur le plan international.

Au VIIIe congrès international, à Copenhague en 1910, l'Anglais Keir Hardie et le Français Edouard Vaillant déposent l'amendement suivant :

« Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.) ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives. »

Il n'est pas rejeté purement et simplement, mais renvoyé pour étude au prochain congrès, qui devait se tenir à Vienne en août 1914... [25].

24. *Ibid.*, pp. 95-96.
25. Voir : Georges HAUPT, *Le congrès manqué. L'Interna-*

Entre temps, la guerre éclate dans les Balkans le 18 octobre 1912 et menace de se généraliser. Le 29 octobre, le Bureau socialiste international convoque les sections nationales en congrès extraordinaire à Bâle pour le 24 novembre; il lance aussi un avertissement solennel aux fauteurs de guerre : « ...que les gouvernants sachent bien qu'il y aurait sans doute péril pour eux de jouer avec le feu. Ce n'est pas impunément qu'ils allumeraient dans toute l'Europe un formidable incendie. »

La S.F.I.O. se réunit hâtivement en congrès extraordinaire le 21 novembre; la résolution précise que si le pays se trouvait engagé dans une guerre malgré les efforts des travailleurs et socialistes de France, ceux-ci « auront le droit de dire bien haut, avec la pleine conscience de leur responsabilité, que jamais ne fut plus justifiée, pour les peuples qu'on tenterait de mettre aux prises, le recours aux moyens révolutionnaires, grève générale et insurrection, afin de prévenir ou d'arrêter le conflit et d'arracher le pouvoir aux classes dirigeantes qui auraient déchaîné la guerre ».

Le manifeste de Bâle ne fait que confirmer les résolutions des congrès précédents mais sans plus retenir l'usage de la grève générale. Jaurès insiste toutefois sur le fait que « si, pour l'énorme diversité de toutes les éventualités, notre résolution ne prévoit pas de mode spécial d'action, elle n'en exclut aucun non plus. Elle donne un avertissement aux gouvernements et elle attire clairement leur attention sur le fait qu'ils créeraient facilement une situation révolutionnaire, oui, la plus révolutionnaire que l'on puisse imaginer ».

Il s'agit encore d'une unanimité de façade, nous dit Humbert-Droz : « ... dans les coulisses, les mêmes incertitudes qu'à Stuttgart s'y sont manifestées, les social-démocrates allemands se refusant toujours à préciser l'action commune qui pourrait être entreprise. Cette incertitude dura jusqu'à la veille des déclarations de guerre de juillet et août 1914. Socialistes allemands et français ne purent se mettre d'accord, en juillet 1914, sur le refus simultané des crédits de guerre, alors que tous les congrès avaient décidé que les parlementaires socialistes s'opposeraient au vote des budgets militaires !

tionale à la veille de la première guerre mondiale. Maspéro, Paris, 1965.

« Les gouvernements n'étaient pas dupes des déclarations des congrès, des meetings et des manifestations contre la guerre. Tant que les socialistes, malgré leur internationalisme de façade, affirmaient leur fidélité à la nation et leur amour de la patrie dont ils entendaient défendre l'indépendance, ils ne craignaient aucune action de la classe ouvrière contre la mobilisation » [26].

En France, au dernier congrès du Parti socialiste précédant la guerre (Paris, 14-16 juillet 1914), l'amendement Keir Hardie - Vaillant est combattu par Guesde soutenu notamment par Compère-Morel et... Hervé; la grève générale est défendue par Jaurès, Vaillant et Sembat; finalement le congrès adopte par 1 690 mandats contre 1 174 la motion proposée, à laquelle Jaurès a ajouté une phrase sur le recours à l'arbitrage et apporté une importante modification : « ...la grève générale ouvrière *simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés,* ainsi que l'agitation... » Dans la perspective jauressienne « cette grève générale simultanée a pour objet essentiel de substituer l'arbitrage à la guerre » (*L'Humanité,* 18 juillet 1914). En fait, commente Georges Haupt, « la question de la grève générale est située dans un contexte plus vaste et devient un élément supplémentaire d'un plan de bataille élaboré pour la paix » [27].

La C.G.T. contre les menaces de guerre.

C'est au Xe congrès de la C.G.T. (Marseille, octobre 1908), — alors que ses dirigeants, Griffuelhes, Yvetot et Pouget, sont toujours emprisonnés, mais en accord avec eux —, qu'une résolution est proposée, proclamant que les travailleurs répondront « à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire ». Elle recueille 670 mandats contre 406.

Pourquoi seulement en 1908 ? Il est évident qu'une telle résolution ne peut avoir de portée que si elle est prise internationalement; or la C.G.T. essayait en vain

26. Jules HUMBERT-DROZ, *L'origine de l'Internationale communiste,* éd. de la Baconnière, Neuchâtel, 1968, p. 41.
27. *Le congrès manqué,* pp. 97-99.

Confédération Générale du Travail

GUERRE
A LA GUERRE !

Dans les Balkans, LA GUERRE EST DÉCLARÉE !

Monténégrins, Serbes, Bulgares et Turcs commencent à s'entr'égorger.

Ainsi, l'Europe, sortant de la crise que fit naître la France capitaliste et financière, par son abominable agression contre le Maroc, voit surgir dans le présent conflit les redoutables possibilités d'une conflagration guerrière, dressant les unes contre les autres les puissances européennes.

Les désirs d'expansion territoriale de l'Autriche et de la Russie, la recherche de débouchés nouveaux pour certaines autres nations, s'ajoutant aux convoitises des groupes financiers et industriels, mettent en péril la paix du monde.

Les excitations cléricales, les haines de race font de cette guerre, non pas seulement une vaste flibusterie capitaliste, mais encore fanatique croisade. Dans la complexité des intérêts engagés, dans le caractère implacable de cette guerre, peu de place est laissé aux espérances de la localiser, espérances avec lesquelles la presse bourgeoise tente d'apaiser les inquiétudes populaires. En effet, à ce jour, les puissances n'ont pas su ou pas voulu empêcher la guerre. Pourquoi ? Parce que l'opinion publique est restée indifférente. Les puissances voudront-elles, aujourd'hui, localiser le conflit, en limiter la durée ? Oui, si l'opinion publique, enfin éclairée, veut et sait intervenir.

Si tous les partisans sincères de la paix entre les peuples ne se montrent pas vigilants et actifs, en élevant une vigoureuse protestation, ils risquent de voir les événements se précipiter et de se trouver désemparés devant la brutalité du fait accompli. *Quant aux travailleurs, leur haine de la guerre s'est trop souvent affirmée, pour qu'ils restent impassibles. Pour les uns comme pour les autres, c'est notre devoir et c'est notre intérêt à tous d'intervenir.*

Dans l'opposition nécessaire aux desseins criminels des gouvernements capitalistes et des sectes religieuses, la C. G. T. veut dresser les peuples dans une volonté unanime de paix. C'est là une tâche dictée à la Confédération Générale du Travail par la résolution de son Congrès de Marseille, qui dit :

Le Congrès rappelle la formule de l'Internationale :

Les travailleurs n'ont pas de patrie ! Qu'en conséquence toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications.

Le Congrès déclare qu'en cas de guerre entre les puissances, les travailleurs doivent répondre à la déclaration de guerre par une déclaration de **grève générale révolutionnaire.**

A l'Opinion Publique !

Une vigoureuse action s'impose ! Une vaste agitation populaire est nécessaire !

La C. G. T., pour les déterminer, s'adresse à tous les hommes de cœur, à tous les prolétaires, et leur crie : **Soyez prêts à répondre à nos appels, à participer à nos démonstrations, à nos meetings !**

Que de partout s'élèvent de formidables protestations !

La C. G. T. appelle à l'action nécessaire les travailleurs organisés de l'Internationale ouvrière.

Et s'il est vrai qu'une concordance de vues anime en ce moment les gouvernements français et allemand, dans une même tentative pour sauvegarder la paix européenne, il est d'autant plus indispensable que les peuples allemand et français d'être au premier rang dans l'intervention et la protestation imposées par cette redoutable éventualité : **la guerre !**

Le Comité Confédéral.

(Cette affiche ne pourra être apposée à l'extérieur que revêtue d'un timbre de 0 fr. 24.)

AFFICHE DE LA C.G.T.
apposée à Paris en octobre 1912

JAURÈS ASSASSINÉ

depuis 1903 de faire inscrire les questions de la grève générale et de l'antimilitarisme à l'ordre du jour des Conférences syndicales internationales; pour cette raison, elle ne participa pas aux conférences d'Amsterdam (1905) et de Christiania (1907), et, au début de 1906, le Comité confédéral rompit ses relations avec le Secrétariat international, ce qu'approuva le congrès d'Amiens (motion Delesalle-Pouget).

Mais pendant les deux ans qui séparent les congrès syndicaux d'Amiens et de Marseille, la question du militarisme et de la guerre a été abordée dans les congrès du Parti socialiste et de l'Internationale.

Jusqu'en 1914, les assises nationales de la C.G.T. ne feront guère que reprendre la résolution de Marseille menaçant de la grève générale révolutionnaire les fauteurs de guerre.

Ce fut le cas au congrès de Toulouse (octobre 1910), à une Conférence extraordinaire, à Paris (1er octobre 1911) et au congrès du Havre (septembre 1912). Remarquons que les voix favorables à la grève générale y sont en progression constante.

Le congrès extraordinaire, convoqué les 24 et 25 novembre 1912 à Paris pour discuter exclusivement de l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre (c'est-à-dire juste en même temps que les socialistes de tous les pays en discutaient à Bâle), confirme les résolutions précédentes et préconise toujours « comme moyen : la grève générale révolutionnaire » (à l'unanimité moins 2 voix). A la presque unanimité également, il est décidé d'organiser des meetings dans les grands centres les 14 et 15 décembre et de déclencher le 16 une grève générale de démonstration. La C.G.T. estime qu'il y a plus de 600 000 grévistes ce jour-là (dont 120 000 dans la région parisienne, 60 000 dans la région lyonnaise, 50 000 dans les Ardennes, 35 000 dans le Nord et le Pas-de-Calais).

La menace de grève générale insurrectionnelle est agitée plus d'une fois en 1913, en particulier dans les grands meetings que C.G.T. et Parti socialiste tiennent au Pré-Saint-Gervais et dans la campagne qu'ils mènent, pour la première fois en commun, contre les « 3 ans » et les préparatifs de guerre. M. Leroy peut alors écrire : « Corporative à l'origine, mêlée aux mouvements politiques, la théorie pratique de la grève générale est devenue peu à peu révo-

lutionnaire au cours d'une longue évolution : aujourd'hui elle a un caractère antimilitariste, antipolitique et internationaliste progressivement accusé par les congrès ouvriers » [28].

Lors d'une Conférence nationale, en juillet 1913, il est envisagé, pour protester contre la loi qui vient d'être votée, portant à 3 ans la durée du service militaire, de déclencher une nouvelle grève le 24 septembre, jour où aurait dû être libérée la classe; cette résolution est repoussée parce que même certains partisans de la grève générale estiment que la C.G.T. n'est pas alors en état de l'organiser avec succès [29].

C'est déjà un avant-goût de la grande dérobade — ou de l'impuissance — de l'été 14.

La faillite de 1914 : la grève générale reste lettre morte.

Les faits sont suffisamment connus. Disons seulement, pour nous limiter à notre sujet, que le quotidien cégétiste *La Bataille syndicaliste* rappelle encore le 26 juillet 1914 les résolutions solennelles : « A toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire. »

On connaît la suite : pas plus les organisations syndicales que le Parti socialiste ne bougent pour faire entrer dans la vie les décisions prises et maintes fois proclamées. Les dirigeants prêchent non pas la grève générale contre la guerre mais « l'union sacrée » dans la guerre.

A l'assassinat de Jaurès correspond l'étranglement d'une idée : celle de la grève insurrectionnelle pour empêcher la grande tuerie entre les travailleurs. Et les suivistes ne sont pas tous du même côté... Combien de « grève-généralistes » devinrent « jusqu'auboutistes », combien d'interna-

28. *La coutume ouvrière*, p. 506.

29. Il est possible que, dès cette époque, Jouhaux en particulier n'ait pas voulu utiliser l'arme de la grève générale ou pas cru en son efficacité. La veuve de Raymond Péricat m'a rapporté que celui-ci pressait alors Jouhaux de préparer la grève générale dont il avait soutenu le principe; la réponse fut nette : « Non mais, tu me prends pour un c.. ! »

tionalistes, chauvins ! Que peuvent faire les masses, quand les chefs désertent le combat ?

Une remarque d'un des témoins de cet effondrement, un de ceux qui luttèrent aussitôt à contre-courant, tend à expliquer l'espèce d'impuissance qui a frappé alors le mouvement ouvrier français : « Il faut comprendre que les gouvernements ne s'engagent dans ce qui reste pour eux une redoutable aventure que lorsqu'ils ont acquis la quasi-certitude d'entraîner la nation tout entière derrière eux, que lorsqu'ils sont parvenus par une préparation patiente et habile à égarer le prolétariat. Quand la guerre passe c'est que la classe ouvrière a déjà été vaincue; défaite écrasante lorsque ses chefs se rallient à l'ennemi de classe, font cause commune avec lui : l'union sacrée se dresse sur les ruines de l'internationalisme prolétarien [30].

Les travailleurs étaient-ils aussi convaincus que Jaurès que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage » ? Le Parti socialiste a certes bien progressé depuis son unification, mais il ne compte guère que 75 000 membres en 1914; il a pourtant obtenu près de 1 400 000 suffrages et plus de cent députés aux élections du printemps. De son côté la C.G.T., si elle s'est bien développée depuis 1902, ne rassemble guère que 600 000 adhérents sur plus de 7 millions de travailleurs. Les organisations ouvrières ont sans doute surestimé leurs forces et leur capacité de convaincre et d'entraîner les masses laborieuses.

Les différents gouvernements européens n'ont cessé de faire appel au nationalisme, souvent caricaturé en chauvinisme, tout au long du XIXe siècle; ils l'ont exalté depuis plusieurs décennies, en ont fait la justification idéologique de leur politique de force. Toujours est-il qu'en août 1914, le nationalisme, même chez les prolétaires, l'emporte sur le sentiment internationaliste et la conscience de classe.

Comment des promoteurs de la grève générale, des militants comme Vaillant et Griffuelhes, dont toute la vie n'a été que courage et dévouement à la classe ouvrière, ont-ils pu eux aussi renoncer à la riposte révolutionnaire qu'ils n'avaient cessé de préconiser ? Parler de « blanquisme » ou de « jacobinisme » n'explique pas tout. Le mot d'ordre

30. A. ROSMER, *Le mouvement ouvrier pendant la guerre. 1. De l'union sacrée à Zimmerwald,* Paris 1936, p. 9.

n'était-il pas applicable, ou les hommes étaient-ils dépassés par les événements ?

Les mieux intentionnés des dirigeants se trouvent « complètement désemparés » ... « à ce moment, la classe ouvrière, soulevée par une crise [une vague] formidable de nationalisme, n'aurait pas laissé aux agents de la force publique le soin de nous fusiller, elle nous aurait fusillés elle-même » (Merrheim); « nous avons été impuissants, et les uns et les autres; la vague a passé, nous a emportés. Nos ennemis de classe ont agencé leur entreprise; ils ont affolé le pays » (Monatte). Voilà ce qu'ont reconnu, au congrès de la C.G.T. qui suivit la guerre, deux des rares « résistants ». Mais, ajoutait Monatte : « si la masse pouvait, à ce moment précis, se laisser entraîner, il est des hommes qui devaient attendre que le vent ait passé pour se redresser. Or ils ne l'ont pas fait » [31].

Déjà, dans sa lettre de démission du Comité confédéral [32], en décembre 1914, Monatte avait eu le courage de dire : « Il est compréhensible, dans une certaine mesure, que les masses du peuple, trompées et excitées journellement par la presse, par toute la presse, aient accepté comme articles de foi toutes les déclarations gouvernementales.

« Mais que les militants du syndicalisme n'aient pas montré plus de clairvoyance, qu'ils n'aient pas apporté plus de sens critique à l'examen des allégations gouvernementales, qu'ils se soient laissé gagner par la fièvre de la vanité nationale, qu'ils aient perdu le souvenir des principes qui guidaient jusqu'à maintenant leur action, voilà le plus attristant spectacle. »

En France, parmi les militants non mobilisés en août 1914, seule une poignée de fidèles du syndicalisme révolutionnaire et du socialisme vont se retrouver et se grouper peu à peu autour du « noyau » de *la Vie Ouvrière* et de la Fédération des Métaux : P. Monatte, A. Merrheim, A. Rosmer, M. Martinet..., en compagnie de L. Trotsky.

C'était là « les premiers hommes d'une Internationale future » dont ils gardaient la certitude, écrivit Raymond

31. *XIVe congrès de la C.G.T. Lyon, 15 ou 21 septembre 1919. Compte rendu des travaux,* pp. 169 et 105.

32. Citée par Rosmer, pp. 177 à 180 et dans les *archives de Pierre Monatte,* pp. 46 à 49.

Lefebvre. Au début, « on se bornait à tisonner tristement les restes refroidis de l'Internationale; à dresser, d'une mémoire amère, la liste immense de ceux qui avaient failli... » Mais la lutte des masses reprend peu à peu, animée par cette minorité révolutionnaire; l'écho des résistances à la guerre dans d'autres pays vient soutenir leur propre combat : « Le tocsin de Zimmerwald, la colère de Liebknecht, et d'obscures nouvelles de soulèvements populaires en Russie, en Allemagne, en Autriche, le grandissement lent mais irrésistible de la pensée minoritaire, annonçaient le réveil de la conscience humaine » [33].

Si l'action de Merrheim (Fédération des Métaux) et de Bourderon (Fédération du Tonneau) est plus connue, surtout par leur participation à Zimmerwald, ils ne furent pas les seuls opposants à la guerre : à côté des métallos, il y eut des gars du bâtiment (Péricat, Hubert, Lepetit...) et d'autres militants ouvriers, sans oublier les instituteurs de *l'Ecole émancipée* (les Bouët, les Mayoux, F. Loriot, Marie Guillot...). Bientôt les grèves reprendront, faiblement en 1915, se développant en 1916 pour aboutir aux grands mouvements de 1917 et 1918.

Les révolutions de mars et surtout de novembre 1917 en Russie auront un grand retentissement en France comme dans les autres pays belligérants. Pour beaucoup de syndicalistes révolutionnaires c'est la démonstration par les faits de la supériorité d'une autre stratégie révolutionnaire [34].

Dans les vastes mouvements sociaux de l'immédiate après-guerre, la colère contre les responsables de la grande guerre fratricide européenne se mêlera à l'espoir d'une société juste et fraternelle. La France connaît un essor révolutionnaire indéniable qui, pourtant, n'aura pas d'issue révolutionnaire. Les grandes grèves de 1919 et de 1920, même baptisées « grèves générales », ne se transformeront pas en grève politique de masse, en insurrection victorieuse...

33. R. LEFEBVRE, *L'Eponge de vinaigre,* Editions Clarté, Paris, 1921, pp. 5 à 8.

34. En plus de l'indispensable ouvrage de Rosmer, on dispose à présent sur toute cette période-charnière, sur les réactions et l'évolution de nombreux militants des précieuses *archives de Pierre Monatte,* présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland : *Syndicalisme révolutionnaire et communisme* (Maspéro, Paris, 1968).

L'idée de grève générale a-t-elle fait son temps ?

Les grands espoirs mis dans la grève générale, moyen de pression pour maintenir la paix entre les peuples ou instrument de la révolution sociale, ont vacillé au début de la première guerre mondiale.

Par la suite, en France, éclateront encore de grands mouvements de grèves, certains plus vastes que ceux du quart de siècle qui vit fleurir l'idée de la grève générale révolutionnaire, mais cette théorie n'aura plus la même audience auprès des travailleurs et encore moins parmi les dirigeants ouvriers.

Après l'échec de 1914 et à la lumière des expériences qui suivirent, tout doit être repensé : le socialisme et le syndicalisme, la théorie et la pratique révolutionnaires. Il faut trouver des voies nouvelles pour aller au socialisme, pour mettre fin à l'injustice sociale, à l'aliénation de l'homme et aux hécatombes.

Ce qu'écrivait Monatte en décembre 1914 a toujours une résonance actuelle : « Si l'humanité doit connaître un jour la paix et la liberté, au sein des Etats-Unis du monde, seul un socialisme plus réel et plus ardent, surgissant des désillusions présentes, trempé dans les fleuves de sang d'aujourd'hui, peut l'y mener. »

Le chemin du socialisme passe-t-il nécessairement par la grève générale ou l'idée a-t-elle fait son temps à jamais ? C'est le type de question à laquelle on ne peut répondre par oui ou par non. Parmi ceux qui ont cru en l'efficacité de l'idée et ont rejeté la responsabilité de l'échec sur les hommes, citons pour conclure Pierre Monatte qui écrivait, encore en 1953, à Colette Chambelland :

« L'idée de grève générale n'est pas disparue avec « l'été 14 ». Après l'été et l'hiver, revient le printemps. On croit tout mort et tout repousse [...] De défaite en défaite, la classe ouvrière avance péniblement, lentement vers son émancipation. Le plus dangereux serait qu'elle perde confiance en elle-même, qu'elle abandonne foi en son destin, qu'elle renonce à son rôle révolutionnaire et à sa tâche de prise en charge de la civilisation. »

BIBLIOGRAPHIE

Histoire générale

Louis BERGERON, *La Révolution européenne et le partage du monde* [1815-1914], tome VIII de la collection « Le Monde et son histoire », Bordas-Laffont, Paris, 1968.

J.-M. MAYEUR, *La France bourgeoise devient républicaine et laïque* in *Histoire du peuple français,* tome V, Nouvelle Librairie de France, Paris, 1966.

Pierre SORLIN, *Au seuil de l'ère industrielle,* tome I de *La Société française,* Arthaud, Paris, 1969.

Mouvement ouvrier et socialisme

Edouard DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier,* tome II (1871-1936), A. Colin, Paris, 1939.

Georges LEFRANC, *Le Mouvement socialiste sous la IIIe République (1871-1940),* Payot, Paris, 1963.

— *Le Mouvement syndical sous la IIIe République* [1871-1940], Payot, Paris, 1967.

Robert BRÉCY, *Le Mouvement syndical en France, 1871-1921, essai bibliographique,* Mouton, Paris, 1963.

Maxime LEROY, *La Coutume ouvrière. Syndicats, Bourses du Travail, Fédérations professionnelles, Coopératives. Doctrines et institutions.* 2 vol., Giard et Brière, Paris, 1913.

Fernand PELLOUTIER, *Histoire des Bourses du Travail,* Schleicher, Paris, 1902 (plusieurs rééditions)

Jean BRUHAT et Marc PIOLOT, *Esquisse d'une histoire de la G.G.T. (1895-1965),* C.G.T., Paris, 1966.

Jean-Daniel REYNAUD, *Les Syndicats en France,* A. Colin, Paris, 1963.

Maurice DOMMANGET, *Histoire du Premier Mai,* SUDEL, Paris, 1953.

— *La Chevalerie du Travail française, 1893-1911. Contribution à l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier.* Rencontre, Lausanne, 1967.

Jean MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en France (1880-1914),* SUDEL, Paris, 1951 (III, 1, Les Anarchistes et les Syndicats).

— *Ravachol et les anarchistes,* Julliard, Paris, 1964.

Pierre DEYON, *Etude sur le parti ouvrier guesdiste de 1879 à 1893,* Diplôme d'études supérieures, Paris, 1951.

Claude WILLARD, *Le Mouvement socialiste en France (1893-1905). Les Guesdistes,* Editions sociales, Paris, 1965.

Michelle PERROT et Annie KRIEGEL, *Le Socialisme français et le pouvoir,* Etudes et Documentation internationales, Paris, 1967.

Jacques JULLIARD, *Aux origines du syndicalisme d'action directe, Fernand Pelloutier* (en préparation, Le Seuil).

Henri DUBIEF, *Le Syndicalisme révolutionnaire* (choix de textes présentés par), A. Colin, Paris, 1969.

Grèves et grève générale

Henri GIRARD et Fernand PELLOUTIER, *Qu'est-ce que la grève générale ?,* Libr. socialiste, Paris, s.d. [1895].

Aristide BRIAND, *La Grève générale et la Révolution,* Paris s.d. [1900].

Jean JAURÈS, « Grève générale et Révolution », in *Etudes socialistes,* Cahiers de la Quinzaine, Paris, 1901.

Hubert LAGARDELLE, *La Grève générale et le Socialisme. Enquête internationale. Opinions et documents.* Cornély, Paris, 1905.

Victor GRIFFUELHES, *L'Action syndicaliste,* Rivière, Paris, 1908 (II, La Grève générale).

— « Romantisme révolutionnaire », in *L'Action directe,* 23 avril 1908.

Rosa LUXEMBOURG, *Grève de masses, Parti et Syndicats (1906),* Maspéro, Paris, 1964.

Maurice THOREZ (sous le pseudonyme de Germinal), « La Grève politique de masse », in *Cahiers du bolchévisme,* janvier 1930 (reproduit dans *Œuvres de Maurice Thorez,* livre II, tome I, Editions sociales, Paris, 1950).

A. LOSOVSKI, *Marx et les Syndicats,* Bureau d'éditions, Paris, 1933 (VIII, Marx et le mouvement gréviste).

Colette CHAMBELLAND, *L'Idée de Grève générale en France (1871-1914),* D.E.S., Paris, 1953 (peut être consulté au Musée social ou à l'Institut français d'histoire sociale).

Jacques JULLIARD, *Clemenceau briseur de grèves. L'affaire de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges (1908),* Julliard, Paris, 1965.

— « Théorie syndicaliste révolutionnaire et pratique gréviste », in *Le Mouvement social,* n° 65, octobre-décembre 1968.

CHANSONS SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE

La Grève

par Jean-Baptiste CLÉMENT

Forçat des grands centres miniers
Gare à toi si tu bouges,
Voici les policiers
Et les pantalons rouges.

Les las de vivre et meurt la faim
Se sont réveillés en colère,
On vient de rogner leur salaire
Et ça va faire du vilain.
En travaillant fête et dimanche
C'était la misère partout,
Et les femmes qui sont à bout
Ont pris le balai par le manche. (*Refrain*)

Mais les Périers et les Jonnarts,
Flanqués de leurs actionnaires,
Ont rassemblé leurs mercenaires,
Leurs gendarmes et leurs mouchards,
On va leur tailler dans la viande
Pour les forcer à turbiner,
Et pour ne pas laisser jeûner
Sa majesté le dividende. (*Refrain*)

Dans tous les corons d'alentour
On a jeté le cri d'alarme;
On est sans argent et sans arme,
Et c'est demain au petit jour.
Mais qu'importe ! si dans la mine
On ne peut vivre en travaillant,
Mieux vaut mourir en combattant.
Debout ! Et guerre à la famine ! (*Refrain*)

Et, là-bas, sous leur noir drapeau,
Voici les mineurs et leurs gosses :
Ces petits miséreux précoces
N'ont plus que la peau sur les os.
La troupe est rangée en bataille,
Les gendarmes ont sabre au clair,
Et les argousins patte en l'air
Sont prêts à charger la canaille. (*Refrain*)

Pour mater quelques ventres creux,
Leur en faut-il des baïonnettes !
Les gens à grosses épaulettes
Ne vont pas ménager les gueux.
La grève, ce n'est pas la guerre.
Hé ! soldat, reste l'arme au bras,
Car si tu tires dans le tas
Tu pourrais bien tuer ton père ! (*Refrain*)

La Grève générale

par Charles KELLER (Jacques TURBIN) *

Debout, les gars de tout métier,
De tout pays, du monde entier !
Faisons partout, d'un libre accord,
Au même instant, le même effort :

Mettons-nous tous en grève !

Las d'être, comme un vil bétail,
Soumis de force au dur travail,
Et las de vivre sans espoir,
De jour en jour, de soir en soir,

Mettons-nous tous en grève !

Sous les affronts et les fardeaux
C'est trop longtemps courber le dos.
Debout, les mâles à l'œil clair !
Sortons un peu pour prendre l'air :

Mettons-nous tous en grève !

Pour notre droit au grand soleil,
Au gai travail, au bon sommeil;
Pour notre droit aux doux loisirs,
Au libre essor de nos désirs,

Mettons-nous tous en grève !

Debout, les gars aux bras nerveux !
Plus d'humbles plaintes, plus d'humbles vœux.
Livrons bataille, et nous ferons
Plier l'Etat et les patrons :

Mettons-nous tous en grève !

Nancy, le 15 mai 1906.

* Bibl. Nationale, 4° Y° pièce 1394 (air noté).

Victoire sociale

Paroles de MONTÉHUS, musique de R. CHANTEGRELET

Il faut saluer cett' phalange ouvrière,
Qui a lutté pour son droit, son honneur,
Ell' a marché dignement l'âme fière,
Afin d'abattre son persécuteur.
Ils ont montré à Symian en courroux,
Que les pantins sont faits pour la culbute
Et qu'on n'pass' pas quand l'peupl' chante debout.

Refrain

Et tant pis si on la crève,
Et tant pis si l'on manque de pain,
Mais l'on f'ra quand mêm' la grève,
Faut pas trahir les copains.
Quand on est de la Sociale,
Sacredié ! faut pas avoir peur,
Et pour tomber nos exploiteurs,
Il nous faut la grèv' générale.

L'peupl' n'veut plus d'un salair' de famine,
L'peupl' n'veut plus d'un bout d'os à ronger,
Qu'ce soit l'Etat qui dirige l'usine,
L'peupl' s'en fout, le peuple veut manger.
Qu'on gratt' un peu sur la paye de Fallières,
Qu'on gratt' un peu sur cell' des députés,
D'ceux dont la faim a fait des révoltés. (*Refrain*)

La République a fondé des écoles,
Aussi maint'nant le peuple sait compter,
L'peupl' ne veut plus qu'on lui donn' un' obole,
Il veut son compt' et non la charité.
Ça c'est des phras's de la mêlée sociale,
Livre sublim' qui éclair' les cerveaux,
C'est la brochur' de la grèv' générale
Et c'est signé Briand et Clemenceau. (*Refrain*)

(1909)

Briand l'a dit

par Alphonse GALLAIS

Timbre : *La Carmagnole*

. . . . .

« Je vous le jure, citoyens,
La grève est l'unique moyen
Quand ell' s'ra générale,
Ah ! le joli scandale ! »
Ajoutait Aristide
En p'lotant l'dos du populo,
Qui l'écoutait, avide,
Pensant : « V'là l'Homme qu'il nous faut ! »

Refrain

Viv' la grèv' générale !
Briand l'a dit (*bis*)
C'est la guerre idéale
Pour terrasser l'ennemi.

« En avant, march' ! mes bons amis,
Avec des sabres, des fusils,
Des pistolets, des piques »,
Clamait Briand, épique...
« Et mon devoir suprême,
L'cas échéant, l'cas échéant,
Sera d'aller moi-même
Prendre place dans vos rangs ! » (*Refrain*)

. . . . .

Hélas ! maint'nant, c'n'est plus pareil,
Ministre et présidant l'Conseil,
Aristid' le faux frère,
Rit de notre misère,
Il mobilis' la troupe
Pour tuer sans r'mords son passé mort,
Mais lui tournant la croupe,
Populo chante plus fort : (*Refrain*)

(1910)

TABLE DES ILLUSTRATIONS

COUVERTURE :

— *En grève,* lithographie de Steinlen (1898).
— Page du journal *La Grève générale* (n° du 1er oct. 1899).

HORS-TEXTE :

1. — *Les martyrs de Chicago.* Exécution de Parsons, Spies, Fischer et Engel.... Face p. 22
2. — Joseph Tortelier vers 1880 ..... Entre pp. 22-23
3. — J. Tortelier et sa famille ..... Entre pp. 22-23
4. — Fernand Pelloutier (1867-1901) ..... Face p. 23
5. — *Qu'est-ce que la Grève générale ? La Grève générale et la Révolution*.... Face p. 54
6. — *Le Père peinard* (1899) ..... Face p. 55
7. — Lettre de Pasteur (H. Girard) au Directeur de la Sûreté générale ..... Face p. 70
8. — Liste des délégués français au Congrès international de Londres (1896) .... Face p. 71
9. — *La Grève générale.* Affiche de la C.G.T. (juillet 1908) ..... Face p. 78
10. — *La Voix du peuple* (septembre 1908).. Face p. 79
11. — *Guerre à la guerre !* Affiche de la C.G.T. (octobre 1912) ..... Face p. 86
12. — Jaurès assassiné ! Le 31 juillet 1914, à 23 heures, devant le café du Croissant où Jaurès vient d'être tué ..... Face p. 87

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE de Jean Maitron V

L'IDÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE 1

INTRODUCTION 3

Evolution de la conception de grève générale 7

CHAPITRE PREMIER. — *Origines lointaines de l'idée de grève générale* 7

La Ire Internationale et la grève générale 13

Les grèves de mai 1886 à Chicago 19

CHAPITRE II. — *La question de la grève générale dans les premiers congrès syndicaux et les partis socialistes (1886-1894)* 23

L'idée commence à pénétrer les masses. Un apôtre : le compagnon Tortelier 24

L'idée gagne les congrès ouvriers 26

L'origine du Premier Mai et la grève générale 29

L'évolution des guesdistes 32

La tactique de la grève générale, ferment de division entre organisations ouvrières 35

Deux nouveaux apôtres : Fernand Pelloutier et Aristide Briand 38

Les congrès contradictoires de Marseille 39

Création d'un « Comité d'organisation de la grève générale » 43

Les positions se cristallisent 46

Le congrès de Nantes, tournant du mouvement syndical 49

Les dirigeants de la bourgeoisie, propagandistes de la grève générale ? 51

CHAPITRE III. — *Des premiers congrès de la C.G.T. à l'unification des partis socialistes (1895-1905)* 53

Les positions des partis et des syndicats..... 53

Le congrès de Limoges et les premières difficultés de la grève générale 56

Une nouvelle offensive de Briand pour la grève générale et contre l'unité socialiste 59

L'unification du mouvement syndical 62

La disparition d'Henri Girard 65

Un apôtre nommé Judas 67

Le dernier « baroud » de Briand en faveur de la grève générale 71

CHAPITRE IV. — *La grève générale, triomphante dans les esprits, s'avère impuissante dans les faits (1905-1914)*.. 73

De puissants mouvements de grève, mais pas la grève générale 75

Répondre à la guerre par la grève générale et l'insurrection 78

Les socialistes et la lutte contre la guerre 79

La C.G.T. contre les menaces de guerre 86

La faillite de 1914 : la grève générale reste lettre morte. 88

L'idée de grève générale a-t-elle fait son temps ? 92

BIBLIOGRAPHIE 93

CHANSONS SUR LA GRÈVE GÉNÉRALE :

La Grève, par J.-B. Clément 95

La Grève générale, par Charles Keller 97

Victoire sociale, par Montéhus 98

Briand l'a dit, par Alphonse Gallais 99

5632

54

Achevé d'imprimé le 25 juin 1969
sur les presses de l'Union Typographique
à Villeneuve-Saint-Georges (V.-de-M.)
N° d'impression : 52-69
N° d'édition : 221-18

COMITÉ DE PROPAGANDE

DE LA

GRÈVE GÉNÉRALE

Nommé par le Congrès Corporatif de Rennes 1898

Travailleur, souviens-toi

que la Grève Générale supprimera l'exploitation que tu subis depuis des siècles ; c'est par cette arme puissante que tu t'affranchiras de la misère et de l'esclavage dans lequel te maintient le capital exploiteur.

Sois donc prêt

à t'en servir quand le moment d'agir sera venu. Vois dans tout le pays les exploités, las de souffrir, se révoltent.

Un vent de liberté souffle dans l'air, la Grève Générale, trouble fête pour ceux qui te font souffrir, est peut-être proche.

MÉFIE-TOI

des conseilleurs de toutes sortes, n'écoute que toi-même, sois conscient de ta force.

La Grève Générale

est une arme dont toi seul saura te servir, ne t'alarmes donc pas des craintes chimériques, rappelle-toi que les ennemis de la Grève Générale, fussent-ils exploiteurs, capitalistes, réactionnaires, politiciens ou autres, sont aussi tes ennemis.

Ecarte-les donc tous

et souviens-toi que l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Vive la Grève Générale !

LE COMITÉ.

Ce manifeste peut être affiché avec un timbre de 10 centimes.

Prix : 9,90 F T.T.C.